

Opinions & Débats

L'AVENIR DE L'HÉRITAGE

André Masson

English
version here →



Opinions & Débats

Juin 2026 n°33

English
version here



Les derniers numéros parus dans la collection *Opinions & Débats* :

n°32 | Janv. 2026

Assurance paramétrique :
de produits susceptibles
de repousser les limites
de l'assurabilité

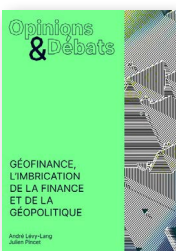
Olivier Lopez, Christophe Neves
& Laurent Sabatié



n°31 | Sept. 2024

Géofinance, l'imbrication
de la Finance et de
la Géopolitique

André Lévy-Lang & Julien Pincet



n°30 | Janv. 2024

Préférence rationnelle pour
le présent et horizon de vie

Luc Arrondel & André Masson



ilb Institut
Louis
Bachelier

REMERCIEMENTS

**Ce nouveau numéro de la collection
Opinions & Débats, comme les précédents,
a été financé par le Labex
de l'Institut Louis Bachelier.**

Auteur

André Masson

**Avec nos
remerciements
particuliers à**

Ryadh Benlahrech

Bertrand Villeneuve

**Veillez citer
cette publication
comme suit**

Institut Louis Bachelier (2026)
L'avenir de l'héritage

**Conception
graphique**

Adeline Patin (Jane & Bernie)

SOM- MAIRE

English →  version here

- Édito _____ p.5
- Biographie _____ p.6
- Résumé _____ p.7
- Introduction _____ p.8

I. CONSTATS : PATRIMOINE & HÉRITAGE

- 1.1.** Patrimonialisation et émergence d'une gérontocratie patrimoniale _ p.13
- 1.2.** Hausse du poids d'un héritage reçu de plus en plus tard _____ p.15
- 1.3.** Le grand transfert à venir, phénomène de masse avant d'être inégalitaire ____ p.15

II. LA FRANCE (RE) DEVIENT-ELLE UNE SOCIÉTÉ D'HÉRITIERS ?

- 2.1.** Un héritage fortement inégal aujourd'hui _____ p.17
- 2.2.** Définitions _____ p.17
- 2.3.** La France actuelle est-elle redevenue une société d'héritiers ? Deux références _____ p.18
- 2.4.** Des signes inquiétants pour l'avenir _____ p.20

III. L'ÉNIGME (HISTORIQUE) DES DROITS DE SUCCESSION

- 3.1.** Des droits de succession de faible rapport en dépit d'une assiette fiscale croissante _____ p.22
- 3.2.** Une progressivité effective de plus en plus limitée par les « niches » fiscales ____ p.24
- 3.3.** Les droits de succession sont devenus très impopulaires alors que l'ex-ISF reste l'impôt le plus prisé des Français _ p.26

IV. LIBERTÉ TESTAMENTAIRE VS RÉSERVE HÉRÉDITAIRE

- 4.1.** La norme égalitaire entre enfants ou comment actualiser les biens reçus par le passé _____ p.31
- 4.2.** Les possibilités et les modalités de dons ou legs caritatifs (en France) _____ p.33
- 4.3.** Tendances et débats actuels (en France) _____ p.34

V. IMPOSITION & RÉGULATION DE L'HÉRITAGE : LE POIDS DE L'IDÉOLOGIE

- 5.1.** Les droits de succession sont-ils un bon impôt (pour la théorie économique) ? _____ p.38
- 5.2.** Trois critères idéologiques _____ p.39
- 5.3.** Le dilemme moral français entre valeurs familiales et justice sociale _____ p.43
- 5.4.** La réforme systémique la plus en vue : l'*accessions tax* _____ p.44
- 5.5.** Autres réformes systémiques _____ p.46

VI. RECOMMANDATIONS

- 6.1.** Inefficacités et urgences actuelles ____ p.49
- 6.2.** Recommandation 1 : une mutualisation publique de la grande dépendance entre retraités _____ p.50
- 6.3.** Recommandation 2 : les droits de succession, mécanisme incitatif à l'épargne longue et dynamique _____ p.52

- Conclusions _____ p.54
- Annexe _____ p.56
- Bibliographie _____ p.60



ÉDITO

© Magali Delporte



Les droits de succession constituent un sujet hautement sensible en France. C'est pourquoi, ils s'invitent régulièrement dans le débat public, à la fois dans les médias, mais aussi au parlement avant l'adoption de la loi de finances annuelle. Faut-il les augmenter ? Les réduire ? Ou tout simplement les supprimer ?

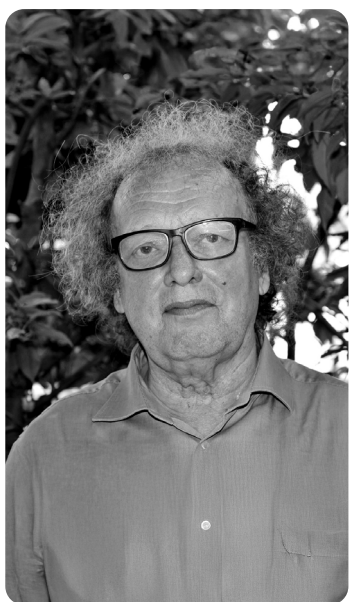
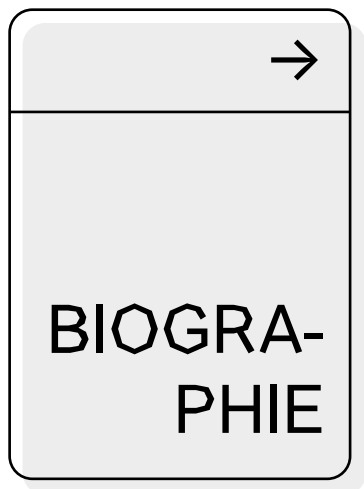
Si ces questions concernent de nombreux pays développés, elles sont particulièrement délicates en France. L'opinion publique n'est pas très favorable à ce type d'impôt en dépit de son objectif initial de redistribution et de réduction des inégalités à la naissance.

Et pourtant, le débat sur l'avenir des droits de succession mérite d'être ouvert. Les raisons ? La dégradation des finances publiques, la progression des inégalités patrimoniales, l'augmentation des besoins de financement liés à la longévité ou la dépendance, ainsi que l'ampleur de la transmission de richesse qui s'annonce. D'ici à 2040, près de 9000 milliards d'euros seront transmis aux héritiers des baby-boomers. Ce montant vertigineux représente 60 % du patrimoine total des ménages français et plus de trois années du PIB français ! Cette « grande transmission » sans précédent soulève inévitablement des questions d'équité, de mobilité sociale et de financement de l'action publique.

Dès lors, pour dépasser les postures de principe, André Masson, figure de référence en France sur ce sujet, livre une analyse approfondie des limites du système actuel. Il montre notamment que les droits de succession, dans leur forme actuelle, génèrent des recettes relativement modestes tout en échouant à favoriser une meilleure circulation de l'épargne, aujourd'hui largement concentrée chez les seniors. Sur la base de ce diagnostic, il formule différentes propositions de réformes visant à améliorer à la fois l'efficacité de la fiscalité successorale et l'allocation de l'épargne dans l'économie. Dans une Europe confrontée à d'immenses besoins d'investissement de long terme, il devient essentiel de mieux orienter l'abondante épargne des ménages vers le financement de l'économie productive. Les droits de succession pourraient être un levier permettant d'inciter les seniors à allonger l'horizon de leur épargne et à favoriser son orientation vers des investissements de long terme créateurs de croissance.

Bonne lecture !

Marie Brière,
Directrice générale de l'Institut Louis Bachelier



André MASSON

André Masson est directeur de recherches émérite au CNRS, directeur d'études à l'EHESS et membre de l'École d'économie de Paris. Économiste, ingénieur de l'École polytechnique, ses thèmes de recherche se rattachent à la microéconomie des arbitrages intertemporels et intergénérationnels des ménages : épargne et patrimoine, comportements à l'égard du risque et du temps, rationalité de l'épargnant ; motifs et fiscalité de la transmission des patrimoines, rapports entre générations, produits viagers. Ils concernent également les retraites et la protection sociale, les types et philosophies de l'État-providence et les interactions entre solidarités publiques et privées entre générations.

Derniers livres :

- *L'Héritage au XXI^e siècle*, Odile Jacob, Paris, (mai 2025), 336 p.
- *Chronique d'un impôt sur l'héritage en perte*. Pourquoi et comment le sauver, PUF, Collection Le lien social, Paris, (avril 2023), 448 p.
- *Nos sociétés du vieillissement entre guerre et paix. Plaidoyer pour une solidarité de combat*, Éditions l'autre face, Paris, (décembre 2020), 208 p.

RÉSUMÉ



Les poids par rapport à la richesse nationale du patrimoine et de l'héritage se sont considérablement accrus depuis 1980 et vont conduire à un *grand transfert* d'ampleur inédite sur les deux prochaines décennies, suite à la disparition de baby-boomers nombreux et bien dotés en patrimoine. Face à un héritage aussi massif et inégal, générateur potentiel de sociétés d'héritiers, se pose l'énigme des droits de succession, qui rapportent peu aujourd'hui mais sont néanmoins devenus très impopulaires dans tous les pays. Il y a aussi les enjeux relatifs à la liberté testamentaire et à la légitimité de la réserve héréditaire.

Ces questions obligent à reconnaître que l'héritage est un phénomène éminemment *idéologique* qui renvoie au droit de propriété, à la famille et à ses valeurs morales, ainsi qu'à l'État redistributeur et régulateur. Les positions se structurent autour de trois critères : l'angle d'approche privilégié, celui du parent-transmetteur ou celui de l'enfant-héritier ; le poids accordé à la famille et à ses valeurs morales ; la vision du social adoptée, qui conditionne et élargit l'arbitrage entre efficacité et équité. Les propositions de réforme systémique les plus en vue assimilent ainsi l'héritage reçu à une ressource supplémentaire pour son bénéficiaire et prônent une fiscalité neutre afin de réduire au mieux les inégalités des chances en patrimoine.

Elles seraient chez nous très impopulaires et ne répondent pas aux urgences actuelles : canaliser le grand transfert ; éviter la suppression des droits de succession, qui serait la réforme la plus populaire ; remédier surtout à l'*inefficacité de masse* de l'épargne (européenne), abondante mais trop courte et amorphe pour financer les investissements longs d'avenir requis aujourd'hui, qu'ils soient productifs, numériques, écologiques ou sociaux.

La parade à cette inefficacité consisterait à utiliser les droits de succession, au-delà de la réduction des inégalités, comme un levier incitatif permettant, à large échelle, d'allonger et dynamiser l'épargne des seniors : elle combinerait une surtaxe progressive sur les seuls héritages en ligne directe à une offre financière de placements longs, au besoin transgénérationnels, qui seraient, eux, exonérés et alimenteraient des « fonds d'avenir ».

Mots-clés : transmissions patrimoniales, droits de succession, liberté de tester, inégalité des chances, réformes successorales.



INTRODUCTION

L'héritage matériel (ou plus largement les transmissions patrimoniales, donations et legs *post mortem*), sa régulation comme son imposition, est un phénomène éminemment idéologique et pluridisciplinaire, dont la compréhension suppose encore de retenir une longue profondeur historique. Il soulève fondamentalement trois enjeux spécifiques.

Le premier est « existentiel » et renvoie au droit de propriété : ce dernier est-il limité, s'éteignant à la mort de l'individu, comme le prônent Karl Marx ou Michaël Bakounine qui dénoncent la « fiction juridique » des droits du disparu à l'égard des vivants ? Ou est-il absolu, impliquant le respect strict des dernières volontés du défunt, libre de choisir ses héritiers et de leur imposer par testament des contraintes strictes dans l'usage des biens reçus, comme le salue Adam Smith ?

Le deuxième concerne la famille et ses valeurs morales : « toucher à l'héritage, c'est comme toucher à la famille ». L'héritage concrétise pour celui qui le reçoit le rapport à son passé familial, la manière dont il s'approprie les biens hérités, sur le plan symbolique comme économique (Masson et Gotman, 1992) : l'héritage des biens, c'est aussi l'héritage des liens familiaux, l'inscription, l'enracinement de l'héritier dans une lignée familiale qui le transcende, une chaîne transgénérationnelle dont il n'est que le maillon.

Public et social, le troisième enjeu concerne le rôle de l'État redistributeur et régulateur, qui doit assurer la continuité de l'activité économique et de la détention des biens au-delà de la mort de l'entrepreneur ou du propriétaire, et déterminer comment les cartes (de propriété) doivent être redistribuées d'une génération à la suivante à l'aune de l'intérêt général, de l'efficacité publique et de la justice sociale. La réponse passe-t-elle par le lien de filiation, au risque de privilégier ceux qui se sont seulement donné la peine de naître dans une famille aisée et ne sont pas forcément les plus compétents ou les plus motivés pour gérer et faire fructifier les biens du défunt ?

Plus largement, faut-il considérer l'héritage d'abord comme un moteur indispensable de l'accumulation pour celui qui le transmet, ou plutôt comme une source d'inégalité des chances et d'injustices sociales entre ceux qui le reçoivent, voire un vecteur privilégié de la reproduction intergénérationnelle d'une structure de classes ?

Les réponses différenciées apportées à ces trois enjeux dessinent un large éventail de positions idéologiques vis-à-vis de l'héritage. L'économiste n'est pas forcément à l'aise avec ce type de questions qui sortent de son champ d'analyse habituel. Ses études empiriques et statistiques apportent néanmoins, comme nous le verrons, une contribution déterminante aux débats et défis actuels. S'il a une fibre sociale, il va ainsi privilégier le fait que le patrimoine reçu constitue un revenu d'aubaine pour l'enfant bénéficiaire, qui n'a produit aucun effort pour l'obtenir, ne peut invoquer aucun mérite pour en bénéficier. La fiscalité de l'héritage vise alors à réduire les « inégalités de naissance » qui en découlent, entre héritiers et non héritiers pour faire court. L'économiste doit cependant tenir compte de l'incidence fiscale de toute hausse des droits de succession sur le comportement des parents transmetteurs, surtout dans le cas où leurs transmissions sont motivées par l'altruisme à l'égard de leurs enfants. Or la mesure de cette incidence fiscale s'avère très compliquée. Les modèles de fiscalité optimale de l'héritage sont complexes et pas toujours conclusifs, comme le rappelle l'annexe à ce texte. Et les données disponibles ne permettent guère de trancher, car les droits de succession actuels sont partout réduits à la portion congrue (voire nulle) : elles ne permettent pas de savoir ce qui se passerait si l'impôt était substantiellement augmenté.

Il y a encore une autre difficulté : la question fiscale ne peut être séparée de celle des règles de dévolution (de transmission) qui varient d'une nation à l'autre. Simplifions. Dans les pays anglo-saxons domine le régime d'*estate tax* : l'impôt est pris d'emblée sur le montant total de la succession (ou de la donation), avant tout partage entre bénéficiaires. La fiscalité est donc neutre (cf. *infra*). Autrement, la liberté testamentaire est quasi complète : le testateur peut tout aussi bien déshériter ses enfants au profit d'un tiers, ou avantager indûment l'un d'eux ; mais dans les successions *ab intestat*, le partage égal entre enfants s'applique par défaut.

L'Europe continentale applique au contraire un régime d'*inheritance tax* : l'impôt est pris sur la part d'héritage reçue, et dépend en général, outre du montant reçu, du degré de parenté avec le transmetteur (il est plus faible pour un enfant) et de la forme de la transmission (la donation est souvent avantagée par rapport à l'héritage). La fiscalité est donc discriminante. S'y ajoute une réserve héréditaire au bénéfice des enfants,

qui ne peuvent être déshérités. En France, par exemple, le transmetteur n'est libre d'allouer qu'une « quotité disponible » qui varie de la moitié pour un enfant, à un tiers pour deux enfants, à un quart au-delà. La liberté testamentaire est donc doublement réduite, par la réserve accordée aux enfants et par une fiscalité plus lourde en ligne collatérale ou hors de la famille.

Cette diversité géographique nous conduira ici à privilégier le cas français. Sur le plan patrimonial, la France est de loin le pays le plus représentatif de la zone euro, le plus proche de la moyenne au sein de cette zone, en termes d'inégalités, de propriété immobilière, d'investissements risqués et d'endettement, à une exception près : le poids faible des fonds de pension (Arrondel et Masson, 2019). Les données sur l'héritage sont plus riches qu'ailleurs et beaucoup de leçons que l'on peut tirer pour notre pays valent au moins pour l'Europe continentale occidentale.

La [section 1](#) rappelle les constats empiriques clés sur le patrimoine et l'héritage, dont les poids par rapport à la richesse nationale se sont considérablement accrus depuis 1980 : l'essor d'une gérontocratie patrimoniale va engendrer un *grand transfert* (ou « grande transmission ») d'ampleur inédite sur les deux prochaines décennies, suite à la disparition de baby-boomers nombreux et bien dotés en patrimoine. La perspective de ce grand transfert relance la question : la France redevient-elle une société d'héritiers, comparable à celle de Balzac ou de la Belle époque ([section 2](#)). Face à un héritage aussi massif et inégal, se pose l'énigme des droits de succession, qui rapportent peu aujourd'hui dans tous les pays (quand ils n'ont pas été supprimés) mais sont néanmoins devenus partout très impopulaires ([section 3](#)). Les enjeux relatifs à la liberté testamentaire et à la légitimité de la réserve héréditaire sont envisagés à la [section 4](#). L'analyse de ces questions nous conduira à reconnaître, à la [section 5](#), le poids de l'*idéologie* en matière d'héritage, autour de trois critères : l'angle d'approche privilégié – celui du parent-transmetteur ou celui de l'enfant-héritier – ; le poids accordé à la famille et à ses valeurs morales ; et la vision du social adoptée, qui conditionne et élargit l'arbitrage entre efficacité et équité¹. Dans ce cadre, les propositions de réforme systémique les plus en vue assimilent l'héritage reçu à une ressource supplémentaire pour son bénéficiaire, à taxer en tant que telle, sans autre considération (familiale ou autre), dans le but de réduire les inégalités des chances en patrimoine. Inadaptées à la culture française, elles seraient très impopulaires et ne répondent pas aux urgences actuelles car elles demanderaient une longue mise en place pour changer les mentalités dans notre pays. Comment sortir de cette impasse ?

¹ Une annexe plus technique montre comment les modèles à générations de fiscalité optimale les plus aboutis (Piketty et Saez, 2012 et 2013) tentent de proposer une synthèse qui transcende ces clivages idéologiques, mais sans vraiment parvenir à des résultats probants.

Consacrée à nos recommandations, la dernière section 6 commence par récapituler ces urgences : canaliser le grand transfert pour éviter l'avènement d'une France héritière et rentière ; défendre une rénovation des droits de succession par un récit justificatif fort qui fasse pièce à la réforme la plus simple et la plus populaire, qui serait leur suppression ; enfin, remédier à l'inefficacité de l'épargne française (ou européenne), qui est certes abondante mais s'avère trop courte et amorphe pour assurer le financement massif des investissements longs d'avenir, productifs, numériques, écologiques ou sociaux, dont le pays a tant besoin aujourd'hui. La parade, inédite, consisterait à utiliser les droits de succession non plus seulement pour réduire l'inégalité des chances en patrimoine, mais encore comme un levier incitatif permettant, à large échelle, d'allonger et dynamiser l'épargne abondante des seniors. La conclusion est consacrée à quelques considérations de faisabilité politique.



I. CONSTATS : PATRIMOINE ET HÉRITAGE

I. CONSTATS : PATRIMOINE ET HÉRITAGE

S'agissant de patrimoine, et partant d'héritage, un recul historique minimal est nécessaire pour comprendre les origines de la situation actuelle, en France comme en Europe occidentale.

1.1. Patrimonialisation et émergence d'une gérontocratie patrimoniale

Historiquement, le patrimoine privé français présente la fameuse courbe en U décrite par Piketty (2013 et 2021). En masse, ce patrimoine représentait 7 fois le PIB vers 1900. Après la première guerre mondiale et la crise de 1929, il ne vaut plus que 3 fois le PIB. Après la seconde guerre mondiale, il chute à 2 fois le PIB vers 1950. Depuis, il a augmenté beaucoup plus vite que les revenus, pour atteindre 3 fois le PIB au cours des années 1970, à la fin des Trente Glorieuses, avant de connaître une hausse encore plus rapide depuis 1980, jusqu'à représenter plus de 6 fois le PIB aujourd'hui (l'évolution est comparable au Royaume-Uni et aux États-Unis). Cette accélération de l'accumulation patrimoniale a été qualifiée de *patrimonialisation*. Le patrimoine privé actuel se rapproche chez nous des 20 000 milliards d'euros. Les ménages en possèdent les trois quarts, soit près de 15 000 milliards d'euros.

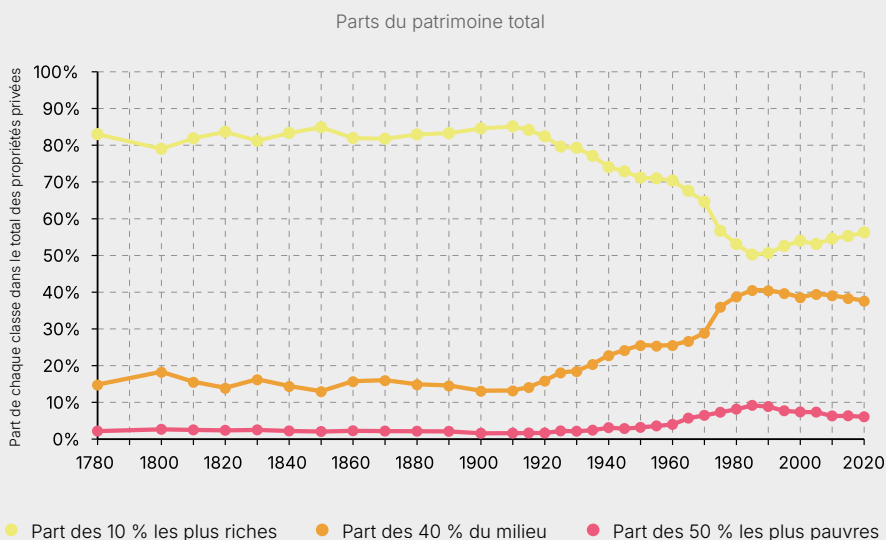
Une des causes initiales de cette patrimonialisation est l'émergence d'une *classe moyenne patrimoniale* au cours des Trente Glorieuses, période marquée par une croissance forte, une inflation soutenue, facilitant l'accès à la propriété par emprunt, et la large diffusion d'un patrimoine de sécurité et de jouissance accompagnant l'émergence de la société de consommation. Tiré de Piketty (2021), le [graphique 1](#) montre ainsi que la part du patrimoine global possédée par les 5^e au 9^e déciles de patrimoine figurant les classes moyennes – les 40 % situés entre les 10 % les plus riches et les 50 % du bas (les classes populaires) – était autour de 20 % vers 1930 ; elle est montée à 25 % en 1950, et plus de 40 % vers 1985, avant de stagner quelque peu depuis. Il s'ensuit que l'héritage n'est plus réservé aux riches comme avant : transmettre est devenu une *norme socioculturelle* au sein des classes moyennes qui en sont venues à regarder autrement la taxation des héritages, perçue moins comme un impôt sur les riches et davantage comme une menace sur les projets et désirs familiaux, même si les montants en jeu demeurent limités.

Depuis 1980, l'inflation s'est réduite mais les actifs patrimoniaux ont connu des plus-values importantes (tel l'immobilier au cours des années 2000). Les inégalités de patrimoine ont à nouveau augmenté après une longue baisse depuis 1914, le top 1 % possède le quart du total. Face à un monde plus individualiste et incertain, il y a eu un *repli sur la famille*, considérée comme une valeur refuge et d'investissement, y compris sur le plan patrimonial.

Le patrimoine a aussi beaucoup *vieilli* depuis 1980, étant de plus en plus aux mains des aînés. En France, c'est la « règle des trois fois 60 » : les seniors, 60 ans ou plus, soit un quart de la population, possèdent 60 % du patrimoine non financier (ils sont souvent propriétaires de leur logement), mais aussi 60 % du patrimoine financier de la population. Et le phénomène s'amplifie encore : selon une note de conjoncture de l'Insee intitulée « L'épargne au sommet » (du 18 juin 2025), les deux tiers de la hausse de l'épargne entre 2023 et 2024 seraient le fait des 65 ans et plus. Le modèle de cycle de vie ne tient plus, du moins en moyenne statistique ! En fait, le retraité médian n'épargne pas ou peu, le gros de l'épargne des seniors étant imputable à 20 % d'entre eux, les plus aisés ou les plus riches.

On assiste ainsi à l'émergence inédite d'une véritable *gérontocratie patrimoniale* : l'expression est d'autant plus pertinente que les seniors sont nombreux et votent plus que les autres.

GRAPHIQUE 1 : ÉMERGENCE DE LA CLASSE MOYENNE PATRIMONIALE
FRANCE 1780-2020 (SOURCE : PIKETTY, 2021)



1.2. Hausse du poids d'un héritage reçu de plus en plus tard

Du fait de ce vieillissement du patrimoine, le poids de l'héritage a augmenté encore plus vite que celui du patrimoine. Le flux annuel des transmissions patrimoniales, qui ne représentait que 8,5 % du revenu disponible brut en 1980, a atteint 20 % de ce revenu en 2020 (soit une multiplication par 2,4, alors que le patrimoine n'a que doublé sur la période). Selon une mesure de Alvarado, Garbinti et Piketty (2017), qui vaut néanmoins plus pour ces variations relatives que pour ces niveaux absolus², la part du patrimoine hérité serait ainsi passée de 80 % en 1900 à 35 % en 1970 et plus de 60 % aujourd'hui.

² La mesure de la part du patrimoine hérité repose en effet sur des conventions forcément arbitraires (cf. § 4.1).

Du fait de l'allongement de la durée de vie des parents et des droits accrus accordés au conjoint survivant (le plus souvent la femme), qui devient héritier à part entière (réservataire) en 2001 et ne paie plus de droits depuis 2007, on hérite cependant en pleine propriété – nue-propriété et usufruit – du patrimoine parental de plus en plus tard, à près de 60 ans en moyenne, alors que cet âge de réception moyen était de 25 ans en 1900 et de 40 ans en 1970. En France, on devient riche souvent en devenant vieux...

1.3. Le grand transfert à venir, phénomène de masse avant d'être inégalitaire

La patrimonialisation et le fort vieillissement du patrimoine vont engendrer sur les deux prochaines décennies, avec la disparition des baby-boomers, nombreux et bien dotés en moyenne en patrimoine, un grand transfert ou grande transmission d'une ampleur inédite. Ce sera le pactole pour les enfants des baby-boomers qui deviendront héritiers à l'âge mûr.

Si on ne fait rien, ce transfert entraînera des chocs massifs sur les inégalités – entre héritiers et non héritiers –, les rapports entre générations, les marchés du logement, du travail ou financiers, etc., au risque de produire une France de plus en plus rentière et héritière (voir [section suivante](#)). Les recettes successorales vont augmenter mécaniquement, mais les gains ne seront que des miettes par rapport aux montants transmis.

Le grand transfert est en effet un *phénomène de masse* avant même d'être un mécanisme reproducteur des inégalités de naissance³. Une note de la *Fondation Jean Jaurès*, de Ouizille, Iberrakene et Julien-Vauzelle (2024) a chiffré le montant de ce transfert, entre 2025 et 2040, à quelque 9 000 milliards d'euros, soit 3 années de PIB actuel – ou 20 % en moyenne de ce PIB par an. Les évaluations pour les États-Unis sont d'un ordre de grandeur comparable : le *Great Wealth Transfer* se monterait à 84 000 milliards de dollars au minimum, soit 2,8 années du PIB américain, davantage encore selon certaines estimations.

³ Les inégalités *relatives* de patrimoine ou d'héritage sont en fait moins importantes aujourd'hui que pendant les Trente Glorieuses : dans les années 1950 ou même 1960, le centile supérieur détenait encore près du tiers du patrimoine total (contre un quart actuellement), mais les montants en jeu étaient bien moindres qu'aujourd'hui.

En France, le montant du grand transfert correspond encore à peu près à celui du patrimoine actuel possédé par les plus de 60 ans (60 % des 15 000 milliards d'euros). Le point clé, peu souligné, est que le montant annuel des seules transmissions en ligne directe, aux (petits-) enfants, va dépasser celui des retraites dans les années qui viennent ! Or le thème des retraites accapare beaucoup plus l'actualité française : on déplore leur montant trop élevé, de 14 % du PIB, soit 4 % de plus que chez nos voisins, etc.

II. LA FRANCE (RE)DEVIENT-ELLE UNE SOCIÉTÉ D'HÉRITIERS ?

II. LA FRANCE (RE)DEVIENT-ELLE UNE SOCIÉTÉ D'HÉRITIERS ?

Ces évolutions massives conduisent à se poser la question : assiste-t-on aujourd'hui, après la « grande redistribution » de l'entre-deux-guerres et des Trente Glorieuses, à un retour à la France balzacienne, rentière et héritière du XIXe siècle, et corrélativement à une remise en cause de l'idéal méritocratique ? C'est en tout cas ce qu'affirme le sociologue Christian Baudelot (2011) :

« Sous la masse croissante des patrimoines immobiliers & financiers qui se transmettent, ce sont bien les valeurs méritocratiques, fondement de nos sociétés démocratiques, qui sont menacées ».

2.1. Un héritage fortement inégal aujourd'hui

En l'absence de statistiques successorales suffisamment détaillées ou d'enquêtes spécifiques après 2006, les simulations menées par Dherbécourt *et al.* (2021), dans une note pour le CAE (Conseil d'analyse économique), révèlent clairement que l'héritage est fortement inégal en France. Parmi les quelque 800 000 membres d'une génération née vers 1960, la moitié touchera moins de 70 000 €, globalement sur l'ensemble de son cycle de vie ; moins de 10 % des individus toucheront plus de 500 000 €, moins de 1 % plus de 1,4 million d'euros, moins de 0,1 % plus de 4 millions €. Les 1 % supérieurs (8 000 individus) recevront en moyenne 4,2 millions d'euros, les 0,1 % les mieux dotés (800 individus) 13 millions d'euros.

Révélés en pleine campagne présidentielle française, fin 2021, ces écarts considérables n'ont pourtant pas impressionné à l'époque les candidats situés à la droite de l'échiquier politique, qui ont souvent milité pour une suppression des droits de succession, au moins en ligne directe (Masson, 2023).

2.2. Définitions

Comment caractériser précisément une société d'héritiers ? Selon l'acception la plus courante, c'est une société où l'héritage (matériel), très inégalement réparti, a un poids massif dans la constitution des fortunes et, plus largement, un rôle déterminant dans la réussite financière et sociale. L'héritage peut même devenir le vecteur privilégié de la reproduction intergénérationnelle d'une structure de classes, opposant notamment les héritiers aux non-héritiers. Les riches sont le plus souvent des enfants de riches.

On l'oppose généralement, comme Baudelot (2011), à une société méritocratique, où le succès est au contraire lié au talent et aux compétences, à l'effort et à la motivation, et doit être proportionné au « mérite social » (Durkheim), soit à ce qu'on apporte à la collectivité au-delà de sa réussite personnelle⁴.

⁴ Je mentionne seulement les difficultés de cette définition d'une société méritocratique. Celle-ci sélectionne les « meilleurs » : mais les meilleurs en quoi, comment mesurer le mérite ? Le succès n'y dépend que de soi, mais c'est oublier le poids du capital social et culturel transmis par sa famille. Enfin, une société sans héritage (ou à héritage égal), si elle est trop individualiste, peut se transformer en une jungle compétitive, dure et traumatisante.

Il reste qu'atteindre le sommet de la hiérarchie sociale n'est pas forcément le premier but de l'existence de tout à chacun. Complémentaire de la première, une seconde définition d'une société d'héritiers sera une société où la vie sans héritage est souvent rétrécie, rabougrie, voire difficile. Ce qui était le cas à l'époque de Balzac, où accéder au sommet de la hiérarchie sociale sans héritage était un exploit. Dans *Le Père Goriot* (1835), Vautrin dit au jeune Rastignac qu'une brillante carrière, dans le droit ou la médecine par exemple, ne le mènera pas loin sans un héritage, ou plus précisément le mariage avec une fille fortunée. Si on ne voulait pas partir dans les colonies pour tenter de faire sa pelote, il ne fallait pas s'embarrasser de morale, comme le souligne encore Vautrin : « le secret des grandes fortunes sans cause apparente est un crime oublié, parce qu'il a été proprement fait ».

2.3. La France actuelle est-elle redevenue une société d'héritiers ? Deux références

C'est en partie une affaire de degré. On comparera la France actuelle à ce qu'elle était pendant les premières décennies d'après-guerre d'une part, à la Belle époque d'autre part.

La France actuelle est *bien plus* une société d'héritiers au regard de ce qu'elle était pendant les Trente Glorieuses. À l'époque, le pays était à reconstruire, la croissance forte et le poids de l'héritage faible, la société de consommation en marche. Il y avait la croyance dans le progrès, une prospérité inédite, le plein emploi et la paix (depuis 1962), ce que l'on a appelé les « 4 P ». C'était une société tournée vers l'avenir, où l'on pouvait arriver au sommet de la hiérarchie sociale par ses seuls moyens et où une vie sans héritage était pleinement envisageable. Tout n'était pas rose cependant, et les différences de capital social et culturel hérité jouaient déjà un rôle clé, ne serait-ce que dans la réussite scolaire, ce qu'atteste amplement le livre de Bourdieu et Passeron (1964) intitulé *Les héritiers*.

La France actuelle est toutefois encore *loin* de la société d'héritiers qu'elle représentait du temps de Balzac ou à la Belle époque, où la concentration des richesses était extrême – le top des 1 % les plus riches possédait 60 % du patrimoine total (contre un quart aujourd'hui) – et où les classes moyennes étaient très réduites. Surtout, en 1910, *l'État social n'existait pratiquement pas*. Selon le [graphique 2](#) tiré de Piketty (2024), les recettes fiscales de l'État représentaient moins de 10 % du revenu national⁵ en Europe

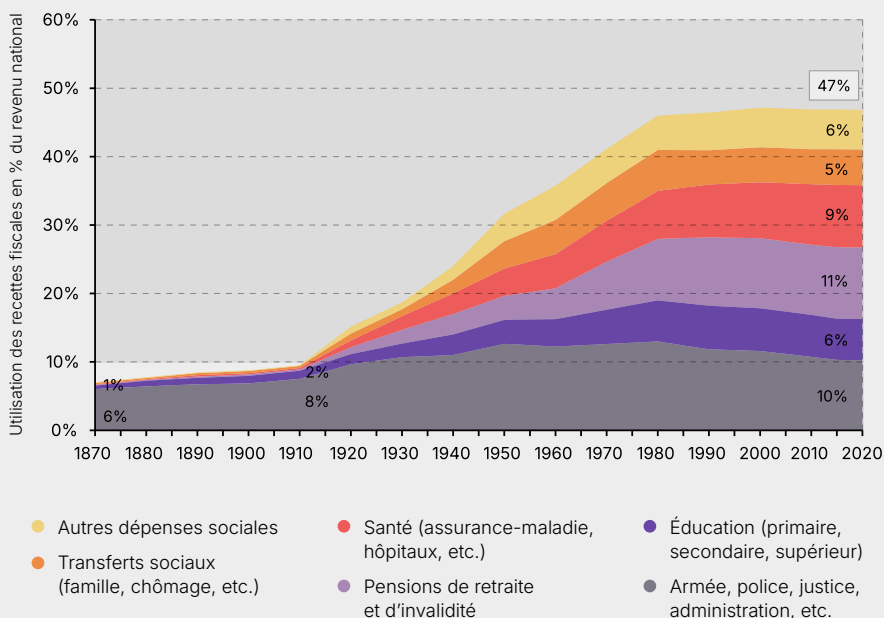
⁵ Le revenu national (net) retranche du produit intérieur brut la dépréciation du capital (de l'ordre de 15 % du PIB) et est encore augmenté ou diminué du revenu net du capital et du travail perçu ou versé au reste du monde.

occidentale (France, Allemagne, Suède, Royaume-Uni), et étaient essentiellement affectées aux dépenses régaliennes (armée, police, justice, administrations, infrastructures). Sans héritage, il était parfois difficile de survivre, et les espoirs de promotion sociale étaient très réduits : les espérances d'héritage étaient cruciales et génératrices d'anxiété ou de violence.

L'essor de l'État social de 1910 à 1980-1990, des dépenses d'éducation, de santé, de retraite, pour les familles ou le chômage, fait que les recettes fiscales représentent aujourd'hui 47 % du revenu national (pour des dépenses régaliennes qui n'en représentent que 10 %). Une vie sans héritage reste beaucoup plus facile aujourd'hui qu'hier grâce aux services publics et à la redistribution sociale. Reste que les dépenses sociales et d'éducation stagnent en proportion depuis les années 1980.

GRAPHIQUE 2 : LA MONTÉE DE L'ÉTAT SOCIAL
EUROPE, 1870-2020 (SOURCE : PIKETTY, 2024)

Pourcentages du revenu national



2.4. Des signes inquiétants pour l'avenir

L'avenir est néanmoins inquiétant, avec une multiplication des signes annonciateurs d'une dégradation de la situation.

Tout d'abord, la société d'héritiers de la France de 1900 peut être vue comme un échec partiel de la Révolution française, qui n'a pas vraiment réussi à abolir la société de privilèges de l'Ancien régime. En outre, on y héritait tôt, vers 25 ans en moyenne. La société actuelle marque au contraire une *aggravation continue* par rapport à la société des 30 Glorieuses caractérisée par une mobilité sociale ascendante. De plus, on y hérite beaucoup plus tard : les transmissions interviennent souvent entre les très âgés et les âgés.

Ensuite, le grand transfert dû à la disparition des baby-boomers risque de nous rapprocher d'une vraie société d'héritiers s'il n'est pas canalisé d'une manière ou d'une autre (cf. § 1.3). D'un côté, l'héritage va jouer un rôle de plus en plus important et il sera plus difficile qu'aujourd'hui de parvenir aux sommets de la hiérarchie des revenus ou des patrimoines en ne devant compter que sur soi-même. De l'autre, les jeunes générations rencontrent des difficultés croissantes dans la valorisation de leurs diplômes et dans la possibilité de se loger ou d'accéder à la propriété dans les grandes villes sans l'aide de leurs parents. Quant aux hommes non qualifiés, ils se retrouvent dans une situation de plus en plus préoccupante d'une génération à la suivante (d'Albis, 2019).

Le risque que l'on en revienne à une vraie société d'héritiers viendrait enfin de la pression sur les dépenses publiques en situation de disette budgétaire, telle que celle que l'on connaît aujourd'hui. Le nécessaire rétablissement à terme des comptes publics pourrait passer par une réduction des dépenses publiques les plus vulnérables, à savoir les dépenses *sociales*. Les gains apportés par l'État social seraient amoindris. Alors que certains bénéficieront d'héritages massifs, d'autres devront se débrouiller comme ils pourront, ainsi que leurs enfants, dans un contexte social dégradé.

Les enjeux politiques posés par l'arrivée du grand transfert et l'ampleur de la dette publique ont donc une portée considérable. La fiscalité successorale est l'un d'entre eux.

III. L'ÉNIGME (HISTORIQUE) DES DROITS DE SUCCESSION

III. L'ÉNIGME (HISTORIQUE) DES DROITS DE SUCCESSION

L'héritage est fortement inégal, mais les droits de succession n'ont qu'un rendement limité et réduisent assez peu les inégalités des chances en patrimoine. Ils sont pourtant devenus très impopulaires. Le recul historique montre qu'ils rapportaient beaucoup plus avant (en pourcentage des recettes fiscales) mais étaient néanmoins beaucoup mieux tolérés.

3.1. Des droits de succession de faible rapport en dépit d'une assiette fiscale croissante

Aujourd'hui, sur les 400 milliards d'euros que représente le flux annuel des transmissions patrimoniales (héritages et donations) en France, l'État n'en perçoit que 20 milliards, soit 5 % environ. Et ce taux s'abaisse à 3 % pour les transmissions en ligne directe : les 10 % de successions en ligne indirecte, beaucoup plus imposées (55 % pour un neveu ou une nièce, 60 % pour un tiers à la famille au-delà de seuils d'exemption minimales), font plus de la moitié du total des recettes successorales. La France est néanmoins le pays de l'OCDE qui taxe le plus les transmissions en pourcentage du PIB, soit 0,75 %.

Le [tableau 1](#) atteste l'importance du droit du sang sur le plan fiscal : les abattements, qui introduisent une progressivité fiscale par le bas, sont beaucoup plus élevés en ligne directe qu'en ligne collatérale ou à un tiers à la famille : la fiscalité est très discriminante selon le lien de parenté. La liberté testamentaire est encore entravée par la réserve accordée aux enfants (ou au conjoint survivant). Le [tableau 2](#) révèle en revanche une forte progressivité théorique par le haut pour les donations et héritages en ligne directe, avec sept taux marginaux successifs jusqu'à 45 % (au-delà de 1,8 million €).

Déjà complexes, ces deux tableaux sont très simplifiés. Le barème français tente ainsi un compromis entre la morale familiale (protéger les enfants) et la justice sociale (progressivité du barème fiscal) : nous reviendrons au paragraphe 5.3 sur ce point. L'impôt est cependant de plus en plus « mité » et a une progressivité effective assez faible, du fait d'une série de *niches fiscales* (assurance-vie, pacte Dutreil pour la transmission d'entreprises familiales, donation avec réserve d'usufruit...), d'abattements et autres échappatoires qui avantagent surtout les plus riches ([cf. § 3.2](#)).

Jadis, les droits de succession rapportaient beaucoup plus, jusqu'à 7 à 8 % des recettes fiscales en 1910 en France, et encore plus de 4 % en 1930, contre 1,5 % aujourd'hui alors que l'assiette fiscale, les flux annuels de transmissions, a beaucoup augmenté. Sur longue période, en dépit du poids croissant et du vieillissement du patrimoine, on observe un déclin similaire ailleurs, jusqu'à la suppression de l'impôt dans une série de pays, notamment en Europe depuis 2000 (Portugal, Suède, Slovaquie, Autriche, Norvège, République tchèque, Suisse au niveau fédéral, Russie et quasiment l'Italie). Sur l'ensemble des pays de l'OCDE, le rapport moyen de l'impôt à l'ensemble des recettes fiscales est passé de 1,1 % en 1965 à 0,5 % vers 1980, puis 0,4 % en 1995. Depuis, cette moyenne pondérée oscille entre 0,3 et 0,4 % en dépit de la hausse de l'assiette fiscale. Aucun pays n'a vraiment instauré ou rétabli l'impôt successoral depuis près d'un demi-siècle.

Si on oublie la Corée du Sud, la France est de loin le pays où les droits de succession en pourcentage des recettes fiscales ont le plus augmenté depuis 1965 (passant de 0,5 à 1,5 %), mais le taux effectif d'imposition moyen, soit la part prise par l'État, a fluctué autour de 5 % : la hausse des recettes successorales est donc imputable à un pur effet d'assiette, à effectivité du barème constante en tendance. Ailleurs, la part des successions prise par l'État a diminué.

TABLEAU 1 : LE SYSTÈME D'IMPOSITION DES TRANSMISSIONS EN FRANCE
ABATTEMENTS SELON LE LIEN DE PARENTÉ

Lien de parenté	Abattement actuel en euros depuis le 18/08/2012
Enfant	100 000
Ascendant	100 000
Personne handicapée	159 325
Donation entre époux, mariés ou pacsés*	80 724
Petit-enfant	31 865
Frère – Sœur	15 932
Neveu – Nièce	7 967
Arrière-petit-enfant	5 310
Tous les autres	1 594

**Dons de sommes d'argent
si les donateurs ont moins de 80 ans et les donataires sont majeurs**

Enfant, petit-enfant, arrière-petit-enfant ou à défaut neveu ou nièce	31 865 €
---	----------

* Pour les décès survenus depuis le 22 août 2007, les conjoints survivants et les partenaires liés au défunt par un PACS (si testament) sont exonérés de droits de succession.

TABLEAU 2 : LE SYSTÈME D'IMPOSITION DES TRANSMISSIONS EN FRANCE
TAUX D'IMPOSITION DES DONATIONS ET DES SUCCESSIONS

Fraction de la part nette taxable après abattement	Taux	Fraction de la part nette taxable après abattement	Taux
Héritage en ligne directe (enfants, petits-enfants, parents et grands-parents)		Donation en ligne directe ou entre époux et partenaires**	
< 8072	5 %	< 8072	5 %
entre 8 072 et 12 109	10 %	entre 8 072 et 12 109	10 %
entre 12 109 et 15 932	15 %	entre 12 109 et 15 932	15 %
entre 15 932 et 552 324	20 %	entre 15 932 et 552 324	20 %
entre 552 324 et 902 838	30 %	entre 552 324 et 902 838	30 %
entre 902 838 et 1 805 677	40 %	entre 902 838 et 1 805 677	40 %
> 1 805 677	45 %	> 1 805 677	45 %
Entre frères et sœurs		Autres	
≤ 24 430	35 %	entre parents jusqu'au 4 ^e degré	55 %
> 24 430	45 %	entre parents au-delà du 4 ^e degré et personnes non-parentes	60 %

** Les donations intervenues moins de 15 ans avant le décès sont rapportées à la succession.

3.2. Une progressivité effective de plus en plus limitée par les « niches » fiscales

⁶ Voir Masson (2025), chapitre VIII.

Donnons une idée sommaire du mécanisme à l'œuvre à travers les deux niches fiscales, les plus importantes, particulièrement compliquées : l'assurance-vie et le pacte Dutreil pour la transmission des entreprises⁶ :

- Au départ, il y a en général une justification pertinente à la création de la niche fiscale, à condition de l'utiliser avec modération.
- En général, cela dégénère ensuite du fait de l'optimisation ou de l'évasion fiscale (légale ou non), qui est surtout le fait des plus riches.
- D'où la difficulté à restreindre la niche pour retrouver sa justification ou vocation première, d'autant plus que la résistance à sa limitation est particulièrement forte (dans chaque niche, il y a un chien). Dans cette perspective, le plafonnement des exonérations apparaît le plus souvent un pis-aller grossier et peu satisfaisant.

Une assurance-vie aux produits hétérogènes

L'assurance-vie remplit trois objectifs plus ou moins spécifiques, plus ou moins mêlés :

- 1) la protection de la veuve et de l'orphelin**, ce qui est notamment le cas de l'assurance-décès temporaire – placement « à fonds perdus » en cas de survie jusqu'à un âge donné –, qui apparaît particulièrement légitime si on est le seul apporteur de revenu dans le ménage et que l'on a une famille nombreuse ;
- 2) la couverture de la retraite**, ce qui est surtout le cas de l'assurance-vie en cas de vie, ici en concurrence avec les produits d'épargne retraite ;
- 3) la transmission**, pour laquelle le placement bénéficie d'une fiscalité plus légère et permet de contourner la réserve héréditaire : l'assurance-décès vie entière, en particulier, sert dans notre pays de soupape à la liberté de tester.

Depuis 1980, les assureurs ont réussi à tout mélanger, utilisant l'objectif 1, hautement valorisé, pour obtenir une transmission avantageée pour toutes les assurances-vie. L'objectif 1 doit rester dans la niche, l'objectif 3, qui sert aux plus riches à échapper à l'impôt, doit être retiré. En l'état, il est cependant difficile de séparer les placements selon ces objectifs : il faudrait une refonte des assurances-vie qui distingue clairement les motifs de détention. En outre, l'assurance-vie ne devrait pas servir en priorité aux remboursements de la dette publique, mais d'abord aux investissements d'avenir.

Le manque à gagner annuel pour l'État des avantages accordés à l'assurance-vie a été chiffré (hors incidence fiscale) à 5 milliards d'euros l'an par Dherbécourt *et al.* (2021).

Le pacte Dutreil pour la transmission des entreprises familiales

Jusqu'à la fin des années 1990, la transmission du patrimoine professionnel était particulièrement pénalisée chez nous, surtout en ce qui concernait les PME non cotées. Recommandées au départ par la Commission européenne, des mesures ont introduit certaines exonérations dans la transmission des entreprises, jusqu'au pacte Dutreil de 2003 qui introduit un abattement de 75 % non plafonné (applicable à toutes les entreprises quelle que soit leur taille), à condition que les héritiers conservent leurs titres pendant au moins 4 ans. Le pacte est une mécanique complexe qui permet jusqu'à un certain point de léguer l'entreprise familiale à un seul enfant en contournant la réserve.

L'idée était au départ d'assurer la continuité des entreprises familiales, de faciliter la reprise du bien professionnel par un membre de la famille, opération qui s'est toujours moins bien effectuée chez nous que dans le *Mittelstand* allemand. Le but est aussi d'éviter le risque croissant d'un

rachat des entreprises rentables par des fonds d'investissement spéculatifs (dits « fonds vautours ») ou des grands groupes étrangers, sur un marché international de plus en plus compétitif. Des mécanismes analogues, sinon plus avantageux, existent chez nos voisins (Italie, Espagne, Allemagne).

En forte augmentation depuis une quinzaine d'années, les pactes Dutreil « sont probablement le dispositif fiscal dont les effets sont les plus concentrés dans le haut de la distribution des héritages, du fait de l'extrême concentration des biens professionnels », selon la note du CAE de Dherbécourt *et al.* (2021). Le dispositif est sans doute celui qui a été le plus détourné par les gros entrepreneurs qui ont constitué des holdings protectrices où apparaîtraient, sous le label de « patrimoine professionnel », moult biens personnels à côté des seuls biens d'entreprise. Son coût annuel (hors incidence fiscale) a été évalué à 0,8 milliards d'euros par le Trésor, puis entre 2 et 3 milliards d'euros par les auteurs de la note du CAE en 2021, et enfin à 5,5 milliards d'euros pour l'année 2024 par la Cour des comptes en 2025...

Les auteurs de la note du CAE considèrent que la solution serait « une très forte réduction voire la suppression des exemptions Dutreil » qui supposerait notamment de « plafonner l'utilisation des dispositifs Dutreil pour les très larges entreprises ». Le problème français est cependant le faible pourcentage (inférieur à 20 %) de repreneurs familiaux, comparé à celui des entreprises familiales italiennes ou du *Mittelstand* allemand. La solution pourrait être d'élargir chez nous le cercle des repreneurs possibles (salariés de l'entreprise, professionnels du secteur, etc.) au-delà du cercle de la famille. En revenant dans ce cas sur la réserve héréditaire des enfants, elle supposerait une refonte du droit des transmissions professionnelles.

3.3. Les droits de succession sont devenus très impopulaires alors que l'ex-ISF reste l'impôt le plus prisé des Français

Nonobstant leur faible rapport, les droits de succession sont devenus très impopulaires. Trois points sont à retenir sur cette impopularité (Masson, 2025).

Tout d'abord, cette impopularité s'avère *très forte* aujourd'hui. Les sondages actuels, régulièrement répétés, montrent que plus de 80 % des Français jugent que « l'impôt sur l'héritage devrait diminuer, car il faut permettre aux parents de transmettre le plus de patrimoine possible à leurs enfants ». Elle est en outre générale, concernant tous les pays, et dans chacun d'entre eux toutes les classes sociales, y compris celles dont les espérances d'héritage sont « objectivement » limitées et devraient passer sous le radar fiscal. L'explication souvent invoquée, à savoir que les droits de

succession sont « mal perçus parce que mal compris » en raison de leur complexité et du fait qu'ils interviennent rarement au cours de la vie, ne tient pas : l'impôt était beaucoup mieux toléré jadis, alors qu'il n'était pas mieux compris.

L'impopularité des droits de succession est en effet *nouvelle*. L'impôt est adopté par tous les pays développés au cours des XVIII^e et XIX^e siècles et devient partout progressif aux alentours de 1900, porté par le *Zeitgeist* favorable de l'époque. Dans l'entre-deux-guerres, l'impôt rapporte beaucoup plus qu'aujourd'hui en pourcentage des recettes fiscales mais demeure bien toléré. Bien que ses recettes diminuent en proportion, sa popularité reste élevée au cours des années 1950 et même 1960. Le *revirement des opinions* intervient au cours des années 1970 :

- **en 1972 aux États-Unis** : la campagne présidentielle du démocrate Mc Govern, qui prônait une hausse sensible des droits de succession, a été un échec, au grand soulagement de Nixon et des Républicains (Beckert, 2012). Dans les années 1980, le consensus chez les Républicains, dans l'administration Reagan en particulier, demeure néanmoins que les droits de succession, impôt assurément injuste et immoral selon eux, ont la vie dure, leur suppression n'apparaissant pas politiquement envisageable.
- **en 1978 en France** : le rapport des « trois sages » (Ventejol, Blot, Méraud, 1979), qui prônait une diminution de l'impôt pour les petits et moyens héritages et une forte augmentation sur les plus gros, suscita une levée de boucliers alors qu'il avantageait, objectivement, une large majorité de Français. Le choc fût tel qu'il n'y eut plus de réforme successorale notable avant l'arrivée de Nicolas Sarkozy qui, lui, allégera l'impôt en 2007 (loi TEPA).

Le troisième point est que dans la France d'aujourd'hui, l'ex-ISF demeure de loin l'impôt le plus populaire (80 % d'opinions favorables), tandis que l'impôt successoral, pourtant relativement proche, est devenu l'impôt le plus décrié (80 % d'opinions contraires). À première vue, une solution semble s'imposer : transformer les droits de succession en un « ISF-successoral » qui ciblerait seulement les plus gros héritages. Un tel alourdissement des droits de succession ferait office de substitut à l'ISF défunt et se justifierait d'autant plus que la fortune peut résulter de son propre fait, mais rarement l'héritage. La note de Dherbécourt *et al.* (2021) propose ainsi une réforme radicale de l'impôt successoral qui permettrait « à 99 % des héritiers d'être gagnants ou non impactés par la réforme, tout en apportant des recettes supplémentaires substantielles (de l'ordre de 10 milliards d'euros) et en augmentant la progressivité au-delà du dernier centile de patrimoine total reçu » : le nouvel impôt frapperait bien plus les

gros héritiers que l'actuel mais bénéficierait autrement à « une immense majorité de Français », il prendrait la place de l'ex-ISF tout en bénéficiant de la popularité de ce dernier. Les campagnes électorales de 2022 ont cependant montré que ce pronostic des auteurs de la note constituait largement un vœu pieux. En septembre 2024, une proposition d'Oxfam, qui visait à taxer fortement les « super-héritages, jackpot fiscal des ultra-riches » en s'inspirant très largement du scénario de réforme précédent, n'a pas non plus récolté un soutien massif.

Les Français (excepté les plus riches) ne sont pas pour autant « irrationnels » : le fait est qu'ils ne sont pas seulement mus par leur propre intérêt (85 % ne paient pas de droits en ligne directe) mais également par des *valeurs familiales* (Landier et Thesmar, 2021). Ces dernières sont devenues plus prégnantes suite à la montée en puissance de la « famille-patrimoine » en deux étapes (voir § 1.1) : la première, de 1950 à 1980, a vu l'émergence d'une classe moyenne patrimoniale et la diffusion d'une norme socioculturelle à transmettre ; la seconde, depuis 1980, a enregistré un repli sur la famille, considérée comme une valeur refuge et d'investissement (y compris patrimonial), dernier repère rassurant dans un monde incertain, chaotique et désolidarisé. La question pendante est de savoir s'il faut, et si l'on peut, changer ces valeurs familiales...

IV. LIBERTÉ TESTAMENTAIRE ET RÉSERVE HÉRÉDITAIRE

IV. LIBERTÉ TESTAMENTAIRE ET RÉSERVE HÉRÉDITAIRE

Les enjeux soulevés par le partage ou l'affectation des transmissions patrimoniales, donations ou successions, sont une question de droit civil (par opposition au droit fiscal) qui échappe souvent à l'économiste. Ce dernier a tendance à prendre comme une donnée de départ les règles de dévolution existantes dans le pays considéré, qu'elles soient fortement contraignantes (réserve des enfants en Europe continentale) ou qu'elles laissent une large liberté au testateur, comme dans les pays anglo-saxons. Conjointement aux pratiques de mariage (les riches se marient-ils entre eux ?) et au niveau de fécondité différentiel selon la classe sociale, les règles de transmission en vigueur conditionnent beaucoup, cependant, l'influence de l'héritage sur les inégalités de fortune et leur reproduction d'une génération à l'autre. Pour la Révolution française, l'héritage égal imposé entre enfants visait ainsi à satisfaire trois impératifs : promouvoir une nation de petits propriétaires en fractionnant les fortunes ; instaurer un minimum de justice sociale ; mettre sous tutelle l'autorité du père, jadis absolue, qui conduisait souvent à la primogéniture mâle ou droit d'aînesse. Le Code civil de 1804 reviendra en partie sur cette stricte égalité en instaurant la quotité disponible, variable selon le nombre d'enfants, qui ne peut s'exercer que par testament.

Comme ces règles de transmission, relativement complexes, varient beaucoup d'un pays à l'autre, je me concentrerai là encore sur le cas français en abordant rapidement trois questions. Comment l'administration française assure, *pratiquement*, l'égalité entre enfants des montants reçus en provenance des parents. Quelles sont les possibilités de dons ou legs caritatifs dans notre pays ? Enfin, quels sont les tendances et les débats actuels concernant l'assouplissement de la réserve héréditaire qui permettrait une plus grande liberté testamentaire ?

4.1. La norme égalitaire entre enfants ou comment actualiser les biens reçus par le passé

Le système fiscal a généralement une mémoire limitée. En France, par exemple, les donations effectuées plus de 15 ans avant la succession (ou une autre donation) sont « oubliées », non rapportées à la succession, ce qui a des effets importants avec un barème progressif et des seuils d'exemption élevés en ligne directe (100 000 € par parent et par enfant). Ce délai de rappel n'était que de 6 ans en 2007 : un fractionnement des transmissions dans le temps était alors beaucoup plus efficace pour éviter l'impôt.

Le droit civil, lui, *n'oublie rien* : en l'absence de testament, les montants totaux reçus des parents au cours de la vie par chaque enfant doivent être égaux. C'est en fait la règle dans la plupart des pays développés aujourd'hui, mais elle est particulièrement prégnante en France où les testaments sont beaucoup moins nombreux que dans les pays anglo-saxons par exemple, et où le partage égal entre enfants est perçu depuis la Révolution comme le symbole de l'abolition du droit d'aînesse et des privilèges de l'Ancien régime. Le problème est de savoir comment compter aujourd'hui, dans le partage de la succession, une donation reçue par un enfant 20 ou 30 ans auparavant.

La loi française essaie à tout prix d'éviter ce problème épineux. Elle propose notamment la *donation-partage*, où les enfants reçoivent des lots équivalents à cette date. La succession se fera alors, ultérieurement, à parts égales entre les enfants. La loi veille en effet à ce que les lots soient de valeur égale au moment de la donation, mais stipule expressément que c'est pour solde de tout compte, le destin ultérieur des différents lots n'étant pas pertinent : peu importe si la ferme reçue par un enfant périclité par la suite alors que la maison reçue par un autre enregistre de fortes plus-values, seule l'égalité initiale est à considérer. Surtout s'ils sont à la tête d'une famille nombreuse, les parents n'ont néanmoins pas forcément les moyens financiers d'effectuer une telle donation-partage, dans le cas, par exemple, où ils voudraient transmettre de leur vivant leur entreprise, de valeur élevée, à l'un de leurs enfants. Autrement, le procédé est fortement recommandé par le notaire, puisqu'il évite toute contestation ultérieure.

En l'absence de donation-partage, l'administration ou le notaire est cependant dans la panade. Le plus souvent, sera retenue la valeur nominale du bien reçu à l'époque (au besoin réévaluée si elle a été manifestement sous-estimée à cette date). Ce choix pouvait se comprendre au XIX^e siècle, en l'absence d'inflation, au moins pour l'immobilier conservé en l'état (suivre la trajectoire mouvementée d'un actif financier depuis sa réception relève parfois de la gageure). Il est plus contestable aujourd'hui, ce que les notaires traduisent en observant que le respect de la réserve égalitaire, jadis « strict », est beaucoup plus « souple » de nos jours.

Par parenthèses, l'économiste est confronté au même problème d'actualisation des biens reçus par le passé lorsqu'il veut calculer la « part héritée » dans le patrimoine total détenu à un moment donné, dans un pays ou au sein d'une génération aujourd'hui. La mesure, seulement *statistique*, permet certaines approximations. Le débat remonte à Larry Kotlikoff et Franco Modigliani en 1988. Les deux auteurs s'accordent pour prendre la valeur en termes réels, ajustée sur l'inflation, des biens reçus par le passé. Modigliani retient simplement cette valeur dans la part de patrimoine héritée. Kotlikoff considère qu'il faut encore y inclure les fruits tirés du patrimoine reçu (revenus ou plus-values) depuis lors : les montants reçus par le passé doivent en conséquence être capitalisés à la date d'aujourd'hui à un taux d'intérêt de long terme (net de la dépréciation du capital). Pour un taux d'intérêt réel de 2,3 %, un héritage reçu il y a 30 ans, de l'ordre de la différence d'âge intergénérationnelle, compte pour Kotlikoff deux fois plus que pour Modigliani. Alvaredo, Garbinti et Piketty (2017) s'intéressent surtout à l'évolution au cours du temps de cette part du patrimoine hérité. Ces auteurs retiennent la convention de Kotlikoff qui conduit cependant pour la France à une part héritée supérieure à 100 % tout au long du XX^e siècle, y compris pendant les années 1950 à 1970 où a pourtant émergé une classe moyenne patrimoniale (§ 1.1). Ils en viennent alors, *par convention*, à ramener à 100 % toute mesure individuelle supérieure à cette valeur. Leur évaluation pour la France de la part du patrimoine hérité comporte donc une part d'arbitraire inévitable : elle vaut beaucoup plus pour ses variations relatives, entre pays ou au cours du temps, qu'en termes de niveaux absolus, peu fiables (cf. § 1.2)⁷. De plus, ces auteurs ne proposent que des estimations « provisoires et exploratoires » sur le plan statistique, ils n'ont pas la prétention de démêler les composantes du patrimoine hérité et accumulé en propre sur le plan individuel – ce que la loi française intimerait théoriquement de faire pour respecter l'égalité de l'héritage entre enfants...

⁷ Voir Masson (2025), chapitre VI.

⁸ Le partage de la succession entre le conjoint survivant et les enfants, auquel sont confrontés régulièrement nombre de notaires, peut poser des problèmes encore plus épineux.

⁹ Voir Masson (2025), chapitre X.

Il faut encore souligner que les problèmes évoqués plus haut, relatifs au partage égal entre enfants⁸, ne sont pas des cas d'école alambiqués mais relèvent de la pratique *courante* des notaires et s'avèrent particulièrement aigus dans les familles désunies. Cela vaut par exemple pour les *viagers intrafamiliaux*, thème central des propositions avancées au Congrès des notaires de septembre 2023 à Deauville⁹. La vente en viager permet la « monétisation » de son logement d'habitation par une personne âgée, tout en restant chez elle. Celle-ci reçoit un capital, dit « bouquet », et éventuellement une rente viagère, dont les montants dépendent de la valeur marchande du logement diminuée de la perte d'usufruit pour l'acheteur, perte fonction du taux d'intérêt et surtout de l'espérance de vie attribuée au vendeur. La loi autorise la vente en viager à un enfant, opération qui présente, aux yeux des notaires, un triple avantage : fournir des ressources complémentaires au parent âgé (pour adapter son logement ou assurer ses dépenses de santé) ; garder le bien immobilier dans la famille (tout en évitant

les complications que génère sa vente) ; préserver ou encourager la solidarité familiale, et notamment une relation privilégiée à un enfant dans les familles désunies ou éclatées. Il a cependant un hic.

Soit l'exemple d'une personne âgée fragile et en manque de moyens qui a deux enfants, l'un qui s'occupe d'elle régulièrement et dont elle est proche, l'autre qui est au loin, ne l'aide jamais et viendra seulement récupérer sa part d'héritage à son décès. La vente en viager à l'enfant aideur serait une solution. Si le droit civil permet cette vente, il l'assimile néanmoins, au vu des liens étroits entre les deux parties, à une donation (déguisée) : c'est l'article 918 du Code civil. À moins que l'autre enfant n'accepte la vente, celle-ci sera donc traitée comme une donation et comptée au détriment de l'enfant acheteur dans le partage de la succession. Pour remédier à cette injustice courante, les notaires ont proposé à leur Congrès de 2023 d'abroger l'article 918 en levant la présomption « irréfragable » de donation, « frein au développement du viager comme expression de la solidarité familiale et donc au financement de la dépendance [par la famille] ». Les pouvoirs publics n'ont pas donné suite¹⁰. Quoi qu'il en soit, cet exemple montre pourquoi les notaires, tout en étant attachés au principe de la réserve égale des enfants, seraient dans leur pratique souvent favorables à l'assouplissement de cette règle.

¹⁰ J'ai suggéré à ce Congrès que la proposition d'abrogation des notaires pourrait parfois avantager indûment l'enfant acheteur, par exemple dans le cas où le parent âgé, apprenant qu'il est condamné et n'a plus que deux ans à vivre, opte pour un viager à faible bouquet mais à rentes élevées. La réponse a été que ce serait au notaire, à qui serait laissée une marge d'interprétation, de bien apprécier la situation...

4.2. Les possibilités et les modalités de dons ou legs caritatifs (en France)

Dans quelle mesure est-il possible aujourd'hui en France, par testament, de faire des donations ou legs caritatifs hors de la famille à des fondations, institutions ou associations à but non lucratif, reconnues d'utilité publique (RUP), dans les domaines artistiques, scientifiques ou sociaux par exemple ? Une part importante de ces dernières (tel l'Institut Pasteur) est exonérée de droits de succession¹¹ : le patrimoine donné ou légué va en intégralité à l'organisme concerné. Il n'est donc pas très difficile de trouver une « cause » qui échappe à l'impôt. La réserve héréditaire accordée aux enfants, ou au conjoint s'il n'y a pas d'enfant, constitue en revanche une limite importante : seule la quotité disponible peut faire l'objet de transmissions caritatives. L'échappatoire est l'assurance-vie, à condition de désigner l'organisme comme son bénéficiaire (elle concerne un quart des montants transmis, le reste concernant les dons ou legs sur successions). Environ 15 % des défunts n'ont pas d'héritiers réservataires (n'ayant ni enfants, ni conjoint) et peuvent donc léguer l'intégralité de leurs biens à des œuvres. Les fondations et associations ont particulièrement besoin des donations ou legs caritatifs, d'un montant souvent plus élevé que les dons classiques, pour sécuriser leur financement et organiser leurs actions dans la durée. Or elles sont dans une situation d'autant plus tendue aujourd'hui que le remplacement de l'ISF par l'IFI a entraîné une diminution des dons.

¹¹ Les autres associations ou fondations reconnues d'utilité publiques paient les mêmes droits de succession qu'entre frères et sœurs : au-delà d'un seuil d'exemption de 15 932 euros, le taux d'imposition est de 35 % jusqu'à 24 430 euros, puis de 45 % au-delà. Pour celles qui ne sont pas reconnues d'utilité publique, le taux qui s'applique est de 60 % (au-delà de 1 594 euros), comme pour un parent éloigné ou un tiers à la famille. C'est d'un compliqué !

Certains riches français rêvent des libéralités accordées dans ce domaine à leurs homologues américains. Dans le journal *Libération* (du 6 décembre 2004) l'économiste Etienne Wasmer proposait déjà que « des particuliers puissent léguer une partie de leur patrimoine à des institutions universitaires en échange de leur nom donné à tel bâtiment ou section de bibliothèque », comme c'est l'usage outre Atlantique.

Aux États-Unis, précisément, l'*estate tax* offre une liberté testamentaire quasi complète, autorisant à déshériter ses enfants, et plus de 70 % des Américains font des testaments (même si, dans la majorité des cas, ces derniers servent à organiser l'héritage égal entre enfants). Les donations et legs caritatifs sont beaucoup plus importants que chez nous. En particulier, pendant près d'un demi-siècle, du début des années 1930 jusque vers 1980, l'impôt successoral a été très progressif, avec des taux marginaux supérieurs d'imposition de l'ordre de 70 à 80 %, mais prévoyait une échappatoire pour les riches, *via* le caritatif. Pour éviter (ou payer) l'impôt, les plus fortunés pouvaient recourir à des legs caritatifs exonérés, ce qui fait que les très grosses successions étaient finalement moins taxées, en proportion, que les grosses¹².

¹² Aujourd'hui, les seuils d'exemption américains sont très élevés, de 11 millions de dollars pour un célibataire et de 22 millions pour un couple, et le taux appliqué au-delà a été réduit à 40 %.

Que faire, si l'on voulait développer à plus large échelle une « philanthropie à la française » ? Une voie possible consisterait, là encore, à assouplir la réserve héréditaire, par exemple en plafonnant son montant (il y a eu des tentatives en ce sens). A contrario, la suppression des droits de succession pourrait largement tarir la source du financement caritatif, puisque les transmissions associées perdraient leur avantage fiscal comparatif. Cela vaut notamment pour les ménages sans enfant, la « cible » privilégiée des fondations et associations : le maintien d'une fiscalité fortement discriminante en ligne indirecte (à 55 % pour un neveu, à 60 % pour un tiers) demeure un garde-fou appréciable pour le financement privé de ces organismes censés combler les vides de la protection sociale et de la solidarité nationale.

4.3. Tendances et débats actuels (en France)

Le débat en France entre l'octroi d'une liberté de tester beaucoup plus large et le maintien de la réserve héréditaire des enfants ainsi que d'une fiscalité discriminante selon le lien de parenté présente une forte dimension *idéologique* : les oppositions portent sur les valeurs (familiales, notamment) et plus encore sur les visions du monde sous-jacentes, comme nous le verrons à la section 5 suivante. Les tenants d'un droit de propriété absolu, soit d'une libre disposition de ses biens qui s'étend au-delà de la mort, soutiennent que les dernières volontés du défunt priment toute autre considération, quand bien même ce dernier voudrait léguer à son chien (ou à sa chatte comme Karl Lagerfeld). Pour les familialistes, l'héritage doit au contraire protéger le conjoint et les enfants : le lien

de filiation est à privilégier sur le plan fiscal comme civil (par la réserve). Dans la lignée de la Révolution française et de son opposition au droit d'aînesse, les réformateurs sociaux préféreraient enfin maintenir l'égalité de l'héritage entre enfants, mais pourraient être favorables à certains dons ou legs caritatifs, pourvu que la « cause » défendue réduise les inégalités sociales.

L'économiste peut certes donner son propre point de vue, mais n'a aucun avantage comparatif dans ce débat. Deux arguments, en sens contraire, méritent néanmoins d'être évoqués, qui relèvent surtout de considérations *pratiques* et sont rarement mentionnés.

Le testament comme juge de paix

Le premier découle des discussions précédentes. Comme l'atteste la pratique courante des notaires, le respect (strict) de la réserve des enfants engendre des complications ingérables, source de cotes mal taillées, et peut conduire à des solutions peu satisfaisantes sur le plan de la morale ou de l'équité, en particulier lorsqu'un enfant « ingrat » (*rotten kid*), éloigné depuis longtemps de sa famille, vient néanmoins réclamer l'héritage qui lui est « dû ».

Se reposer sur un testament libre et bien rédigé du parent remédierait à nombre de ses complications et injustices potentielles, ce qui ne serait pas une avancée mineure. Il n'y aurait qu'à suivre les directives du testament, sans contestation possible, en supposant que les volontés parentales sont fondées, ou au moins légitimes : ce qui est juste est ce que veut le transmetteur... Ce serait certes faire fi des cas d'arbitraire parental, mais la prégnance actuelle de la norme socioculturelle d'un partage plus ou moins égal entre enfants, produit d'une longue tradition historique, rendrait, espère-t-on, ces cas peu nombreux. Et ce serait la responsabilité du notaire de repérer les cas trop litigieux... Cette instauration de la liberté testamentaire dans notre pays pourrait même être renforcée par l'obligation de rédiger un testament à partir d'un certain niveau de fortune.

La liberté de tester génératrice d'inégalités de genre

Le second argument joue au contraire contre la liberté de tester : les pratiques actuelles de transmission (comme celles lors de séparations ou de divorces), demeurent souvent sexistes *en dépit* de la réserve héréditaire égale entre frères et sœurs. C'est en tout cas ce qu'affirment haut et fort Bessière et Gollac (2020) dans leur livre intitulé précisément *Le genre du capital*.

Un point d'histoire française est ici nécessaire. La Révolution instaure l'égalité de l'héritage entre frères et sœurs (légitimes à l'époque), mais cette égalité reste longtemps formelle. La femme garde en effet un statut de mineure sur le plan patrimonial tout au long du XIX^e siècle. Le Code civil plaçait jeunes filles et femmes mariées dans un état économique

de subordination, la gestion de l'argent et du patrimoine étant réservée aux pères et aux maris. De fait, la pratique de doter les filles à leur mariage (apanage de leur père) prospérera tout au long du XIX^e siècle et même longtemps après, avec une flambée des dots entre 1870 et 1910, pour ne s'éteindre véritablement qu'en 1970. La femme mariée n'a pu légalement disposer de son salaire qu'en 1907. Sur le plan légal, elle ne se voit accorder une vraie autonomie financière dans le couple qu'en 1965, étant désormais libre d'ouvrir un compte, d'exercer un métier ou de gérer ses biens sans l'autorisation de son mari. En 1985 est introduite enfin l'indifférenciation complète selon le sexe, le Code civil ne faisant plus référence au « mari » et à la « femme » mais aux « époux », qui ont chacun les mêmes droits dans la gestion du patrimoine de la famille.

Ces changements du droit sont cependant récents. On conçoit que les lois actuelles ne puissent mettre aisément à bas des traditions patriarcales solidement implantées, et depuis longtemps, dans certaines régions françaises, notamment en matière d'héritage. C'est ce que montre Céline Bessière et Sylvie Gollac. Leur étude cible les familles (dans la région viticole de Cognac, par exemple) où les stratégies de reproduction patriarcales supposent un traitement inégal des frères et des sœurs. Les pratiques de transmission organisées par des notaires bienveillants sinon complices visent, en contournant la réserve, à satisfaire cet impératif par des arrangements sexistes en vue de « préserver la paix des familles ». En suivant une « comptabilité inversée », les « biens structurants » (l'entreprise familiale, mais aussi les biens immobiliers et fonciers) sont transmis d'emblée aux garçons (souvent l'aîné), jugés les plus aptes à les gérer, les conserver et les transmettre. On négocie ensuite les compensations financières que les bénéficiaires de ces biens devront verser aux autres héritiers, notamment à leurs sœurs, quitte à minorer au besoin la valeur des biens structurants jusqu'à respecter l'égalité prévue par la loi ou à entrer dans les clous de la quotité disponible.

Dans de telles situations, le maintien de la réserve égale entre frères et sœurs œuvre clairement comme un garde-fou contre la volonté de ces familles patriarcales, un garde-fou certes très imparfait, mais malgré tout protecteur des filles. L'octroi d'une plus large liberté de tester conduirait à des partages plus inégaux encore.

Ces deux arguments pratiques sont puissants... mais jouent en sens contraire. Dans le débat entre liberté de tester et réserve héréditaire, il semble bien que le dernier mot revienne là encore, comme en matière d'imposition, aux controverses idéologiques.

v. IMPOSITION
ET RÉGULATION
DE L'HÉRITAGE :
LE POIDS DE L'IDÉOLOGIE

V. IMPOSITION ET RÉGULATION DE L'HÉRITAGE : LE POIDS DE L'IDÉOLOGIE

Les droits de succession ne sont pas un impôt comme les autres, dont on pourrait déterminer l'ampleur et les modalités optimales selon les seuls critères habituels : arbitrage entre efficacité et équité, mais aussi simplicité, consentement à l'impôt et faisabilité politique. Il en est ainsi en raison des spécificités de l'héritage, notamment ses dimensions existentielle (rapport à la mort) et familiale (lien de filiation en particulier). Ces deux dimensions sont à la source d'oppositions idéologiques radicales, en faveur de la légitimité de l'héritage ou au contraire de celle de son imposition.

5.1. Les droits de succession sont-ils un bon impôt (pour la théorie économique) ?

Lorsque la théorie économique ignore ces dimensions, elle conclut en général que les droits de succession, soumis aux mêmes critères d'évaluation que les autres impôts, sont un *bon impôt* en termes d'efficacité et d'équité.

L'éditorial du journal *The Economist* (du 25 novembre 2017), intitulé *The case for taxing death*, est tout à fait représentatif de cette position. Sur le plan de l'efficacité, les droits de succession sont moins distorsifs que l'impôt sur le revenu, qui désincite au travail, ou que la taxation des plus-values, qui dissuade l'épargne. Ils sont également moins sujets à l'exil fiscal que l'impôt sur la fortune. Par ailleurs, l'héritage pousse à la paresse¹³, ne sélectionne pas les plus compétents, favorise les situations de rente et la formation de dynasties d'héritiers. En termes d'équité, les droits sont un frein à la perpétuation des inégalités et de l'injustice (*fairness*), les héritiers ayant « rarement fait quelque chose pour mériter l'argent qu'ils reçoivent par ce canal », cela alors que « les flux annuels de transmissions en France ont triplé depuis les années 1950 en proportion du PIB »¹⁴. L'éditorial de *The Economist* en conclut qu'un système d'imposition global plus efficace serait obtenu par une hausse des droits de succession qui autoriserait, en parallèle, une réduction d'autres impôts moins utiles.

Dans cette ligne de pensée favorable à l'impôt successoral, la position de Cremer et Pestieau (2012) est encore plus tranchante, que je cite en anglais pour ne pas la trahir :

¹³ Selon Holz-Rakin, Jouffaian et Rosen (1993), une personne seule qui hérite de plus de 150 000 \$ aux États-Unis a quatre fois plus de chances de se retirer du marché du travail qu'une autre qui n'hérite que de 25 000 \$.

¹⁴ Ajoutons en sa faveur que l'impôt successoral intervient lors d'une transaction naturelle, où s'opère un changement de propriétaire que l'État doit garantir, et qu'il ne frappe pas les ressources propres de l'héritier.

« Our basic goal is to finance government services with a tax that is efficient, fair and painless as possible. On all counts, it is difficult to imagine a better tax than the estate tax. Every euro we collect from it is one less euro we need to collect from some other tax that is worse in at least one of these dimensions. »

Comment expliquer alors le faible rapport et la forte impopularité de cet impôt ? Les deux auteurs invoquent précisément les dimensions existentielle et familiale de l'héritage qui « sortent du champ de l'analyse économique » : les droits de succession seraient un impôt sur la mort (*death tax*) et un impôt sur la vertu (*virtue tax*) en « touchant à des valeurs familiales qui sont si importantes dans la culture de nos sociétés ». De là, le poids des oppositions idéologiques qui sont source de désaccords entre économistes, même prosociaux : certains, comme Allègre *et al.* (2012), refusent un impôt redistributif mais qui soulèverait des enjeux trop complexes ; d'autres, comme Crémer et Pestieau (2012), y voient une panacée pour une société plus juste, qui récompenserait le mérite ; d'autres encore, comme Piketty (2021), mais aussi Saez ou Zucman, misent bien davantage sur un impôt annuel progressif sur la fortune (voir Masson, 2025, chapitre XI).

5.2. Trois critères idéologiques

¹⁵ Pour une discussion plus poussée de ces critères qui conduit à distinguer six philosophies pures de l'héritage, voir Masson (2026a et 2026b).

Cerner le poids de l'idéologie de l'héritage dans les débats relatifs à son imposition ou à sa régulation oblige cependant à être plus précis. Outre le fait de n'intervenir que peu souvent dans la vie des individus, le phénomène présente trois caractéristiques : il est intergénérationnel, familial et social. À ces trois spécificités correspondent trois critères idéologiques, en partie liés¹⁵.

L'angle d'approche privilégié : épargnant vs héritier

Si l'on se focalise sur le *bénéficiaire*, l'héritage apparaît comme un revenu d'aubaine « immérité » (*unearned*), source de rente improductive et d'inégalité des chances, et comme un vecteur privilégié de la reproduction intergénérationnelle des inégalités : sa taxation substantielle et progressive s'imposera le plus souvent afin de redistribuer les cartes de propriété à chaque génération.

Si l'on se place unilatéralement du point de vue de l'*épargnant* transmetteur, les droits de succession sont souvent jugés illégitimes, mais pour des raisons très différentes :

- soit que l'on entende respecter un droit de propriété absolu – la libre disposition de ses biens, y compris après sa mort – et assurer éventuellement la continuité de l'activité économique lors de la transmission des biens professionnels. Dans ce cas, la liberté testamentaire devrait être la plus large possible.

- soit que l'on désire ne pas pénaliser une épargne vertueuse effectuée pour ses enfants, chair de sa chair. Dans cette perspective familialiste, les droits de succession seront faibles ou nuls en ligne directe, mais plus élevés en ligne indirecte, et la liberté de tester sera doublement contrainte, par cette fiscalité discriminante selon le lien de parenté et par la réserve héréditaire accordée aux enfants.

Le poids accordé à la famille, aux liens de filiation et à l'altruisme parental

Recoupant en partie le précédent, ce critère conduit à des oppositions tout aussi radicales, notamment en matière d'imposition :

- Une fiscalité successorale *neutre* ignore tout lien familial : elle ne dépend ni de la forme (donation ou héritage) des transmissions, ni de leur origine (parents, proches ou tiers à la famille), et ne se préoccupe pas davantage du motif de transmission. Elle peut donc s'exercer librement, le plus souvent afin de réduire les inégalités des chances en patrimoine. Cet objectif de justice sociale détaché de tout lien personnel rejoint la conception rawlsienne de la justice, purement individualiste, qui ignore la famille et les liens de filiation comme les solidarités civiles. Pour Rawls (1993) en effet, sa « théorie de la justice comme équité [porte exclusivement sur] le domaine spécial du politique [qui peut être séparé] des domaines de l'associatif (Églises, universités, emplois et métiers, clubs et équipes), du personnel (relations entre individus) et de la famille (dans ses différents rôles) ».
- À l'inverse, l'héritage peut être considéré comme une pure affaire de famille et d'altruisme parental, dans laquelle l'État n'a pas à s'immiscer. La fiscalité n'a pas à intervenir dans l'intime, notamment lorsque les transmissions sont motivées par l'altruisme parental que d'aucuns considèrent comme une propension naturelle et universelle, à l'instar de Montaigne dans ses *Essais* (livre II, chapitre VIII) :

« S'il y a quelque loi vraiment naturelle, c'est-à-dire quelque instinct qui se voit universellement et perpétuellement empreint aux bêtes et à nous [...], je puis dire qu'après le soin que chaque animal a de sa conservation et de fuir ce qui nuit, l'affection que l'engendrant porte à son engeance tient le second lieu en ce rang. »

La légitimité de la liberté testamentaire sera bien sûr inversement proportionnée au poids accordé à la famille. Les libéraux-libertaires sont les plus attachés à cette liberté individuelle et dénoncent les entraves familiales à son encontre, à l'image de Gaspard Koenig (2024). Ce dernier affirme que chacun dans notre pays « devrait pouvoir léguer sa fortune à qui il l'entend, quand il l'entend, en s'affranchissant des liens du sang » et dénonce la « rente biologique » que constitue chez nous la réserve héréditaire, fruit selon lui de...

« ... toute la culture judéo-chrétienne et de l'attachement au Code civil qui nous entravent : nous restons attachés à un modèle dans lequel l'héritier ne se donne que la peine de naître [...] Ainsi, nous perpétons une société figée [fondée sur] l'idée anachronique que la cellule de base de la société doit être la famille. »

A contrario, d'autres penseurs, qui regroupent les familialistes mais aussi, à gauche, Rousseau, Marx ou Bakounine, s'opposent à cette liberté individuelle de tester et au respect des volontés d'un disparu. La protection des enfants, l'intérêt de la famille comme celui de la société priment les projets du transmetteur et exigent que l'héritage soit fortement régulé. Ce que Montaigne exprime de la manière la plus forte dans ses Essais (livre II, chapitre VIII) :

« Moi qui fais les lois, tiens que ni vous n'êtes à vous, ni n'est à vous ce dont vous jouissez. Vos biens et vous-même êtes à votre famille, tant passée que future... »

La vision du social privilégiée

Le dernier critère idéologique qui conditionne l'imposition et la régulation de l'héritage est constitué par la trilogie des pensées du libre agent, de l'égalité citoyenne et multi-solidaire. Cette trilogie peut être vue comme un élargissement sur le plan social de l'arbitrage entre efficacité et équité. Chaque pensée privilégie une valeur de la devise républicaine – liberté, égalité ou fraternité, devenue la solidarité –, adopte une hiérarchie et un agencement spécifiques entre les trois piliers pourvoyeurs de bien être que sont les marchés, l'État social et les collectivités locales, ou les corps intermédiaires, famille et solidarités civiles (associations, corporations), et retient une conception propre de l'individu comme agent sur les marchés, citoyen en lien direct avec l'État, ou membre de différents communautés. Je résume rapidement (voir Masson, 2026a).

La pensée du *libre agent* privilégie le marché. Elle dénonce le poids trop élevé de l'État et des charges sociales qui entravent la liberté individuelle : les individus adultes sont enjointés à se comporter comme des agents autonomes et responsables sur les marchés pour satisfaire eux-mêmes leurs besoins des vieux jours, par l'épargne, le travail prolongé ou l'assurance. La valeur privilégiée est la liberté (de disposer de soi, de s'associer, de posséder, d'échanger ou d'emprunter, de transmettre ou d'entreprendre), dans un souci premier d'efficacité.

La pensée de l'*égalité citoyenne* met au contraire en avant l'État, mais se défie de la famille et de tout lien personnalisé, source selon elle d'inégalité et d'arbitraire (effets de réseau, clientélisme...). Elle privilégie le lien direct de citoyenneté avec l'État que tout individu entretient dès son plus jeune âge (quels que soient sa classe sociale, son sexe, ses origines) : le tout jeune enfant a déjà droit à des crèches et cantines gratuites. Les besoins et les risques de chaque citoyen sont couverts par les politiques publiques – transferts sociaux mais aussi services directs à la personne – à caractère universel, qui visent, dans un souci d'équité, à diminuer les inégalités – des chances mais aussi des conditions. Un État social fort doit néanmoins permettre « d'armer » les citoyens tout au long de la vie, en favorisant les dépenses « actives », d'éducation et de formation notamment.

La pensée *multi-solidaire* se repose sur la famille et/ou les solidarités civiles et mise sur les bienfaits de la coopération au sein de ces groupes, au besoin contrainte. Elle se méfie des marchés dont elle dénonce les mécanismes individualistes et aveugles. La couverture des besoins et des risques de l'existence relève d'abord des solidarités professionnelles ou entre proches, mais aussi entre générations. Dépendant d'autrui, sur le plan social comme intergénérationnel, l'individu est appréhendé, selon une logique identitaire d'affiliation, comme « frère de » au sein de différentes « familles » (depuis celle de sang jusqu'à la nation et au-delà), la difficulté étant d'articuler ces différents niveaux de solidarité. Deux variantes peuvent être distinguées : l'une, familialiste, met en avant la famille et l'altruisme parental ; l'autre, corporatiste, mise sur certaines solidarités civiles, professionnelles ou sociales par exemple.

Nous allons voir deux applications de ces trois critères idéologiques, concernant le dilemme moral français, entre valeurs familiales et justice sociale, et la réforme successorale la plus en vue, celle de l'*accessions tax*. Une annexe montre à quelles difficultés se heurtent les modèles intergénérationnels de fiscalité optimale qui s'efforcent de dépasser ces clivages idéologiques pour obtenir une évaluation « objective » du taux de taxation de l'héritage.

5.3. Le dilemme moral français entre valeurs familiales et justice sociale

La note pour le CAE de Dherbécourt *et al.* (2021) comme le rapport dirigé par Blanchard et Tirole (2021) sont particulièrement sensibles au « dilemme moral » révélé à maintes reprises par les enquêtes dans notre pays. D'un côté, une large majorité des enquêtés français trouve injuste que les enfants héritiers partent mieux lotis que les autres dans la vie et dénoncent l'inégalité des chances générée par l'héritage. Mais de l'autre, une aussi large majorité juge également que les parents même aisés devraient pouvoir transmettre leur richesse sans qu'elle soit imposée, l'origine de la fortune des parents – qu'ils aient « travaillé dur » pour la constituer ou qu'ils l'aient héritée – faisant assez peu de différence. Ces réponses ne sont pas forcément incohérentes. Elles traduisent le conflit rencontré par les enquêtés entre deux principes, l'un de justice sociale ou méritocratique, l'autre de morale familiale, attachée à l'épargne vertueuse pour ses enfants, entre lesquels les individus ont de la peine à arbitrer.

Reste que ce « dilemme moral », abondamment évoqué et commenté aujourd'hui, *n'est en rien nouveau*, puisqu'il a été finement analysé par Emile Durkheim vers 1900, alors que les droits de succession étaient populaires. D'un côté, le sociologue, dans la préface à la seconde édition de son livre *De la division du travail social*, rédigée en 1901, soutient (p. XXXIV) :

« *Tant qu'il y aura des riches et des pauvres de naissance, il ne saurait y avoir de contrat juste, ni une juste répartition des conditions sociales.* »

Mais de l'autre, Durkheim (1900) reconnaît que l'hérédité « froisse » l'esprit de justice, sauf au sein de la famille où :

« *Une sorte de conflit s'établit entre notre sentiment de justice et certaines habitudes familiales fortement invétérées [...]. Nous travaillons autant pour assurer le bonheur de nos enfants que le nôtre. Ne pas pouvoir laisser nos biens à nos enfants se heurterait à de vives résistances. [Alors qu'existe] une forte inégalité originelle de naissance [...], nous cherchons à rendre cette inégalité aussi peu défavorable que possible aux êtres auxquels nous tenons le plus ; nous voulons même la leur rendre positivement favorable car certains sont munis d'avantages préalables, ce qui met ceux qui n'en sont pas pourvus dans un état d'évidente infériorité.* » (p. 240).

Si le dilemme moral en question était hier autant au cœur des perceptions de l'héritage qu'aujourd'hui, il ne peut tel quel expliquer la relative tolérance pour les droits de succession hier et leur impopularité massive aujourd'hui. Il y aurait eu un *changement de polarité* entre les deux volets du dilemme : autrefois premier, le principe de justice sociale serait désormais dominé par les valeurs familiales liées notamment au lien de filiation. Ces dernières seraient devenues à ce point prégnantes que les droits de succession seraient moins perçus, aujourd'hui qu'hier, comme un réducteur de l'inégalité des chances et de la reproduction des inégalités de fortune, mais davantage comme une menace qui s'opposerait au désir et aux projets des parents de transmettre à leurs enfants en vue de perpétuer la chaîne familiale transgénérationnelle (voir § 3.3).

De même, nous avons vu que le barème successoral français constituait bien un compromis entre la morale familiale et la justice sociale, mais un compromis de plus en plus dévoyé par la multiplication des niches fiscales, favorables aux plus riches, qui « mitent » l'impôt et réduisent d'autant sa progressivité effective (§ 3.1).

5.4. La réforme systémique la plus en vue : l'*accessions tax*

La déclaration récente, lapidaire, de Yaël Braun-Pivet à propos de l'héritage : « ce truc qui tombe du ciel, à un moment, cela suffit » s'interprète directement à l'aune des trois critères idéologiques évoqués, sur lesquels la présidente de l'Assemblée nationale prend des positions radicales : elle se place uniquement du côté des bénéficiaire, n'invoque pas l'épargnant transmetteur ni aucun lien familial, et ne retient que le point de vue de l'équité. Les droits de succession doivent être renforcés pour réduire des inégalités de naissance intolérables.

La réforme de l'*accessions tax* (ou de l'*acquisitions tax*) reprend les mêmes positions de manière rigoureuse en ne s'intéressant donc qu'à l'héritage reçu, assimilé à une ressource supplémentaire pour son bénéficiaire, à taxer en tant que telle pour réduire l'inégalité des chances en patrimoine. Son principe est de taxer toute nouvelle réception patrimoniale à un taux marginal *croissant*, fonction *seulement* du montant total de patrimoine déjà reçu, sans autre considération. L'impôt serait fortement progressif. Dans les pays où la liberté de tester est complète, le transmetteur aurait alors intérêt, pour limiter la part prise par l'État, à transmettre sa fortune à une série de personnes qui n'auraient encore pas ou peu reçu, ce qui engendrerait un brassage interfamilial salutaire des transmissions.

Déjà anticipée par John Stuart Mill (1848), la réforme a pignon sur rue puisqu'elle a été proposée par Atkinson (2015) et reprise par la note du CAE de Dherbécourt *et al.* (2021), le rapport de Blanchard et Tirole (2021), mais aussi par le rapport de l'OCDE (2021) sur la taxation des héritages. C'est donc la proposition de réforme successorale que nous allons envisager de plus près.

La réforme supposerait d'établir pour chacun un *compte personnalisé exhaustif de réceptions patrimoniales* où tout transfert reçu serait comptabilisé, même au bout de 30 ou 40 ans, avec les difficultés d'actualisation afférentes qui seraient une source potentielle de contestations et conflits multiples (voir § 4.1). Le compte risquerait encore d'être jugé trop intrusif dans la mesure où la recension de toute transmission déjà reçue jouerait au détriment de l'intéressé¹⁶.

¹⁶ Il existe chez nous de nombreux comptes sociaux personnalisés, concernant la pénibilité au travail, l'activité professionnelle et la retraite, mais tous sont « positifs », permettant d'acquérir des droits : pris en compte, le job étudiant d'été effectué ou l'emploi temporaire des jeunes années va augmenter le montant de la pension de retraite.

La fiscalité serait *neutre* : les donations seraient traitées comme les héritages, les transmissions en ligne directe traitées comme celles en ligne indirecte. C'est le cas pour l'*estate tax* anglo-saxonne mais, chez nous, ce serait une vraie révolution : savoir que l'impôt serait aussi élevé pour une donation précoce à un enfant en difficulté qu'il ne le serait pour un héritage de même montant à un parent éloigné du défunt heurterait les valeurs morales de beaucoup d'entre nous. De fait, les premiers gagnants à la réforme seraient à l'évidence les ménages aisés sans enfant, aujourd'hui fortement pénalisés (taux de 55 % pour un neveu, de 60 % pour un tiers à la famille, au-delà de seuils d'exemption minimes).

Enfin et surtout, cette réforme ne serait pas compatible avec le Code civil actuel et la réserve héréditaire, contrairement à ce qu'indiquent rapidement Dherbécourt *et al.* (2021). Certains parents perdraient la maîtrise de leurs transmissions : tout transfert qu'ils seraient forcés d'effectuer à un enfant qui a déjà beaucoup reçu par ailleurs serait, pour une part importante, accaparé par l'État. Seuls les ménages sans enfant n'auraient pas ce problème.

Trop ambitieuse et aussi complexe, de l'avis même de ses promoteurs, l'*accessions tax* serait inadaptée tant aux lois actuelles qu'à la culture de notre pays, au risque d'être très impopulaire et mal comprise. Elle nécessiterait une longue mise en place pour, éventuellement, changer les mentalités des Français et abolir la réserve héréditaire. Les urgences auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui ne le permettent pas (voir § 6.1).

La réforme aurait plus de chances dans les pays anglo-saxons d'*estate tax*, à fiscalité neutre et liberté de tester étendue. Elle n'y a pourtant jamais été implantée, à la seule exception depuis 1976 de l'Irlande, où elle revêt cependant une forme bâtarde : l'impôt n'est pas progressif (taux constant de 33 %), avantage fortement les transmissions en ligne directe (qui bénéficient de seuils d'exemption beaucoup plus élevés) et rapporte finalement assez peu, quatre fois moins que chez nous en proportion.

5.5. Autres réformes systémiques

Je serai rapide sur ces autres propositions. Comme l'*accessions tax*, les deux premières se focalisent sur l'héritage reçu considéré comme une ressource supplémentaire pour son bénéficiaire, à taxer à fin d'équité sans tenir compte des liens familiaux.

L'héritage, revenu additionnel imposé au titre de l'impôt sur le revenu

Avancé par James Meade (1964) et repris par John Rawls (2001), le principe est simple : ce qui est reçu à un moment donné est considéré comme un *revenu* supplémentaire, taxé en tant que tel à l'impôt progressif sur le revenu. Les droits de succession (s'ils existent) seraient donc supprimés. D'un autre côté, l'épargnant jouirait d'une totale liberté de tester : s'il désirait éviter l'impôt, il aurait alors intérêt à multiplier le nombre de bénéficiaires en favorisant ceux qui ont les revenus propres les plus modestes. D'où le nom de social *inheritance* donné à cet impôt.

Cette taxation de l'héritage n'a jamais vu le jour malgré une tentative dans les années 1960 au Canada. Il existe en effet une difficulté de taille : sur le plan fiscal, il faudrait étaler fictivement la réception de l'héritage sur plusieurs années afin d'éviter que son bénéficiaire soit immanquablement soumis au taux marginal supérieur (un héritage moyen correspondant déjà à un revenu annuel très élevé). Quelle période de lissage serait optimale ? 10 ans ? 20 ans ? Et que faire pour les gros héritages ?

La « taxe Rignano » : taxer davantage la transmission de la fortune elle-même héritée

Cet impôt a une longue histoire, davantage parmi les philosophes qu'au sein des économistes. Anticipée par le Français François Huet (1853), elle sera explicitée par Eugène Rignano (1901), puis reprise par Robert Nozick (1989) et récemment par Daniel Halliday (2018). Le principe est double : (1) taxer davantage la fortune transmise qui a elle-même été héritée par les parents – le « *vieil argent* » –, pour éviter que la fortune cascade de génération en génération et favorise la formation de dynasties d'héritiers ; (2) encourager l'épargne, les biens accumulés en propre au cours du cycle de vie, soit le « *nouvel argent* » qui bénéficierait d'une fiscalité moindre, mais aussi d'une large liberté testamentaire¹⁷. L'idée apparaît particulièrement séduisante, mais la taxe Rignano n'a jamais été expérimentée. Sa mise en œuvre rencontrerait de fait des difficultés quasi insurmontables, telle l'impossibilité au niveau individuel de séparer de manière cohérente, dans le patrimoine transmis, la part héritée de celle accumulée en propre (voir § 4.1).

¹⁷ Voir Masson (2025 et 2026a).

Taxer les plus-values latentes lors des transmissions

Dans un souci de justice fiscale et pour augmenter les recettes publiques, l'idée est de taxer lors des transmissions les plus-values *latentes*, notamment immobilières, qui ne l'ont jamais été jusque-là et sont actuellement « effacées » en France lors des transmissions. Ces dernières seraient donc assimilées à une vente : en cas d'héritage, il s'agirait de solder le compte fiscal de l'épargnant sur son lit de mort, un peu comme le fait une récupération sur succession. La mesure proposée ignore les liens familiaux (neutralité fiscale) et privilégie l'équité, mais se place cette fois du côté de l'épargnant, ce qui pose la question du statut conféré aux droits de successions¹⁸. Ceux-ci pourraient être supprimés, comme l'a fait le Canada depuis 1972 et le suggéraient Allègre *et al.* (2012) pour la France, ou être maintenus, comme le propose la note de Quizille *et al.* (2024) pour la Fondation Jean Jaurès, ouvrant alors le débat sur le risque éventuel d'une double taxation.

¹⁸ *Ibid.*

Ce nouvel impôt comblerait un manque important du système fiscal français mais présenterait nombre d'inconvénients. Il ne serait pas progressif et remédierait donc peu à la concentration des fortunes. Il serait fortement distorsif : les épargnants seraient incités à miser sur la résidence principale, dont les plus-values ne sont pas taxées, et à placer leur argent dans les quasi-liquidités ou l'assurance-vie en euros, plutôt que d'investir à long terme dans des produits à plus- ou moins-values. Leur épargne en deviendrait d'autant plus « dormante ». Sous le régime actuel de taxation des plus-values immobilières, fondé sur un barème dégressif selon la durée de détention (le taux variant de 35 % la première année jusqu'à son annulation au bout de 30 ans), les épargnants seraient encore incités à retarder les transmissions immobilières¹⁹.

Au bilan, ces réformes systémiques se heurteraient à des difficultés d'implémentation dans notre pays d'une ampleur comparable à celles de l'*accessions tax*. Elles seraient tout autant impopulaires et ne répondraient pas davantage aux urgences et inefficacités actuelles.

¹⁹ Il faudrait au moins réformer en profondeur la taxation des plus-values immobilières, en limitant fortement le champ des actifs exonérés et en faisant par exemple dépendre l'abattement non plus de la durée de détention mais de l'inflation (seules les plus-values réelles seraient imposées).

vi. RECOMMENDATIONS

VI. RECOMMANDATIONS

Les deux recommandations qui suivent visent au contraire à parer au plus pressé en répondant à ces urgences et inefficacités actuelles, en France et en Europe, qu'il nous faudra d'abord rappeler. Elles ciblent toutes deux les épargnants seniors. La première veut redistribuer entre retraités, par une mutualisation en leur sein, des risques de la grande dépendance qui ne sont pas couverts par la protection sociale. La seconde, centrale, cherche moins à prendre aux riches âgés qu'à inciter ces derniers à allonger et dynamiser leur épargne en vue de financer les investissements d'avenir lourds dont nos pays ont besoin aujourd'hui : la réforme successorale proposée vise précisément à fournir le mécanisme incitatif requis.

6.1. Inefficacités et urgences actuelles

La première urgence est de canaliser, d'une manière ou d'une autre, le grand transfert lié à la disparition des premiers baby-boomers, dont le plus gros va intervenir dans les 15 ou 20 ans qui viennent. Si rien n'est entrepris à grande échelle, ce grand transfert, avec son cortège d'inégalités massives, engendrera une France de plus en plus rentière et héritière ([voir § 1.3](#)).

La deuxième urgence est d'ordre politico-idéologique : la suppression intégrale des droits de succession apparaît aujourd'hui la réforme la plus simple et la plus populaire. Contrairement aux réformes systémiques évoquées plus haut, elle a en outre été déjà expérimentée dans une série de pays ([voir § 3.1](#)) sans, apparemment, rencontrer de gros obstacles ou produire des dommages manifestes (mais on manque de recul et d'études approfondies pour en juger vraiment...). La seule objection à cette suppression de l'impôt, mais de poids dans les conditions budgétaires actuelles, serait la perte afférente de recettes successorales, de 20 milliards d'euros aujourd'hui, et davantage encore demain en raison de l'arrivée du grand transfert. Il n'en demeure pas moins que la bataille socioculturelle en faveur d'un relèvement de l'impôt est pour le moins mal engagée.

La troisième et dernière urgence est d'ordre économique. La France est *riche*, mais elle l'est essentiellement par l'épargne abondante des ménages seniors. Or celle-ci a une large composante d'immobilier résidentiel et sa partie financière est surtout de court terme et peu risquée (quasi-liquidité, assurance-vie en euros...). Dominée par des motifs de précaution (face notamment au risque de perte d'autonomie) et de thésaurisation, cette épargne apparaît trop dormante ou inerte, en ce qu'elle ne permet pas, telle quelle, de financer les *investissements longs d'avenir* dont nous avons tant besoin

aujourd'hui, qu'ils soient productifs (infrastructures, notamment), numériques, écologiques ou sociaux (éducation, recherche, santé, logement social pour les jeunes). La France est riche mais n'investit pas assez...

Or l'intermédiation financière, trop court-termiste, ne permet pas de dynamiser et d'allonger cette épargne, du moins à la hauteur voulue, comme l'ont montré les études d'Aussiloux et Espagne (2017) et Rigot et Demaria (2016) pour la France. Le constat n'est pas nouveau mais cruel. Comme l'a encore souligné la présidente de l'AMF (Autorité des marchés financiers), Marie-Anne Barbat-Layani²⁰, l'allocation de l'épargne « n'est pas optimale », en France comme en Europe. Elle sert surtout chez nous, *via* l'assurance-vie, à financer les remboursements de la dette publique et, plus largement en Europe, à financer les investissements américains, plus rentables que les investissements européens – ce qui est tout bénéfique pour les Américains qui, eux, épargnent peu.

²⁰ Lors du colloque scientifique de l'AMF du 13 juin 2025, intitulé précisément : « Peut-on mieux orienter l'épargne des ménages ? ».

Comment remédier à cette *inefficacité de masse* de l'épargne française et européenne ? Le grand transfert constitue certes une menace mais peut devenir ici une opportunité, comme nous le verrons au § 6.3.

6.2. Recommandation 1 : une mutualisation publique de la grande dépendance entre retraités

Comment remédier à la crispation patrimoniale des seniors, réduire leur motif de précaution face au risque de perte d'autonomie ? Si les dépenses de soins liées à cette perte d'autonomie sont assurées par l'assurance maladie et les dépenses d'accompagnement afférentes par l'APA (allocation personnalisée d'autonomie), la dépendance lourde comporte des coûts spécifiques qui restent aujourd'hui à la charge de l'intéressé : coûts d'hébergement en maison de retraite (Ephad) ou leurs équivalents à domicile (auxiliaires de vie par exemple), au moins aussi lourds à ce degré élevé de perte d'autonomie. Or ce risque de dépendance lourde est à diffusion limitée, de l'ordre de 15 à 20 % vers 60 ou 65 ans, mais a souvent des conséquences dramatiques, financières ou familiales, qu'il est difficile de prévoir au départ. Sa mutualisation apparaît donc éminemment profitable.

Il n'y a pas, néanmoins, beaucoup de solutions pour assurer cette mutualisation. La couverture par le marché est très limitée, pour des raisons qui tiennent notamment à la faiblesse de la demande, qui s'explique par une attitude de déni et le refus de s'assurer de nombre de retraités²¹. Faire appel à la solidarité nationale, en augmentant les prélèvements sur les revenus ou la consommation ou en recourant aux expédients habituels (« journées de solidarité » pour les personnes âgées, mobilisation des réserves de différentes « caisses »), apparaît mal venu et inadapté à un risque du

²¹ Voir Masson (2023), Arrondel et Masson (2024).

grand âge : augmenter encore les transferts publics des actifs vers des retraités dont le niveau de vie moyen est au moins comparable au leur pourrait créer de fortes tensions sociales au sein des (jeunes) travailleurs. Il est préférable d'opérer une mutualisation *publique et obligatoire entre les seuls retraités*. Dans ce cadre, prélever les cotisations sur les pensions de retraite, par une opération de « vases communicants » entre transferts sociaux à destination des aînés, apparaît peu souhaitable : le premier inconvénient serait d'altérer encore, au sein des actifs comme des retraités, une confiance dans le système de retraite par répartition déjà fragile ou entamée. Un financement plus approprié passerait par une cotisation sociale spécifique assise sur le montant global (net) du *patrimoine des retraités*, au-delà d'un seuil d'exemption dont le montant resterait à définir : le taux de prélèvement serait par exemple constant et l'habitation principale pourrait être éventuellement exemptée en dessous d'un certain montant.

Ce n'est pas le lieu ici de détailler plus avant les modalités du financement requis²², mais il est utile de lister les conséquences positives d'une telle mesure :

- elle serait profitable à des retraités généralement averses au risque et pourrait diminuer leur épargne de précaution, abondante mais le plus souvent stérile ; elle serait particulièrement la bienvenue pour les retraités les plus modestes, souvent locataires ;
- elle serait susceptible de réduire les conflits dans les familles confrontées au soutien financier difficile d'un proche lourdement dépendant ;
- elle diminuerait les inégalités de patrimoine au sein des retraités comme entre générations ;
- elle n'aurait pas d'incidence sur le coût du travail ;
- elle favoriserait les donations suffisamment précoces (afin de réduire d'autant la cotisation sociale pour la dépendance lourde) et offrirait de même une incitation à retarder l'âge d'entrée en retraite (pour différer le paiement de cette cotisation) ;
- elle constituerait un « retour de solidarité » salulaire de la part de retraités qui ne sont pas touchés par des réformes de la retraite incitant les actifs à travailler plus et plus longtemps.

²² Que faire, par exemple, en cas d'un patrimoine illiquide (difficulté que l'on retrouve pour le paiement de l'IFI) ? Je ne préciserai pas davantage les modalités de versement des prestations, problème qui se pose déjà pour l'APA, dont le montant varie selon la gravité de la dépendance, ou pour la 5^{ème} branche française de la sécurité sociale, encore peu développée. Le choix entre prestations en nature ou financières dépendra notamment de la nature des dépenses couvertes, frais d'hébergement en institution ou aides à domicile. La couverture publique de la dépendance lourde doit-elle par ailleurs s'accompagner d'une franchise (les x premiers mois restant à la charge de l'intéressé) ? Quel serait son niveau, jusqu'à quel montant de dépenses ? Et comme me l'a fait remarquer Bertrand Villeneuve, une mesure appropriée de la dépendance lourde s'avérerait ici cruciale pour éviter les dépenses de confort, notamment à domicile.

6.3. Recommandation 2 : les droits de succession, mécanisme incitatif à l'épargne longue et dynamique

La note de la Fondation Jean Jaurès, de Ouizille *et al.* (2024) est tout à fait représentative des propositions de réforme systémique de la fiscalité successorale à gauche de l'échiquier politique. Elle conjuguerait les deux mesures les plus mises en avant aujourd'hui : l'*accessions tax* (§ 5.4) et la taxation des plus-values latentes lors des transmissions (§ 5.5) – nous avons vu pourtant que chacune serait impopulaire et d'instauration compliquée dans notre pays, et que leur combinaison le serait davantage encore. Dans son énoncé général, l'objectif affiché de cette note, soit de « produire un monde meilleur pour *nos* enfants et petits-enfants » (mes italiques) semble en revanche ne pas souffrir la contestation. En fait, le « nos » est ambigu.

Confrontés à un monde de plus en plus chaotique et violent, individualiste et compétitif, une France qu'ils jugent en déclin et la baisse des services publics, les parents, baby-boomers ou autres, ne font plus confiance aux projets collectifs et fédérateurs mais sont inquiets pour l'avenir de leurs *propres* enfants. Que cette croyance soit illusoire ou non, ils pensent que leur progéniture ne pourra s'en sortir, outre par une bonne formation, qu'en lui laissant un patrimoine important, seul vrai rempart face à des perspectives aussi sombres. Ce pessimisme alimente le rejet des droits de succession : les parents ont davantage à transmettre qu'auparavant et ne croient plus que leurs enfants peuvent s'en sortir tous seuls comme ce serait le cas dans une société méritocratique.

Dans ce contexte, la solution que je propose est d'utiliser les droits de succession, non plus seulement pour réduire l'inégalité des chances (ou générer des recettes fiscales), mais aussi pour inciter fortement les baby-boomers, tout en protégeant leurs enfants, à financer les investissements d'avenir collectifs évoqués plus haut (§ 6.1). Pour ce faire, le principe est d'allonger et dynamiser l'épargne des ménages seniors à une large échelle en pénalisant les actifs traditionnels lors de leur transmission – c'est le bâton –, tout en proposant de nouveaux placements longs qui seraient exonérés de droits de succession – c'est la carotte.

La carotte consisterait en l'offre financière inédite de placements *transgénérationnels*, détenus successivement par les parents puis les enfants, qui devraient être conservés sur une durée globale de 25 ans, par exemple (avec une durée minimale de détention des parents), pour être exonérés de droits de succession. Dans le cas français, ces placements pourraient prendre la forme d'une assurance-vie allongée à 25 ans (les avantages fiscaux de l'assurance-vie actuelle, à 8 ans, seraient supprimés).

Tels quels, ces nouveaux placements risquent cependant de ne générer qu'une faible demande, car les coûts d'une immobilisation longue de l'épargne seront souvent supérieurs aux gains fiscaux

espérés. C'est là qu'intervient le bâton : une *surtaxe* forte et progressive sur les seuls *héritages d'actifs traditionnels* en ligne directe. Plus cette surtaxe serait élevée et plus l'incitation à la donation serait forte, par désincitation à l'héritage, et plus, surtout, les placements transgénérationnels deviendraient attractifs par rapport aux actifs traditionnels.

Ces placements seraient fléchés : ils alimenteraient directement des *fonds d'avenir collectifs* qui seraient gérés par des investisseurs de long terme socialement responsables, obéissant à des critères de type ESG (environnement, social, gouvernance). Ces fonds d'avenir feraient office de substituts, en mieux et cela dès demain, à des fonds de pension peu développés dans notre pays. Ils investiraient en priorité en France ou en Europe.

Je passe ici sur les problèmes majeurs que pose le statut et l'usage de ces fonds, qui devraient être solidement protégés (*insulated*) de toute intervention intempestive d'un gouvernement tenté de piocher dans la caisse (comme ce fut le cas avec le fonds de réserve des retraites, ou FRR). Ils devraient bénéficier d'une garantie publique contre des pertes trop importantes (voir le cas d'Eurotunnel). La définition de leurs priorités, en faveur du bien commun et au bénéfice des générations jeunes et futures, serait un enjeu crucial : un contrôle démocratique devrait être exercé sur la destination de ces investissements d'avenir qui pourraient aller directement aux acteurs concernés et bénéficier de conditions financières particulières, sous forme de subventions publiques par exemple, dans la mesure où ils se caractérisent souvent par une rentabilité aléatoire ou faible au départ.

Tels quels, ces droits de succession rénovés seraient *moins distorsifs* que les droits actuels, parce qu'ils offriraient une échappatoire légale d'envergure. Ils seraient *plus efficaces*, parce que cette échappatoire serait utile au pays en permettant un financement des investissements d'avenir qui serait difficile à réaliser autrement. Ils seraient également *plus justes*, puisque le relèvement des droits de succession ne toucherait que les ménages aisés ou fortunés qui le « méritent » du fait de leur égoïsme ou de leur myopie, soit qu'ils ne soient pas assez altruistes sur le plan familial et/ou social, soit qu'ils ne préparent pas leur succession suffisamment à l'avance.

Enfin, le nouveau dispositif successoral devrait être *moins impopulaire* que le système actuel parce qu'il reposerait sur un récit justificatif fort : déplacer une part importante d'une épargne senior abondante vers les investissements cruciaux pour notre pays, tout en ménageant des valeurs familiales montantes : en acquérant des placements transgénérationnels, les parents épargneraient au mieux pour leur enfants (en limitant les droits de succession), mais investiraient *à la fois* pour le bien de l'économie et des générations jeunes et futures.

CONCLUSIONS : QUELQUES CONSIDÉRATIONS POLITIQUES



Le nouveau dispositif successoral que je propose repose sur un double volet, fiscal et financier, et poursuit un double objectif, de justice sociale et d'incitation à l'épargne longue pour le financement des investissements d'avenir. Autrement, il entend changer le moins possible le système successoral actuel, cela pour parer au plus pressé et répondre aux urgences actuelles. Aussi présente-t-il un caractère *hybride* en se situant dans un « entre-deux » délicat, qui explique qu'il puisse être mal perçu ou mal reçu. Le dispositif va certes plus loin qu'une simple réforme paramétrique qui se contenterait de quelques aménagements du barème fiscal. Néanmoins, même s'il entend limiter la plupart des niches fiscales, ce dispositif ne se veut pas davantage une réforme systémique, qui modifierait en substance la logique du système successoral actuel.

Sur le plan politique, le dispositif proposé revêt ainsi un statut ambigu qui peut susciter des oppositions de tout bord. À droite et même au centre de l'échiquier politique, dans la mesure où il prône un relèvement des droits de succession sur les actifs traditionnels. À gauche, parce qu'il entend respecter les liens de filiation et les valeurs familiales, ne pas entraver l'épargne pour les enfants, et offrir une porte de sortie défiscalisée (les placements transgénérationnels), plutôt que de prendre directement aux plus riches pour redistribuer. D'aucuns voudraient croire que d'autres sources de financement des investissements d'avenir requis sont envisageables, ou qu'il est possible de rendre l'intermédiation financière plus efficace et moins court-termiste, ou encore qu'il existe des incitations moins sulfureuses qui permettraient d'allonger l'horizon décisionnel des épargnants seniors. Mais est-ce vraiment le cas aujourd'hui ?

Je terminerai par une comparaison des réactions récentes au rétablissement d'un impôt annuel minimal sur la fortune et au relèvement des droits de succession.

La réception de la taxe Zucman est particulièrement instructive. Rappelons qu'il s'agit d'un impôt minimal de 2 % sur le patrimoine courant pour les 1800 ménages les plus riches. Tout le patrimoine est concerné pour éviter les stratégies d'optimisation fiscales qui reposeraient notamment sur une conception élargie du « patrimoine professionnel ». La réforme prévoit une *exit tax* sur 5 ou 10 ans pour parer à l'exil fiscal ainsi que des facilités de paiement éventuelles. Comme on pouvait s'y attendre, les réactions des plus riches ou de leurs affidés ont été virulentes, mais purement *défensives*. Elles veulent éviter

une taxe à laquelle il serait difficile d'échapper mais, si l'on excepte les revendications sur les impôts de production, cherchent surtout le maintien du statu quo : il n'y a guère eu de propositions visant à diminuer les impôts existants sur la fortune courante.

Les réactions aux propositions récentes de relever les droits de succession (voir § 5.4) ont été différentes. Il y a eu immédiatement une contre-attaque, comme si ces propositions avaient réveillé le monstre anti-impôt successoral qui ne ferait jamais que sommeiller. On a assisté à une multiplication des amendements à l'Assemblée nationale en faveur d'une réduction de l'impôt comme jamais depuis 2012. La conviction de l'administration fiscale française, très consciente de leur impopularité, s'est encore une fois vérifiée : les droits de succession ne marchent bien que quand on n'en parle pas...²³

Je tirerai deux conclusions de ces épisodes récents. La première concerne la nécessité, pour toute proposition de réforme successorale, d'un récit justificatif fort et nouveau, qui s'intéresse à sa faisabilité tant concrète que politique. Notre dispositif s'appuie sur un tel récit : la France est devenue une gérontocratie riche mais qui n'investit plus dans l'avenir ; les défis urgents conduisent à parer au plus pressé en canalisant un grand transfert inédit, etc. Trop de réformes proposées se veulent « idéales » mais s'avèrent hors sol dans le contexte actuel.

Au vu de la complexité des droits de succession, même rénovés dans la direction que nous avons indiquée, la seconde conclusion s'interroge sur la possibilité de les compléter par un autre impôt séparé, qui serait « minimal » sur le mode de la taxe Zucman et frapperait les grosses successions en intégralité (comme une *estate tax*). Il serait plus simple, moins impopulaire et sans doute plus efficace qu'un « ISF-successoral » alambiqué, censé cibler les gros héritages (cf. § 3.3), qui est régulièrement proposé (en France comme en Suisse ou ailleurs) mais ne semble pas réellement convaincre.

²³ Rappelons qu'aux États-Unis, les Républicains, dans les années 1980, n'envisageaient pas de supprimer les droits de succession jugés trop populaires (voir § 3.3). Le déclin interviendra en 1992 suite, précisément, à une proposition démocrate d'abaisser le seuil d'exemption. Les Républicains réagiront en lui donnant l'année suivante le surnom péjoratif de *death tax*, qui fit flores. Le recul de l'impôt était enclenché : dans les années 2000, le président Bush junior ne sera pas loin d'obtenir la peau de l'impôt (qui a pourtant survécu au premier mandat de Trump).



ANNEXE

Modèles de fiscalité optimale de l'héritage : la tentative de dépasser les oppositions idéologiques

En matière de fiscalité optimale du capital ou de l'héritage, les deux modèles de référence aboutissent à une taxation nulle du capital en l'absence d'imperfections des marchés.

Dans le modèle d'Atkinson et Stiglitz (1976), les épargnants du cycle de vie agissent dans un monde certain et sans imperfections du capital. Il n'y a pas de (motif de) transmission. La seule source d'hétérogénéité concerne la productivité du travail. Dans ce cadre, sous certaines conditions (d'homogénéité des préférences), une taxation non linéaire du revenu du travail suffit : toute imposition du capital ou de ses revenus serait redondante et constituerait une « double taxation ». Mais si les individus diffèrent encore par l'héritage reçu, ce dernier doit être taxé en tant que tel. Et si les marchés des capitaux sont imparfaits, certains individus seront contraints par la liquidité, d'autres non, et la taxation du capital peut devenir optimale.

En présence d'un héritage reçu inégal, Chamley (1986) montre néanmoins qu'une forme maximale d'altruisme (horizon infini ou altruisme dynastique) conduit à un taux de taxation nul du capital, parce que l'élasticité e des legs à l'impôt successoral est en fait infinie (voir formule ci-après). Là encore, ce résultat est un cas limite qui ne subsiste pas en cas d'imperfections des marchés du capital ou de l'assurance (Chamley, 2001).

Les modèles à générations actuels de fiscalité optimale de l'héritage tentent de dépasser ces conclusions paradoxales en proposant un cadre plus réaliste. Piketty et Saez (2012 et 2013) en offrent sans doute la forme la plus aboutie, au sens où les auteurs parviennent à des évaluations chiffrées du taux d'imposition successorale à partir de formules opérationnelles.

Au regard des trois critères idéologiques dégagés au § 5.2 – l’angle d’approche privilégié (épargnant ou héritier), le poids accordé à la famille, aux liens de filiation et à l’altruisme parental, et enfin la vision du social (libre agent, égalité citoyenne ou multi-solidaire) –, leur modèle peut être vu comme une tentative de *synthèse* équilibrée entre les différents points de vue sur chaque critère. Dans un cadre intergénérationnel, chaque agent est tour à tour héritier puis épargnant et enfin transmetteur (premier critère). Piketty et Saez introduisent par ailleurs une forme paternaliste d’altruisme parental, certes sommaire mais qui permet la résolution analytique du modèle : l’utilité du parent dépend du montant des legs après impôts, capitalisé à la génération suivante²⁴. Mais c’est le seul lien familial pris en compte : il n’y a pas d’autres valeurs familiales, d’enracinement dans une lignée, etc. (deuxième critère). En termes de vision du social, chacun maximise librement sa fonction d’utilité (libre agent), mais Piketty et Saez penchent fortement du côté de l’égalité citoyenne : la fonction de bien-être collectif qu’ils préfèrent est de type ‘*meritocratic Rawlsian*’, adoptant le point de vue des « non-héritiers », soit la part de la population qui ne reçoit rien ou pas grand-chose (entre un tiers et la moitié des Français).

²⁴ C’est la forme la plus prononcée d’altruisme paternaliste (*joy of giving* ou *warm glow of giving*). Cet altruisme est cependant moins fort que l’altruisme beckerien, où l’utilité des parents dépend directement du niveau d’utilité atteignable par leurs enfants.

Piketty et Saez obtiennent ainsi des taux optimaux *élevés* d’imposition des héritages, de l’ordre de 50 %. De plus, si l’on introduit une progressivité de l’impôt, le taux marginal supérieur d’imposition pourrait atteindre 70 ou 80 %, soit l’ordre de grandeur des taux marginaux pratiqués aux États-Unis ou au Royaume-Uni pendant près d’un demi-siècle, jusqu’à l’orée des années 1980. La question est de savoir si les positions « équilibrées » adoptées par les deux auteurs sur chacun des trois critères garantissent aux résultats qu’ils obtiennent une « neutralité » minimale par rapport aux positions idéologiques sur l’héritage.

Pour y répondre, le mieux est de partir d’une formule très simplifiée de leur modèle, donnant le taux optimal τ (supposé constant) de taxation de l’héritage²⁵ :

$$\tau = [1 - v \cdot (B_0^* / Y_0^*)] / (1 + e)$$

où e est l’élasticité des legs à l’impôt successoral, B_0^* désigne la position relative des non-héritiers dans la distribution des legs (le rapport de leur legs moyen à celui de la population globale) – telle que ces derniers la *perçoivent* – et Y_0^* leur position relative dans la distribution des revenus du travail. Le paramètre clé est v , soit *la part des legs altruistes* dans l’ensemble des legs, qui incluent encore les legs de précaution face à l’incertitude de la durée de vie, et les legs de capitalisation, liés à la joie ou au pouvoir de posséder (utilité directe de la richesse).

²⁵ Les marchés des capitaux sont supposés parfaits, l’offre de travail inélastique et la règle d’or prévaut (le taux de rendement du capital r est égal au taux de croissance de l’économie g). Les imperfections des marchés ou une offre de travail élastique diminuent τ , qui augmente au contraire avec le différentiel positif $r-g$. La formule adopte en outre le point de vue des non-héritiers, qui maximise τ .

Le taux de taxation optimal diminue avec l'élasticité e dont la mesure est fragile, de l'ordre de 0,2 (les droits de succession seraient peu distorsifs). Si les non-héritiers comptent léguer, en proportion de leur revenu du travail, autant que les autres, le rapport B_0^*/Y_0^* vaut 1. Du fait qu'ils n'ont rien reçu, des croyances « rationnelles » sur cette propension à léguer devraient conduire à une valeur inférieure, par exemple 0,8. *A contrario*, une des raisons conduisant à une taxation actuelle aussi faible des héritages serait que les non-héritiers surestiment leur capacité de transmission : $B_0^*/Y_0^* > 1$.

Retenons comme valeurs de référence $e = 0,2$ et $B_0^*/Y_0^* = 0,8$. Si la part des legs altruistes v est égale à *la moitié*, valeur de base retenue par Piketty et Saez, le taux de taxation optimale τ s'élève à 50 %. Cependant, ce taux s'avère *très sensible* à la valeur de v . Si $v = 0$, aucun legs n'étant motivé par l'altruisme, il atteint sa valeur la plus élevée possible, $1 / (1+e)$ ou 83 %, soit celle qui maximise les recettes fiscales. Si $v = 1$, tous les legs étant altruistes, et que le rapport B_0^*/Y_0^* vaut 1, le taux de taxation s'annule. Il devient même *négatif* si les non-héritiers gardent le rêve de devenir riche un jour et ont des croyances optimistes sur ce qu'ils laisseront à leurs enfants ($B_0^*/Y_0^* > 1$) : les legs devraient être *subventionnés*, les droits de succession étant effectivement assimilés à une « taxe sur la vertu » !

²⁶ Voir Masson (2025), chapitre VI.

L'estimation de la part v des legs altruistes s'avère donc cruciale pour la prédictibilité du modèle. Les données permettent-elles une telle mesure ? En fait pas vraiment...²⁶

Le plus simple semblerait être de demander aux individus eux-mêmes. Dans les enquêtes, beaucoup de parents, surtout âgés, vont ainsi cocher, parmi les motifs d'accumulation, la case, hautement valorisée : « j'épargne pour mes enfants », ce qui augure d'une valeur de v élevée. Souvent, leur réponse sera cependant à la fois vraie et fautive : vraie dans la mesure où ils entendent que le patrimoine qu'ils vont laisser derrière eux aille en intégralité (sans être imposé) à leurs enfants ; mais fautive, si les déterminants de leur épargne ont d'abord été « égoïstes » ou liés aux circonstances rencontrées au cours de leur vie, le sort de leurs enfants n'entrant alors pas ou peu en ligne de compte (v serait alors faible).

Le problème vient de ce que le patrimoine détenu peut l'être *pour différentes motivations à la fois* – liquidité, précaution, consommation des vieux jours, transmission aux enfants, pouvoir ou prestige, perpétuation de la fortune, etc. – et que la hiérarchie entre ces dernières est susceptible de varier au cours du cycle de vie. Du fait de cette imbrication complexe et mouvante entre les motifs d'accumulation, les données vont envoyer des signaux *contradictaires* sur la valeur de la part v des legs altruistes.

²⁷ Au-delà d'un certain seuil de patrimoine, les successions des couples sans enfant s'avèrent à peu près aussi élevées que celles des autres couples : pour la France, voir Arrondel et Laferrère (1998).

Quand bien même ils auraient épargné tout autant s'ils n'avaient pas eu d'enfants, scénario plutôt réaliste qui augurerait d'une part v faible²⁷, les parents tiennent le plus souvent à ce que leur patrimoine aille en intégralité à leur progéniture sans être ponctionné par l'État, ne serait-ce que pour légitimer leur accumulation passée, à leurs propres yeux comme à ceux de leurs enfants (v serait élevée). Dans les familles les plus riches, les motifs de perpétuation de la fortune et d'épargne pour les enfants sont d'ailleurs difficiles à démêler, les enfants constituant souvent le support qui permet de pérenniser la fortune (v serait donc limitée, voire indéterminée).

Si les legs altruistes étaient dominants, les montants transmis devraient en outre être plus importants lorsque les enfants réussissent moins bien que leurs parents, ce qui n'est pas ce que l'on observe (v serait donc faible). Mais les familles apparaissent sensibles à la fiscalité des héritages et des donations et à ses variations, ce qui semble indiquer que les parents se soucient au premier chef de ce que recevront effectivement leurs enfants (v serait donc élevée).

On se retrouve dans l'impossibilité d'obtenir ne serait-ce qu'un ordre de grandeur de cette part v . L'indétermination laisse finalement libre cours à tous les partis pris idéologiques dont le modèle voulait s'affranchir et cristallise les oppositions entre défenseurs et détracteurs des droits de succession.

Pour les partisans de l'impôt, l'amour parental se manifesterait surtout par les investissements en capital « humain » dans leurs enfants. Sur le plan patrimonial, les cas où cet altruisme serait manifeste – tel un père de famille, seul apporteur de revenu, qui contracte une assurance temporaire décès pour les siens si jamais il venait à disparaître prématurément – apparaissent relativement rares. Le mieux serait donc de faire comme si la valeur de v était nulle.

Pour les opposants à l'impôt, épargner pour ses enfants serait au contraire une aspiration première de tout un chacun, manifestation d'un dépassement de soi salutaire, de l'enracinement dans une lignée : dans tout patrimoine transmis, il y aurait toujours une composante relevant de l'altruisme parental ou d'une motivation apparentée, et le mieux serait d'adopter une valeur de v proche de l'unité.

Le modèle de Piketty et Saez constitue une avancée indéniable sur les déterminants du taux de taxation optimal des héritages. Toutefois, s'il déplace ainsi les oppositions idéologiques, il ne parvient pas vraiment à s'en affranchir.



BIBLIOGRAPHIE

- Allègre G., Plane M. et X. Timbeau (2012), « Réformer la fiscalité du patrimoine ? », *Revue de l'OFCE*, 122, p. 231-261.
- D'Albis H. (2019), « Les inégalités de niveaux de vie entre les générations en France », in *Les rapports entre générations*, Actes du colloque du COR 2018, La documentation française, Paris, p. 21-29.
- Alvaredo F., Garbinti B. et T. Piketty (2017), "On the Share of Inheritance in Aggregate Wealth: Europe and the USA, 1900-2010", *Economica*, 84, p. 239-260.
- Arrondel L. et A. Laferrère, (1998), « Succession capitaliste et succession familiale : un modèle économétrique à deux régimes endogènes », *Annales d'Économie et de Statistique*, 51, p. 187-208.
- Arrondel L. et A. Masson (2019), « Épargne des ménages et financement de l'économie », in *Capitalisme. Le temps des ruptures*, M. Aglietta (ed.), Éditions Odile Jacob, Paris, p. 345-408.
- Arrondel L. et A. Masson (2024), *Préférence rationnelle pour le présent et horizon de vie ; version anglaise : Rational Time Preference and the Life Horizon*, Opinions & Débats, n° 30, Institut Louis Bachelier.
- Atkinson A. (2015), *Inequality, What Can Be Done?*, Harvard University Press, Cambridge.
- Atkinson A. et J. Stiglitz (1976), "The Design of Tax Structure: Direct Versus Indirect Taxation", *Journal of Public Economics*, 6 (1-2), p. 55-75.
- Aussilloux V. et E. Espagne (2017), « Mettre la fiscalité de l'épargne au service d'une croissance durable », *La note l'analyse*, n° 54, France Stratégie.
- Baudelot C. (2011), « L'héritage contre le mérite », dans *Refaire société*, La république des idées, Seuil, Paris, p. 49-63.
- Beckert J. (2012), "Are We Still Modern? Inheritance Law and the Broken Promise of Enlightenment", dans *Inherited Wealth, Justice and Equality*, J. Cunliffe et G. Erreygers (eds.), Routledge Frontiers of Political Economy, p. 70-80.
- Bessièrè C. et S. Gollac (2020), *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, La découverte, Paris.
- Blanchard O. et J. Tirole (2021), *Les grands défis économiques*, Rapport de la commission internationale au Président de la République (juin).
- Chamley, C. (1986), "Optimal Taxation of Capital Income in General Equilibrium with Infinite Lives", *Econometrica*, 54 (3), p. 607-622.
- Cour des comptes (2024), *Les droits de succession*, Paris.
- Cremer H. and P. Pestieau (2012), "The Economics of Wealth Transfer Taxation", dans *Inherited Wealth, Justice and Equality*, J. Cunliffe and G. Erreygers (eds.), Routledge, p. 154-172.
- Dherbécourt C., Fack G., Landais C. et S. Stantcheva (2021), « Repenser l'héritage », *Les notes du conseil d'analyse économique*, n° 69 (décembre).
- Durkheim E. (1900), *Leçons de sociologie*, PUF (1950), Paris.
- Durkheim E. (1901), Préface à la seconde édition de son livre *De la division du travail social*, PUF, Quadrige (2007), Paris.
- Holtz-Rakin D., Joulfaian D. et H. Rosen (1993), "The Carnegie Conjecture: Some Empirical Evidence", *Quarterly Journal of Economics*, 108 (2), p. 413-435.
- Huet F. (1853), *Le Règne Social du Christianisme*, Firmin Didot Frères, Paris.

- Halliday D. (2018), *The Inheritance of Wealth: Justice, Equality, and the Right to Bequeath*, Oxford University Press, Oxford.
- Landier A. et D. Thesmar (2021), *Le prix de nos valeurs. Quand nos idéaux se heurtent à nos désirs matériels*, Flammarion, Paris.
- Masson A. (2023), *Chronique d'un impôt sur l'héritage en perte. Pourquoi et comment le sauver*, PUF, Collection Le lien social, Paris.
- Masson A. (2025), *L'héritage au XXI^e siècle*, Éditions Odile Jacob, Paris.
- Masson A. (2026a), « Réformer l'héritage aujourd'hui », *Revue de l'OFCE*, 192, p. 45-98.
- Masson A. (2026b), « Des idéologies aux réformes de l'héritage », dans *Hériter. Entre choix, contraintes et revendications*, E. Moussault et C. Rodier (eds.), Éditions du Cerf.
- Masson A. et A. Gotman (1992), « L'un transmet, l'autre hérite », *Économie et Prévision*, 100-101, p. 207-230.
- Meade, J.E. (1964). *Efficiency, Equality and the Ownership of Property*, George Allen & Unwin, London.
- Mill J.-S. (1848), *Principles of Political Economy*, Augustus M. Kelley (1976), Fairfield.
- Nozick, R. (1989), *The Examined Life*, Simon & Schuster, New-York.
- OCDE (2021), *Inheritance taxation in OECD Countries*, OECD Tax Policy Studies, Paris.
- Piketty T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Seuil, Paris.
- Piketty T. (2021), *Une brève histoire de l'égalité*, Seuil, Paris.
- Piketty T. (2024), *Vers le socialisme écologique*, Seuil, Paris.
- Piketty T. et E. Saez (2012), "A Theory of Optimal Capital Taxation", *NBER Working Paper*, n° 17989.
- Piketty T. et E. Saez (2013), "A Theory of Optimal Inheritance Taxation", *Econometrica*, 81 (5), p. 1851-1886.
- Piketty T., Saez E. et G. Zucman (2013), "Rethinking Capital and Wealth Taxation", Working Paper, Paris School of Economics.
- Rawls J. (1993), *Justice et démocratie*, Seuil, Paris.
- Rawls J. (2001), *Justice as Fairness: A Restatement*, Harvard University press, Cambridge.
- Rignano E. (1901), *Di un socialismo in accordo colla dottrina economica liberale*, Fratelli Bocca, Turin.
- Rigot S. et S. Demaria (2016), *Normes comptables et prudentielles des intermédiaires financiers au regard de l'investissement à long terme*, Caisse des Dépôts, Paris.
- Ventejol G., Blot R. et J. Méraud (1979), *Rapport de la Commission d'étude d'un prélèvement sur les fortunes*, La documentation française, Paris.

Opinions & Débats

THE FUTURE OF INHERITANCE

André Masson

Version
française ici →



Opinions & Débats

June 2026 n°33

Version
française ici →



The latest issues of the *Opinions & Débats* collection:

n°32 | Jan. 2026

Parametric insurance:
products that extend the
boundaries of insurability

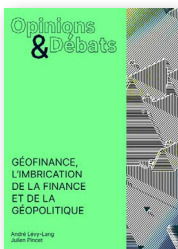
Olivier Lopez, Christophe Neves
& Laurent Sabatié



n°31 | Sept. 2024

Geofinance, the
interweaving of Finance
and Geopolitics

André Lévy-Lang
& Julien Pincet



n°30 | Jan. 2024

Rational time preference
and the life horizon

Luc Arrondel
& André Masson



ilb Institut
Louis Bachelier

ACKNOWLEDGEMENTS

This new issue of the *Opinions & Débats* collection, like the previous ones, was funded by the Labex of the Institut Louis Bachelier.

Author

André Masson

**With special
thanks to**

Ryadh Benlahrech

Bertrand Villeneuve


**Please cite
this report
as follows**

Institut Louis Bachelier (2026)
The future of inheritance

Design

Adeline Patin (Jane & Bernie)

CON- TENT

Version
française ici → 

→ editorial	p.66
→ Biography	p.67
→ Abstract	p.68
→ Introduction	p.69

I. FINDINGS: WEALTH AND INHERITANCE

- 1.1.** Rising wealth accumulation and the emergence of a gerontocracy of wealth _____ p.72
- 1.2.** The increasing importance of wealth inherited at a later age _____ p.73
- 1.3.** The great wealth transfer ahead: an unequal but first a mass phenomenon _____ p.75

II. IS FRANCE (ONCE AGAIN) BECOMING A SOCIETY OF INHERITORS?

- 2.1.** Today's profoundly uneven inheritance _____ p.77
- 2.2.** Definitions _____ p.77
- 2.3.** Has modern-day France once again become a society of inheritors? Two references _____ p.78
- 2.4.** Worrying signs for the future _____ p.80

III. THE (HISTORICAL) PUZZLE OF WEALTH TRANSFER TAXATION

- 3.1.** Wealth transfer tax yields remain low despite a growing tax base _____ p.82
- 3.2.** Effective progressivity is increasingly limited by tax loopholes _____ p.84
- 3.3.** Wealth transfer taxation has become very unpopular, whilst the former wealth tax remains the tax most favoured by the French _____ p.86

IV. TESTAMENTARY FREEDOM AND THE HEREDITARY RESERVE

- 4.1.** The principle of equal treatment among children, or how to adjust assets received in the past _____ p.91
- 4.2.** The options and procedures for charitable gifts or bequests (in France) _____ p.93
- 4.3.** Current trends and debates (in France) _____ p.94

V. TAXATION AND REGULATION OF INHERITANCE: THE POWER OF IDEOLOGY

- 5.1.** Is inheritance taxation desirable (from an economic theory perspective)? _____ p.98
- 5.2.** Three ideological criteria _____ p.99
- 5.3.** The French moral dilemma between family values and social justice _____ p.103
- 5.4.** The most high-profile systemic reform: the accessions tax _____ p.104
- 5.5.** Other systemic reforms _____ p.106

VI. RECOMMENDATIONS

- 6.1.** Current inefficiencies and urgent issues _____ p.109
- 6.2.** Recommendation 1: mandatory mutualisation among pensioners of the cost of severe dependence _____ p.110
- 6.3.** Recommendation 2: Wealth transfer tax as a mechanism to encourage long-term and dynamic saving _____ p.112

→ Conclusions	p.114
→ Appendix	p.116
→ References	p.120



EDITORIAL

© Magali Delporte



Inheritance taxation is a highly sensitive issue in France. As such, it regularly features in public debate, both in the media and in parliamentary discussions surrounding the annual Finance Bill. Should inheritance taxes be increased? Reduced? Or abolished altogether?

While these questions are relevant across many advanced economies, they are particularly contentious in France. Despite their original purpose of promoting redistribution and reducing inequalities of opportunity, inheritance taxes enjoy little public support.

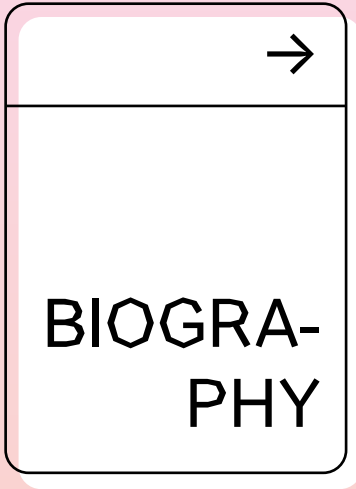
Yet the future of inheritance taxation warrants careful consideration. Several factors make this debate increasingly pressing: the deterioration of public finances, the widening of wealth inequalities, growing financing needs associated with longer life expectancy and dependency in old age, and the unprecedented scale of wealth transfers that lie ahead. By 2040, nearly €9 trillion will be transferred to the heirs of the baby-boomer generation. This staggering sum represents approximately 60% of total household wealth in France and exceeds three years of French GDP. This unprecedented “Great Wealth Transfer” inevitably raises fundamental questions of fairness, social mobility, and the financing of public action.

Against this backdrop, André Masson, one of France’s foremost authorities on inheritance and wealth transmission, offers a thorough examination of the shortcomings of the current system. He demonstrates, in particular, that inheritance taxes in their present form generate relatively modest revenues while doing little to improve the circulation of savings, which remain heavily concentrated among older generations. Building on this diagnosis, he advances a number of reform proposals aimed at enhancing both the effectiveness of inheritance taxation and the allocation of savings within the economy.

At a time when Europe faces immense long-term investment needs, improving the channelling of abundant household savings towards productive investment has become a strategic imperative. Inheritance taxation could play an important role in encouraging older generations to adopt a longer investment horizon and to direct a greater share of their wealth towards long-term investments that support innovation, productivity, and economic growth.

Enjoy your reading!

Marie Brière,
Managing Director of Institut Louis Bachelier



André MASSON

-----:

André Masson is engineer from the École Polytechnique, emeritus Senior fellow at the CNRS, Director of studies at EHESS and member of the Paris School of Economics. His research topics focus on the micro-economics of intertemporal and intergenerational households' choices: savings and wealth, attitudes and behaviours towards risk, time preference and saver's rationality; bequests motives and wealth transfers taxation, relationships between generations, life products. They also concern pensions and social protection, the types and philosophies of the welfare state and the interactions between public and private solidarity between generations.

Recent books (written in French):

- *Inheritance in the 21st Century*, Odile Jacob, Paris, (May 2025), 336 p.
- *Chronicle on a Failing Inheritance Tax*, PUF, Collection Le lien social, Paris, (April 2023), 448 p.
- *Our Aging Societies between Peace and War*, Éditions l'autreface, Paris, (December 2020), 208 p.



The quantitative importance of asset accumulation and inheritance compared to gross domestic product has risen significantly since 1980 and is set to lead to a *great wealth transfer* on an unprecedented scale over the next two decades, following the death of large numbers of baby boomers with substantial assets. Given this massive and unequal transmission of wealth, which has the potential to lead to societies of inheritors, the puzzle of inheritance tax arises. Whilst it generates little revenue at present, it has nevertheless become highly unpopular everywhere. Furthermore, issues relating to testamentary freedom and the legitimacy of the hereditary reserve also come into play.

These questions force us to recognise that inheritance is an eminently *ideological* phenomenon that involves property rights, the family and its moral values, as well as the state as a redistributor and regulator. Positions are structured around three criteria: the preferred perspective, that of the parent bequeathing the inheritance or that of the child inheriting it; the importance attached to the family and its moral values; and the social view adopted, which shapes and broadens the trade-off between efficiency and fairness. The most prominent proposals for systemic reform thus treat inherited wealth as an additional resource for the beneficiary and advocate a neutral tax system in order to minimise inequalities of opportunity in wealth. Such proposals would be highly unpopular in France and do not address current priorities: channelling the great wealth transfer; avoiding the abolition of wealth transfer taxation, which would be the most popular reform; and, above all, remedying the *mass inefficiency* of (European) savings, which are abundant but too short-term and inert to finance the long-term future investments required today, whether productive, digital, ecological or social.

The solution to this inefficiency would be to use wealth transfer taxation not only to reduce inequality, but as an incentive to encourage, on a large scale, older people to adopt more long-term and dynamic savings: it would combine a progressive surcharge on direct line inheritances only with a range of long-term investment options – transgenerational where necessary – which would themselves be tax-exempt and would feed into ‘investment funds for the future’.

Keywords: inheritance transfers, wealth transfer tax, testamentary freedom, inequality of opportunity, inheritance law reforms.



INTRODUCTION

Material inheritance (or, more broadly, wealth transfers, gifts and bequests post mortem), along with its regulation and taxation, is an eminently ideological and multidisciplinary phenomenon, the understanding of which still requires an appreciation of its long historical context. It fundamentally raises three specific issues.

The first is 'existential' and relates to the right to property. Is this right limited, ceasing upon the death of the individual, as advocated by Karl Marx and Mikhail Bakunin, who denounce the 'legal fiction' of the deceased's rights in relation to the living? Or is it absolute, implying strict respect for the deceased's last wishes, the freedom to choose one's heirs and to impose strict conditions on them by one's will regarding the use of the assets received, as advocated by Adam Smith?

The second concerns the family and its moral values: 'interfering with inheritance is tantamount to interfering with the family'. For the recipient, an inheritance embodies their connection to their family history, and the way in which they come to own the inherited assets, both symbolically and economically (Masson and Gotman, 1992). The inheritance of assets is also the inheritance of family ties, the heir's place and roots within a family lineage that transcends them, a transgenerational chain of which they are but a single link.

The third issue is public and social, and concerns the role of the state as a redistributor and regulator, which must ensure the continuity of economic activity and property ownership beyond the death of the entrepreneur or owner, and determine how the cards (of ownership) should be redistributed from one generation to the next in the light of the public interest, public efficiency and social justice. Does the answer lie in the bond of kinship, at the risk of favouring those who merely had the good fortune to be born into a wealthy family and are not necessarily the most competent or motivated to manage and grow the deceased's assets? More broadly, should inheritance be viewed primarily as an indispensable driver of wealth accumulation for those who bequeath it, or rather as a source of inequality of opportunity and social injustice among those who receive it, or even as a key vehicle for the intergenerational reproduction of a class structure?

The varied responses to these three issues reveal a broad spectrum of ideological positions regarding inheritance. Economists are not necessarily comfortable with this type of question, which lies outside their usual field of analysis. Their empirical and statistical studies nevertheless make, as we shall see, a decisive contribution to current debates and challenges. If they have a social conscience, they will thus emphasize the fact that the inherited wealth constitutes windfall income for the beneficiary descendant, who has made no effort to obtain it and cannot claim any merit for receiving it. Inheritance taxation therefore aims to reduce the resulting 'inequalities of birth' between heirs and non-heirs, to put it simply. Economists must, however, consider the tax implication of any increase in inheritance tax on the behaviour of parents bequeathing assets, especially where their bequests are motivated by altruism towards their children. Yet measuring this tax incidence proves very complicated. Models of optimal inheritance taxation are complex and not always conclusive, as noted in the appendix to this text. And the available data offers little to go on, as current wealth transfer taxation is universally reduced to a bare minimum (or even zero): it does not allow us to know what would happen if the tax were substantially increased.

There is yet another difficulty: tax considerations cannot be separated from the rules governing the transfer of assets, which vary from one country to another. Let us simplify matters. In Anglo-Saxon countries, the estate tax system predominates: tax is levied directly on the total value of the estate (or gift), before any distribution among beneficiaries. Taxation is therefore neutral (see below). Apart from this, there is virtually complete testamentary freedom: testators may just as easily disinherit their children in favour of a third party, or unduly favour one of them; but in *intestate* inheritance, equal division amongst children applies by default.

In contrast, continental Europe uses an *inheritance tax* system: the tax is levied on the share of the inheritance received and generally depends not only on the amount received but also on the degree of kinship with the deceased (it is lower for a direct descendant) and the form of the transfer (gifts are often treated more favourably than bequests). The tax system is therefore discriminatory. Added to this is a statutory share reserved for the children of the deceased, who cannot be disinherited. In France, for example, the testator is free to allocate only a 'disposable portion', which varies from half for one child, to one-third for two children, to one-quarter for more than two. Testamentary freedom is therefore doubly restricted, by the reserved portion granted to children and by heavier taxation in the collateral line or outside the family.

Given this geographical diversity, we will focus here on the French case. In terms of wealth, France is by far the most representative country in the eurozone, the closest to the average in terms of inequality, property ownership, risky investments and debt, with one exception: the low proportion of pension funds (Arrondel and Masson, 2019). Data on inheritance is more comprehensive than elsewhere, and many of the lessons that can be drawn for France apply at least to Western continental Europe.

¹ A more technical appendix shows how the most sophisticated models of optimal intergenerational taxation (Piketty and Saez, 2013) attempt to offer a synthesis that transcends these ideological divides, but without really achieving conclusive results.

Section 1 outlines the key empirical findings on wealth and inheritance, the importance of which in relation to national wealth has grown considerably since 1980: the rise of a patrimonial gerontocracy will trigger a *great wealth transfer* on an unprecedented scale over the next two decades, following the decease of numerous baby-boomers with substantial assets. The prospect of this transfer raises the question once again: is France becoming a society of inheritors once more, comparable to that of Balzac or the Belle Époque (section 2). Given this massive and unequal inheritance, the puzzle of inheritance tax arises: whilst it yields little revenue today in all countries (where it has not been abolished), it has nevertheless become highly unpopular everywhere (section 3). Issues relating to testamentary freedom and the legitimacy of the reserved portion are examined in section 4. Analysis of these issues will lead us to recognise, in section 5, the influence of *ideology* in matters of inheritance, centred on three criteria: the preferred perspective, that of the parent-bequeather or that of the child-heir; the weight accorded to the family and its moral values; and the social view adopted, which shapes and broadens the trade-off between efficiency and fairness.¹ Within this framework, the most prominent proposals for systemic reform treat inherited wealth as an additional resource for the beneficiary, to be taxed as such, without further consideration (family-related or otherwise), with the aim of reducing inequalities of opportunity in wealth. Unsuitable to French culture, such proposals would be highly unpopular and do not address current urgent needs, as they would require a lengthy implementation process to change attitudes in our country. How can this deadlock be broken?

Devoted to our recommendations, the final section 6 begins by summarising these urgent priorities: channelling the great transfer of wealth to prevent France becoming a country of inheritors and rentiers; advocating a reform of inheritance tax through a compelling rationale that counters the simplest and most popular reform, namely, its abolition; finally, coping with the inefficiency of French (or European) savings, which are certainly abundant but prove too short-term and inert to ensure the massive financing of long-term, productive, digital, ecological or social investments, which the country so desperately needs today. The solution, which is unprecedented, would consist of using the wealth transfer tax not only to reduce inequality of opportunity in terms of wealth, but also as an incentive mechanism enabling, on a large scale, to extend and revitalize the substantial savings of senior citizens. The conclusion addresses various considerations with regard to political feasibility.

I. FINDINGS: WEALTH AND INHERITANCE

I. FINDINGS: WEALTH AND INHERITANCE

When it comes to wealth and wealth transfers, a brief historical overview is necessary to understand the origins of the current situation, both in France and in Western Europe.

1.1. Rising wealth accumulation and the emergence of a gerontocracy of wealth

Historically, French private wealth has followed the distinctive U-shaped curve described by Piketty (2013 and 2021). In total, this wealth was worth seven times GDP around 1900. After the First World War and the 1929 crisis, it was worth only three times GDP. After the Second World War, it fell to twice GDP by around 1950. Since then, it grew much faster than incomes, reaching three times GDP during the 1970s, at the end of the post-war boom, before rising even more rapidly from 1980 onwards, and now stands at more than six times GDP (the trend is similar in the United Kingdom and the United States). This acceleration in wealth accumulation has been termed *patrimonialisation* in French. Private wealth in France currently stands at around €20 trillion. Households hold three-quarters of this, amounting to nearly €15 trillion.

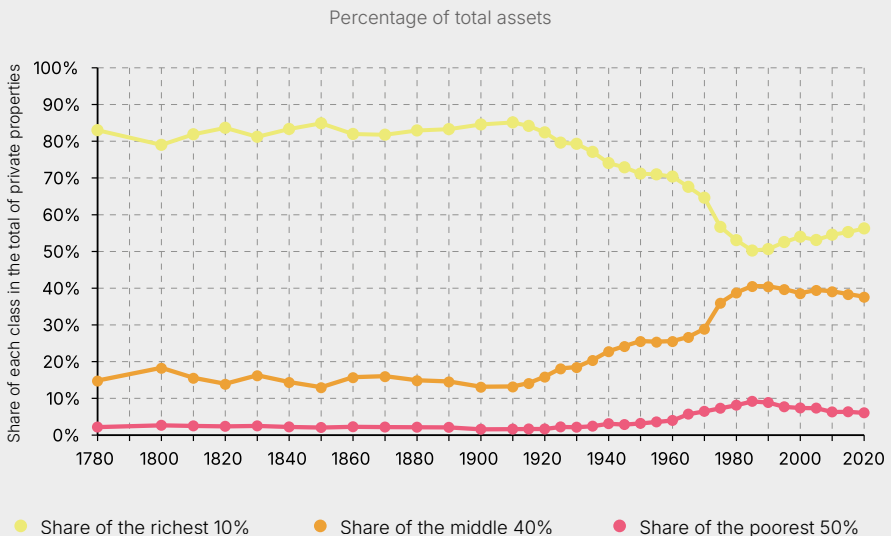
One of the initial causes of this accumulation of wealth was the emergence of a *wealth-oriented middle class* during the post-war boom, a period characterised by strong growth and sustained inflation, which made it easier to buy property through borrowing, and the widespread accumulation of security and enjoyment assets that accompanied the rise of the consumer society. Taken from Piketty (2021), [Figure 1](#) shows that the share of total wealth held by the 5th to 9th wealth deciles, representing the middle classes – the 40% situated between the richest 10% and the bottom 50% (the working classes) – was some 20% around 1930; it rose to 25% in 1950, and to over 40% around 1985, before stagnating somewhat since then. It follows that inheritance is no longer the preserve of the wealthy as it once was: passing on assets has become a *sociocultural norm* amongst the middle classes, who have come to view inheritance tax differently, seeing it less as a tax on the wealthy and more as a threat to family plans and aspirations, even if the sums involved remain limited.

Since 1980, inflation has fallen, but wealth assets have seen significant capital gains (such as real property during the 2000s). Wealth inequality has risen again after a long decline since 1914; the top 1% now owns a quarter of the total. Faced with a more individualistic and uncertain world, there has been a *return to the family*, seen as a safe haven and an investment, including in terms of wealth.

Wealth has also *aged* considerably since 1980, with an increasing proportion held by older people. In France, this is known as the 'rule of three times 60': older people aged 60 or over, who make up a quarter of the population, own 60% of non-financial wealth (they are often homeowners), as well as 60% of the population's financial wealth. And the trend is set to intensify further: according to an INSEE economic report entitled "Savings at a peak" (dated 18 June 2025), two-thirds of the increase in savings between 2023 and 2024 is expected to come from those aged 65 and over. The life-cycle model no longer holds true, at least in the average. In fact, the median pensioner saves little or nothing, with the bulk of older people's savings attributable to 20% of them – the most affluent or the wealthiest.

We are thus witnessing the unprecedented emergence of a genuine *gerontocracy of wealth*: the term is all the more apt given that there are a large number of senior citizens and that they vote more than other people.

FIGURE 1: THE EMERGENCE OF THE ASSET-OWNING MIDDLE CLASS
FRANCE 1780-2020 (SOURCE : PIKETTY, 2021)



1.2. The increasing importance of wealth inherited at a later age

As a result of this ageing of wealth, the quantitative importance of inheritance has risen even faster than the overall wealth itself. The annual flow of wealth transfers, which accounted for just 8.5% of gross disposable income in 1980, reached 20% in 2020 (a 2.4-fold increase, whereas wealth merely doubled over the period). According to a measure by Alvaredo, Garbinti and Piketty (2017), which is nevertheless more relevant for its relative changes than for absolute levels,² the share of inherited wealth fell from 80% in 1900 to 35% in 1970 and rose again to over 60% today.

² The calculation of the share of inherited wealth is, in fact, based on conventions that are necessarily arbitrary (see § 4.1).

Due to the increasing life expectancy of parents and the expanded rights granted to the surviving spouse (most often the wife), who became a full heir (entitled to a reserved share) in 2001 and has been exempted from inheritance tax since 2007, people are, however, inheriting full ownership – bare ownership and usufruct – of their parents' estate at an increasingly later age, at nearly 60 on average, against 25 years old in 1900 and 40 in 1970. In France, people often become rich by getting old.

1.3. The great wealth transfer ahead: an unequal but first a mass phenomenon

The increase in wealth accumulation and the significant ageing of the wealth pool will, over the next two decades and with the passing of the baby boomers – a large cohort with, on average, substantial wealth – lead to a great wealth transfer on an unprecedented scale. This will be a huge windfall for baby boomers' children, who will become inheritors at a mature age.

If nothing is done, this transfer will have a massive impact on inequality – between those who inherit and those who do not – as well as on intergenerational relations and the housing, labour and financial markets, with the risk of creating a society increasingly dominated by rentiers and inheritors (see the following section). Inheritance tax revenue will rise automatically, but the gains will be minimal compared to the sums being handed down.

The great wealth transfer is, in fact, a *mass phenomenon* even before it is a mechanism that perpetuates inequalities of birth.³ A paper by the *Fondation Jean Jaurès*, authored by Ouizille, Iberrakene and Julien-Vauzelle (2024), estimated the value of this transfer between 2025 and 2040 to be some €9 trillion, equivalent to three years' French GDP – or 20% of GDP on average per year. Estimates for the United States are of a comparable order of magnitude: the great wealth transfer is estimated to amount to at least \$84 trillion, equivalent to 2.8 years of US GDP, and even more according to some estimates.

³ Relative inequalities in wealth or inheritance are in fact less pronounced today than during the postwar boom: in the 1950s and even in the 1960s, the top 1% still held nearly a third of total wealth (compared to a quarter today), but the sums involved were far smaller than they are now.

In France, the value of this wealth transfer is still roughly equivalent to the current wealth held by the over-60s (60% of the €15 trillion). The key point, which is rarely highlighted, is that the annual value of direct inheritance to (grand)children alone will exceed that of pensions in the coming years. Yet the issue of pensions dominates the French news agenda far more: there are complaints that pensions are too high, at 14% of GDP, which is 4% more than in neighbouring countries, etc.

ii. IS FRANCE
(ONCE AGAIN)
BECOMING A SOCIETY
OF INHERITORS?

II. IS FRANCE (ONCE AGAIN) BECOMING A SOCIETY OF INHERITORS?

These sweeping changes raise the question: are we now witnessing, following the 'great redistribution' of the interwar period and the post-war boom, a return to the Balzacian France of the 19th century – a society of rentiers and inheritors – and, consequently, a challenge to the meritocratic ideal? This, at any rate, is what the sociologist Christian Baudelot (2011) asserts:

"Beneath the growing mass of real estate and financial assets being passed down through the generations, it is indeed the meritocratic values – the very foundation of our democratic societies – that are under threat."

2.1. Today's profoundly uneven inheritance

In the absence of sufficiently detailed inheritance statistics or specific surveys since 2006, the simulations carried out by Dherbécourt *et al.* (2021) in a paper for the CAE (Economic Analysis Council) clearly reveal that inheritance is highly unequal in France. Among the approximately 800,000 members of a generation born around 1960, half will receive less than €70,000 in total over their lifetime; fewer than 10% of individuals will receive more than €500,000, fewer than 1% more than €1.4 million, and fewer than 0.1% more than €4 million. The top 1% (8,000 individuals) will receive an average of €4.2 million, whilst the wealthiest 0.1% (800 individuals) will receive €13 million.

Although these significant disparities came to light in the midst of the French presidential campaign in late 2021, they did not, at the time, seem to trouble the right-wing candidates, who have often campaigned for the abolition of wealth transfer taxation, at least for direct descendants (Masson, 2023).

2.2. Definitions

How exactly can we define a society of inheritors? In the most common sense of the term, it is a society in which (material) inheritance – distributed extremely unevenly – plays a massive role in the accumulation of wealth and, more broadly, a decisive role in financial and social success. Inheritance can even become the primary vehicle for the intergenerational reproduction of a class structure, pitting inheritors against non-inheritors in particular. The rich are most often the descendants of the rich.

An inheritance society is generally contrasted, as in Baudelot (2011), with a meritocratic society, where success is, on the contrary, linked to talent and skills, to effort and motivation, and must be proportionate to 'social merit' (Durkheim), that is, to what one contributes to the community in addition one's individual success.⁴

⁴ I am merely pointing out the difficulties inherent in this definition of a meritocratic society. It selects the 'best': but best at what, and how does one measure merit? Success depends solely on the individual, but this overlooks the influence of the social and cultural capital passed down through that person's family. Finally, a society without inheritance (or with equal inheritance), if it is too individualistic, can turn into a competitive, harsh and traumatic jungle.

The fact remains that reaching the pinnacle of the social hierarchy is not necessarily everyone's primary goal in life. Complementing the first definition, a second definition of a society of inheritors would be one in which life without inheriting wealth is often limited, stunted or indeed brutal. This was the case in Balzac's time, when reaching the top of the social hierarchy without receiving inheritance was a feat in itself. In *Le Père Goriot* (1835), Vautrin tells the young Rastignac that a brilliant career, in law or medicine for example, will get him nowhere without an inheritance, or more precisely, marriage to a wealthy young woman. If one did not wish to set off for the colonies to try to make a fortune, one should not be constrained by morality, as Vautrin further emphasises: "The secret of great fortunes without apparent cause is a forgotten crime, because it was committed in the right way."

2.3. Has modern-day France once again become a society of inheritors? Two references

It is partly a matter of degree. We might compare present-day France with what it was like during the first post-war decades on the one hand, and with the Belle Époque on the other.

Today's France is *far more* a society of heirs than it was during the post-war boom. At that time, the country needed rebuilding; growth was strong, the importance of inheritance was modest, and the consumer society was on the rise. There was a belief in progress, unprecedented prosperity, full employment and peace (after 1962). It was a forward-looking society, where one could reach the top of the social hierarchy through one's own efforts alone and where a life without inheritance was entirely conceivable. Not everything was rosy, however, and differences in inherited social and cultural capital were already playing a key role, if only in academic success, as amply demonstrated by Bourdieu and Passeron's (1964) book *Les héritiers*.

Present-day France is, however, still *a long way* from the society of inheritors of Balzac's era or during the Belle Époque, when wealth was extremely concentrated – the top 1% owned 60% of total wealth (compared with a quarter today) – and when the middle classes were very much in the minority. Above all, in 1910, *the welfare state was virtually non-existent*. According to [Figure 2](#) taken from Piketty (2024), state tax revenues accounted for less than 10% of national income in Western Europe (France, Germany, Sweden, the United Kingdom), and were primarily allocated

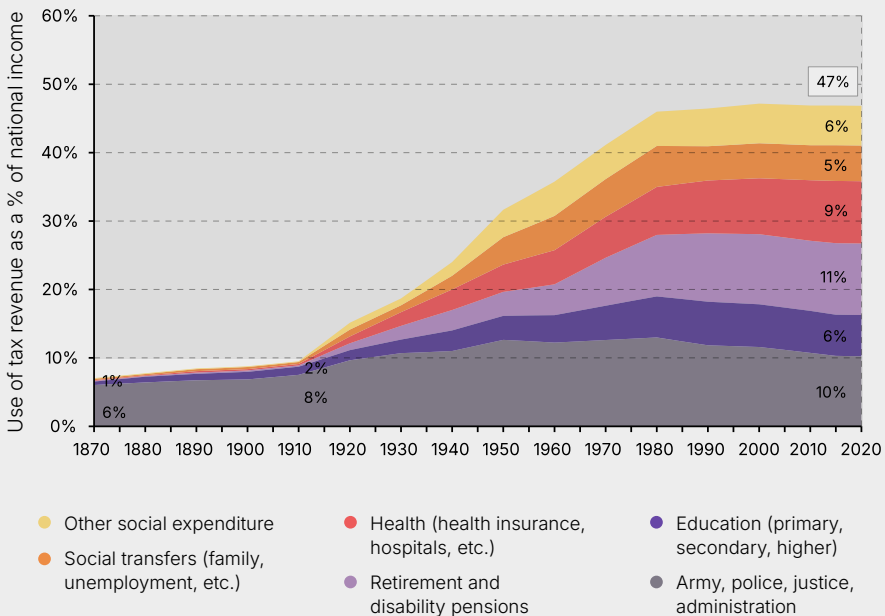
⁵ National (net) income deducts capital depreciation (around 15% of GDP) from gross domestic product and is further adjusted by the net income from capital and labour received from or paid to the rest of the world.

to state expenditure (the army, police, the legal system, public administration, infrastructure).⁵ Without inheritance, it was sometimes difficult to survive, and hopes of social advancement were very limited: expectations of inheritance were crucial and a source of anxiety and violence.

The rise of the welfare state between 1910 and the 1980s-1990s – with increasing spending on education, healthcare, pensions, family support and unemployment – means that tax revenue now accounts for 47% of national income (whilst core government expenditure accounts for just 10%). Life without an inheritance is much easier today than it was in the past, thanks to public services and social redistribution. Nevertheless, social and education expenditure has remained stagnant in relative terms since the 1980s.

FIGURE 2: THE RISE OF THE WELFARE STATE
EUROPE, 1870-2020 (SOURCE : PIKETTY, 2024)

Percentages of national income



2.4. Worrying signs for the future

The future is nevertheless cause for concern, with an increasing number of warning signs pointing to a deterioration in the situation.

Firstly, inheritance in France in 1900 can be seen as a partial failure of the French Revolution, which did not truly succeed in abolishing the society of privileges of the Ancien Régime. However, people inherited their wealth in that era at a young age, on average around 25. By contrast, today's society marks a *continuing deterioration* compared to the society of the post-war boom, which was characterised by upward social mobility. Furthermore, inheritance occurs much later: transfers often take place between the very elderly and the already old.

Furthermore, the great wealth transfer resulting from the death of baby-boomers risks turning France into a society of inheritors if it is not channelled in some way (see § 1.3). On the one hand, inheritance will play an increasingly important role, and it will be harder than it is now to reach the top of the income or wealth hierarchy by relying solely on one's own efforts. On the other hand, younger generations are finding it increasingly difficult to capitalise on their qualifications and to rent accommodation or buy property in major cities without their parents' help. And males without qualifications find themselves in an increasingly worrying situation from one generation to the next (d'Albis, 2019).

Finally, the risk of reverting to a true society of inheritors would come from the pressure on public spending in a situation of budgetary austerity, such as the one we are experiencing today. The necessary long-term restoration of public finances could involve reducing the most vulnerable public expenditures, namely *social spending*. The benefits of the welfare state would be diminished. While some will receive massive inheritances, others, along with their children, will have to fend for themselves as best they can in a deteriorating social context.

The political challenges posed by the advent of the great wealth transfer and the scale of public debt are therefore of considerable significance. Inheritance tax is one such issue.

III. THE (HISTORICAL) PUZZLE OF WEALTH TRANSFER TAXATION

III. THE (HISTORICAL) PUZZLE OF WEALTH TRANSFER TAXATION

Inheritance is highly unequal, but wealth transfer taxation yields only limited revenue and does little to reduce inequalities in wealth. Yet the tax has become very unpopular. A look back at history shows that it used to generate much more revenue (as a percentage of total tax revenue) but was nevertheless much more widely accepted.

3.1. Wealth transfer tax yields remain low despite a growing tax base

Today, of the €400 billion generated by the annual flow of wealth transfers (inheritance and gifts) in France, the state collects only €20 billion, or around 5%. And this rate falls to 3% for transfers to direct descendants: the 10% of estates involving indirect descendants, which are taxed much more heavily (55% for a nephew or niece, 60% for a third party outside the family, above minimal exemption thresholds), account for more than half of total inheritance tax revenue. France is nevertheless the OECD country that taxes inheritance the most as a percentage of GDP, at 0.75%.

Table 1 illustrates the significance of blood ties in the tax system: tax allowances, which introduce progressive taxation from the bottom up, are much higher for direct descendants than for indirect descendants or third parties outside the family: the tax system is highly discriminatory depending on the family relationship. Testamentary freedom is further restricted by the reserved portion granted to children (or the surviving spouse). Table 2, on the other hand, reveals a high degree of theoretical top-end progressivity for gifts and inheritance in the direct line, with seven successive marginal rates up to 45% (above €1.8 million).

Although already complex, these two tables are greatly simplified. The French tax scale thus attempts to strike a balance between family values (protecting children) and social justice (progressive taxation). We will return to this point in § 5.3. However, taxation is increasingly becoming 'eroded' and has a relatively low effective progressivity, due to a series of *tax loopholes* (life insurance, the Dutreil pact for the transfer of family businesses, gifts with reservation of usufruct, etc.), allowances and other schemes that primarily benefit the wealthiest (see § 3.2).

In the past, wealth transfer taxation generated far greater revenue, accounting for as much as 7–8% of tax revenue in France in 1910, and was still over 4% in 1930, compared with 1.5% today, even though the tax base – the annual flow of estate transfers – has increased significantly. Over the long term, despite the growing scale and ageing of wealth, a similar decline has been observed elsewhere, leading to the abolition of the tax in a number of countries, particularly in Europe since 2000 (Portugal, Sweden, Slovakia, Austria, Norway, the Czech Republic, Switzerland at federal level, Russia and, to a large extent, Italy). Across all OECD countries, the average share of inheritance tax in total tax revenue fell from 1.1% in 1965 to 0.5% around 1980, then to 0.4% in 1995. Since then, this weighted average has fluctuated between 0.3% and 0.4% despite the expansion of the tax base. No country has actually introduced or reintroduced inheritance tax for nearly half a century.

If we exclude South Korea, France is by far the country where wealth transfer tax as a percentage of total tax revenue has risen the most since 1965 (from 0.5% to 1.5%), but the average effective tax rate – that is, the share taken by the state – has fluctuated around 5%. The rise in wealth transfer tax revenue is therefore attributable purely to a base effect, with the effectiveness of the tax scale remaining broadly unchanged. Elsewhere, the share of inherited wealth taken by the state has fallen.

TABLE 1: THE INHERITANCE TAX SYSTEM IN FRANCE
TAX ALLOWANCES BASED ON FAMILY RELATIONSHIP

Family relationship	Current tax allowance in euros since 18 August 2012
Child	100 000
Ascendant	100 000
Person with a disability	159 325
Gifts between spouses, whether married or in a civil partnership*	80 724
Grandchild	31 865
Brother - Sister	15 932
Nephew - Niece	7 967
Great-grandchild	5 310
All others	1 594

**Cash donations
if the donors are under 80 and the recipients are of legal age**

Child, grandchild, great-grandchild or, failing that, nephew or niece	€31 865
---	---------

* For deaths occurring on or after 22 August 2007, surviving spouses and civil partners of the deceased (provided there is a will) are exempt from wealth transfer tax.

TABLE 2: THE INHERITANCE TAX SYSTEM IN FRANCE
TAX RATES ON GIFTS AND INHERITANCES

Proportion of the net taxable Amount after deduction	Rate	Proportion of the net taxable Amount after deduction	Rate
Inheritance in direct line (children, grandchildren, parents and grandparents)		Gifts in direct line of descent or between spouses and civil partners**	
< 8072	5 %	< 8072	5 %
from 8 072 to 12 109	10 %	from 8 072 to 12 109	10 %
from 12 109 to 15 932	15 %	from 12 109 to 15 932	15 %
from 15 932 to 552 324	20 %	from 15 932 to 552 324	20 %
from 552 324 to 902 838	30 %	from 552 324 to 902 838	30 %
from 902 838 to 1 805 677	40 %	from 902 838 to 1 805 677	40 %
> 1 805 677	45 %	> 1 805 677	45 %
Between brothers and sisters		Others	
≤ 24 430	35 %	between relatives up to the 4 th degree	55 %
> 24 430	45 %	between relatives beyond the 4 th degree and non-relatives	60 %

** Gifts made less than 15 years before death are included in the estate.

3.2. Effective progressivity is increasingly limited by tax loopholes

⁶ See Masson (2025), Chapter VIII.

Let us provide a brief overview of the mechanism at work through the two most significant – and particularly complex – tax loopholes: life insurance and the Dutreil Pact for the transfer of businesses.⁶

- Initially, there is usually a valid reason for creating a tax loophole, provided it is used in moderation.
- Generally speaking, the situation then deteriorates due to tax optimisation or tax avoidance (whether legal or not), which is mainly practised by the wealthiest individuals.
- Hence the difficulty in narrowing the scope of the tax exemption to restore its original justification or purpose, particularly as there is strong resistance to such restrictions. From this standpoint, capping tax exemptions is often seen as a crude and unsatisfactory stopgap measure.

Life insurance with a diverse range of products

Life insurance serves three objectives that are more or less specific and more or less intertwined:

- 1) **The protection of widows and orphans**, which is particularly the case with term life insurance – a ‘non-refundable’ policy if the insured survives to a specified age –, which seems particularly justified if one is the sole breadwinner in the household and has a large family;
- 2) **Pension provision**, which is particularly the case with endowment life insurance, which competes here with retirement savings products;
- 3) **The transfer of assets**, whereby the investment benefits from a more favourable tax regime and allows the statutory reserve share of children to be bypassed: whole-of-life insurance, in particular, acts in France as a safety valve for the freedom to dispose of one’s estate as one sees fit.

Since 1980, insurers have managed to blur the lines, using the highly valued Objective 1 to secure favourable transfer conditions for all life insurance policies. Objective 1, which serves a niche purpose, should remain as such, whilst Objective 3 – which allows the wealthiest to avoid tax – should be abolished. As things stand, however, it is difficult to categorise investments according to these objectives: a reform of life insurance is needed that clearly distinguishes the reasons for holding such policies. Furthermore, life insurance should not primarily be used to repay public debt, but rather for investments in the future.

The annual revenue loss to the state resulting from tax advantages granted to life insurance has been estimated (excluding tax incidence) at €5 billion per year by Dherbécourt *et al.* (2021).

The Dutreil Pact on the transfer of family businesses

Until the late 1990s, the transfer of business assets was particularly disadvantageous in France, especially in the case of unlisted SMEs. Initially recommended by the European Commission, measures were introduced to provide certain tax exemptions for business transfers, culminating in the 2003 Dutreil Pact, which introduced an uncapped 75% allowance (applicable to all businesses regardless of size), provided that the heirs retain their shares for at least four years. The pact is a complex mechanism that allows, to a certain extent, the family business to be bequeathed to a single child whilst circumventing the reserved portion.

The original aim was to ensure the continuity of family businesses and to facilitate the handover of the business to a family member – a process that has always been less successful in France than in the German *Mittelstand*. The aim is also to avoid the growing risk of profitable businesses being bought out by speculative investment funds

(so-called 'vulture funds') or large foreign groups, in an increasingly competitive international market. Similar, if not more advantageous, mechanisms exist in neighbouring countries (Italy, Spain, Germany).

Having risen sharply over the past fifteen years or so, Dutreil agreements "are probably the tax scheme whose effects are most concentrated at the top of inheritance distribution, due to the extreme concentration of business assets", according to the CAE note by Dherbécourt *et al.* (2021). The scheme is undoubtedly the one that has been most abused by major entrepreneurs who have set up protective holding companies where, under the label of 'business assets', a multitude of personal assets appear alongside purely business assets. Its annual cost (excluding tax implications) was estimated at €0.8 billion by the Treasury, then at between €2 and €3 billion by the authors of the CAE note in 2021, and finally at €5.5 billion for 2024 by the Court of Auditors in 2025.

The authors of the CAE report believe that the solution would be "a very significant reduction, or even the abolition, of the Dutreil exemptions", which would involve, in particular, "capping the use of the Dutreil schemes for very large companies". The problem in France, however, is the low percentage (less than 20%) of family successors, compared to that of Italian family businesses or the German *Mittelstand*. The solution could be to broaden the pool of potential buyers in France (company employees, professionals in the sector, etc.) beyond the family circle. In this case, by revisiting the issue of the statutory inheritance rights of direct descendants, it would require a complete overhaul of the law governing business transfers.

3.3. Wealth transfer taxation has become very unpopular, whilst the former wealth tax remains the tax most favoured by the French

Despite their low rate, wealth transfer taxes have become highly unpopular. There are three key points to note regarding this unpopularity (Masson, 2025).

Firstly, this unpopularity is *very strong* today. Current opinion polls, which are regularly repeated, show that over 80% of French people believe that 'inheritance tax should be reduced, as parents should be allowed to pass on as much of their wealth as possible to their children'. Moreover, this sentiment is widespread, affecting all countries and, within each, all social classes, including those whose prospects of inheriting are 'objectively' limited and should therefore fall below the tax threshold. The explanation often put forward – namely that inheritance tax is 'unpopular because it is misunderstood' due to its complexity and the fact that it rarely comes into play during one's lifetime – does not hold water: the tax was much better tolerated in the past, even though it was no better understood.

The unpopularity of inheritance tax is, in fact, *a recent phenomenon*. The tax was adopted by all developed countries during the 18th and 19th centuries and became progressive everywhere around 1900, driven by the favourable *Zeitgeist* of the time. In the interwar period, the tax generated a much higher percentage of tax revenue than it does today, yet it remained widely accepted. Although its revenue declined in relative terms, its popularity remained high throughout the 1950s and even into the 1960s. The *shift in public opinion* occurred during the 1970s:

- **In 1972 in the United States:** the presidential campaign of the Democrat George McGovern, who advocated a significant increase in inheritance tax, was a failure, much to the relief of Nixon and the Republicans (Beckert, 2012). In the 1980s, however, the consensus among Republicans, particularly within the Reagan administration, was that inheritance tax – which they considered an undeniably unfair and immoral tax – was here to stay, as its abolition did not appear politically feasible.
- **In 1978 in France:** the report by the ‘three wise men’ (Ventejol, Blot, Méraud, 1979), which advocated a reduction in inheritance tax for small and medium-sized estates and a sharp increase for larger ones, sparked a public outcry even though, objectively speaking, it benefited a large majority of the French population. The backlash was so severe that there were no further significant wealth transfer tax reforms until the arrival of Nicolas Sarkozy, who went on to reduce the tax in 2007 (TEPA Act).

The third point is that in France today, the former ISF (annual tax on wealth) remains by far the most popular tax (80% in favour), whilst inheritance tax, despite being relatively similar, has become the most widely criticised tax (80% against). At first glance, one solution seems obvious: to transform inheritance tax into an ‘inheritance-wealth tax’ that would target only the largest estates. Such an increase in inheritance tax would serve as a substitute for the defunct ISF and would be all the more justified given that although wealth may be the result of one’s own efforts, inheritance rarely is. The paper by Dherbécourt *et al.* (2021) thus proposes a radical reform of inheritance tax that would allow “99% of heirs to benefit from or remain unaffected by the reform, whilst generating substantial additional revenue (in the region of €10 billion) and increasing progressivity beyond the top 1% of total wealth received”: the new tax would hit large heirs much harder than the current one but would otherwise benefit “the vast majority of French people”; it would replace the former ISF whilst benefiting from the latter’s popularity. The 2022 election campaigns, however, showed that this prediction by the authors of the paper was largely wishful thinking. In September 2024, a proposal by Oxfam, which aimed to heavily tax “super-inheritances, the tax windfall of the ultra-rich” by drawing heavily on the previous reform scenario, also failed to garner widespread support.

The French (excluding the wealthiest) are not, however, 'irrational': the fact is that they are driven not only by their own self-interest (85% do not pay inheritance tax in the direct line of descent) but also by *family values* (Landier and Thesmar, 2021). These values have become more prominent following the rise of the 'wealth-oriented family' concept in two stages (see § 1.1): the first, from 1950 to 1980, saw the emergence of a wealth-oriented middle class and the spread of a sociocultural norm to be passed on; the second, since 1980, has seen a retreat into the family, regarded as a safe haven and an investment (including in terms of wealth), the last reassuring anchor in an uncertain, chaotic and fragmented world. The question that remains is whether we should, and whether we can, change these family values.

IV. TESTAMENTARY FREEDOM AND THE HEREDITARY RESERVE

IV. TESTAMENTARY FREEDOM AND THE HEREDITARY RESERVE

The issues raised by the distribution or allocation of wealth transfers, whether through gifts or inheritance, are a matter of civil law (as opposed to tax law), which economists are often not aware of. Economists tend to take the existing rules of succession in the country in question as a given, whether these are highly restrictive (such as the reserved portion for children in continental Europe) or allow the testator considerable freedom, as in Anglo-Saxon countries. Together with marriage practices (do the wealthy marry amongst themselves?) and differences in fertility rates across social classes, the inheritance rules in force nevertheless have a significant influence on the impact of inheritance on wealth inequality and its reproduction from one generation to the next. Following the French Revolution, the equal inheritance imposed among children was thus intended to satisfy three imperatives: to promote a nation of small property owners by dividing up fortunes; to establish a minimum of social justice; and to curtail the authority of the father, once absolute, which often led to male primogeniture or the right of the eldest son. The Civil Code of 1804 partially reversed this strict equality by introducing the 'disposable portion', which varies according to the number of children and can only be exercised by will.

As these relatively complex rules of inheritance vary greatly from one country to another, I shall once again focus on the French situation by briefly addressing three questions. How does the French administration ensure, in practice, that children receive equal shares of their parents' estate? What options are available for charitable donations or bequests in our country? Finally, what are the current trends and debates regarding the relaxation of the reserved portion, which would allow for greater freedom in making a will?

4.1. The principle of equal treatment among children, or how to adjust assets received in the past

The tax system generally has a 'limited memory'. In France, for example, gifts made more than 15 years before inheritance (or another type of transfer) are 'forgotten' and not included in the estate, which has significant implications given the progressive tax scale and high exemption thresholds for direct descendants (€100,000 per parent and per child). This period was only six years in 2007: spreading out transfers over time was therefore much more effective for avoiding tax.

Civil law, on the other hand, *forgets nothing*: in the absence of a will, the total amounts received by each child from parents during their lifetime must be equal. This is in fact the rule in most developed countries today, but it is particularly significant in France, where wills are far less common than in Anglo-Saxon countries, for example, and where equal division amongst children has been seen since the Revolution as a symbol of the abolition of primogeniture and the privileges of the Ancien Régime. The problem is how to take into account, when dividing up the estate, a gift received by a child 20 or 30 years earlier.

French law goes to great lengths to avoid this thorny issue. In particular, it provides for *donation-partage*, whereby the children receive shares of equal value at that time. The post mortem estate will then be divided equally amongst the children at a later date. The law ensures that the shares are of equal value at the time of the gift, but expressly stipulates that this settles all claims, with the subsequent fate of the various shares being irrelevant: it matters not if the farm received by one child subsequently falls into disrepair whilst the house received by another increases significantly in value; only the initial equality is to be considered. However, particularly if they are the heads of a large family, parents do not necessarily have the financial means to carry out such a shared gift, for example if they wish to pass on their high-value business to one of their children during their lifetime. Otherwise, the procedure is strongly recommended by notaries, as it avoids any subsequent disputes.

In the absence of *donation-partage*, however, the estate administrator or notary faces a quandary. In most cases, the nominal value of the asset received at the time will be used (revalued if necessary if it was clearly underestimated at that date). This approach was understandable in the 19th century, in the absence of inflation, at least for property retained in its original state (tracking the volatile trajectory of a financial asset since its receipt is sometimes a daunting task). It is more questionable today, a point raised by notaries who observe that compliance with the equal share rule, once 'strict', is much more 'flexible' nowadays.

Incidentally, economists face the same problem of capitalizing assets received in the past when they seek to calculate the ‘inherited share’ of total wealth held at a given point in time, in a particular country or within a generation today. This *statistical* measurement allows for certain approximations. The debate dates back to Larry Kotlikoff and Franco Modigliani in 1988. Both authors agree on taking the real-term value, adjusted for inflation, of assets received in the past. Modigliani simply includes this value in the inherited share of wealth. Kotlikoff considers that the returns generated by the inherited wealth (income or capital gains) since then must also be included: the amounts received in the past must therefore be capitalized to the present day at a long-term interest rate (net of capital depreciation). For a real interest rate of 2.3%, an inheritance received 30 years ago – roughly equivalent to the intergenerational age gap – counts for twice as much for Kotlikoff as it does for Modigliani. Alvaredo, Garbinti and Piketty (2017) focus primarily on how this share of inherited wealth has changed over time. These authors adopt Kotlikoff’s convention, which, however, results in an inherited share exceeding 100% for France throughout the 20th century, including during the 1950s to 1970s, when a wealth-owning middle class nevertheless emerged (§ 1.1). They therefore, *by convention*, adjust any individual measure exceeding this value down to 100%. Their assessment of the share of inherited wealth for France thus involves an inevitable degree of arbitrariness: it is far more valuable for its relative variations – between countries or over time – than in terms of absolute levels, which are unreliable (*cf.* § 1.2).⁷ Furthermore, these authors offer only ‘provisional and exploratory’ estimates from a statistical perspective; they do not claim to disentangle the components of inherited and self-accumulated wealth at the individual level – something that French law would theoretically require in order to ensure equal inheritance among children...

⁷ See Masson (2025), Chapter VI.

It should also be emphasised that the issues mentioned above, relating to equal division of assets among children⁸, are not convoluted theoretical cases but form part of notaries’ *day-to-day* practice and prove particularly acute in divided families. This applies, for example, to *intra-family ‘viagers’*, a central theme of the proposals put forward at the Notaries’ Congress in September 2023 in Deauville.⁹ The viager sale allows an elderly person to ‘monetise’ their home whilst continuing to live there. The seller receives a lump sum, known as a ‘bouquet’, and possibly a life annuity until she dies, the amounts of which depend on the market value of the property minus the loss of usufruct for the buyer – a loss that depends on the interest rate and, above all, on the life expectancy attributed to the seller. The law permits the viager sale of a property to a child, a transaction which, in the eyes of notaries, offers a threefold advantage: providing additional resources for the elderly parent (to adapt their home or cover healthcare costs); keeping the property within the family (whilst avoiding the complications arising from its sale); and preserving or fostering family solidarity, particularly a special relationship with a child in divided or broken families. There is, however, a catch.

⁸ The division of the estate between the surviving spouse and the children, a situation with which many notaries are regularly confronted, can pose even more thorny problems.

⁹ See Masson (2025), Chapter X.

¹⁰ I suggested at this conference that the proposal of notaries could in some cases unduly benefit the child-buyer, for example in a situation where an elderly parent, upon learning that they have been diagnosed with a terminal illness and have only two years left to live, opts for a viager with a low lump-sum payment but high life annuity payments. The response was that it would be up to the notary, who would be given a margin of interpretation, to assess the situation carefully...

Consider the example of a frail elderly person with limited means who has two children: one who looks after her regularly and with whom she is close, and the other who lives far away, never helps her, and will come only to claim their share of the inheritance upon her death. Selling the property on a viager basis to the child who provides care would be a solution. Whilst civil law permits such a sale, it nevertheless treats it, given the close ties between the two parties, as a (disguised) gift: this is Article 918 of the Civil Code. Unless the other child accepts the sale, it will therefore be treated as a gift and counted to the detriment of the purchasing child in the division of the estate. To remedy this common injustice, notaries proposed at their 2023 Congress that Article 918 be repealed by removing the “irrefutable” presumption of a gift, which acts as “a barrier to the development of viager sales as an expression of family solidarity and thus to the financing of long-term care [by the family]”. The authorities did not act on this.¹⁰ In any case, this example shows why notaries, whilst committed to the principle of equal shares for children, would in practice often favour relaxing this rule.

4.2. The options and procedures for charitable gifts or bequests (in France)

To what extent is it possible today in France, by means of a will, to make charitable gifts or bequests outside the family to foundations, institutions or non-profit organisations, that are recognised as being of public utility in the artistic, scientific or social fields, for example? A significant proportion of these organisations (such as the Pasteur Institute) are exempt from inheritance tax:¹¹ the assets donated or bequeathed go in full to the organisation concerned. It is therefore not very difficult to find a ‘cause’ that is exempt from tax. The statutory share of the estate reserved to the children, or to the spouse if there are no children, constitutes, however, a significant limitation: only the disposable portion may be transferred to charitable causes. The loophole is life insurance, provided the organisation is named as the beneficiary (this accounts for a quarter of the amounts transferred, with the remainder comprising donations or bequests from estates). Around 15% of deceased persons have no heirs entitled to the reserved portion (having neither children nor a spouse) and can therefore bequeath their entire estate to charitable causes. Charities and foundations are particularly in need of charitable donations or bequests, which are often larger than standard gifts, to secure their funding and organise their activities in the long term. Yet they find themselves in an even more precarious situation today, as the replacement of the ISF (annual wealth tax) by the IFI (tax on real estate) has led to a decline in donations.

¹¹ Other associations or foundations recognised as being of public utility pay the same inheritance tax as that applicable between siblings: above an exemption threshold of €15,932, the tax rate is 35% up to €24,430, and 45% on amounts above that. For those not recognised as being of public utility, the rate that applies is 60% (above €1,594), as for a distant relative or a third party to the family. It’s all rather complicated!

Some wealthy French people envy the freedoms enjoyed by their American counterparts in this area. In the newspaper *Libération* (6 December 2004), the economist Etienne Wasmer had already

suggested that “individuals should be able to bequeath part of their estate to academic institutions in exchange for having a building or section of a library named after them”, as is customary across the Atlantic.

In the United States, specifically, estate tax offers almost complete testamentary freedom, allowing people to disinherit their children, and over 70% of Americans draw up wills (even though, in the majority of cases, these are used to ensure an equal division of the estate amongst the children). Charitable donations and bequests are much more common than in our country. In particular, for nearly half a century, from the early 1930s until around 1980, estate tax was highly progressive, with top marginal rates of around 70-80%, but provided a loophole for the wealthy, through charitable giving. To avoid (or pay) the tax, the wealthiest could make use of tax-exempt charitable bequests, meaning that very large estates were ultimately taxed less, proportionally, than large ones.¹²

¹² US exemption thresholds are currently very high, at \$11 million for a single person and \$22 million for a couple, and the rate applied to amounts above these thresholds has been reduced to 40%.

What could be done if we wanted to develop a ‘French-style philanthropy’ on a larger scale? One possible approach would be, once again, to relax the rules on children’s reserved portion of an estate, for example by capping its value (there have been attempts to do this). Conversely, abolishing inheritance tax might significantly dry up the source of charitable funding, as such transfers would lose their comparative tax advantage. This applies in particular to childless households, the preferred ‘target’ of foundations and associations: the maintenance of a highly discriminatory tax regime for indirect lines of succession (55% for a nephew or niece, 60% for a third party) remains a valuable safeguard for the private funding of these organisations, which are supposed to make good the shortcomings in social protection and national solidarity.

4.3. Current trends and debates (in France)

The debate in France between granting much greater freedom to dispose of one’s estate and maintaining the children’s reserved portion of the estate, as well as a tax system that discriminates according to kinship, has a strong *ideological* dimension: the disagreements centre on values (particularly family values) and, even more so, on the underlying worldviews, as we shall see in the following section 5. Proponents of absolute property rights – that is, the free disposal of one’s assets extending beyond death – argue that the deceased’s last wishes take precedence over all other considerations, even if the deceased wishes to bequeath their estate to their dog (or cat, as in the case of Karl Lagerfeld). For family-oriented advocates, inheritance must instead protect the spouse and children: the parent-child relationship should be prioritised both for tax purposes and in civil law (through the reserved portion). In the tradition of the French Revolution and its opposition to primogeniture, social reformers, on the other hand, would prefer to maintain equal

inheritance rights among children, but might be in favour of certain charitable gifts or bequests, provided that the 'cause' supported reduces social inequalities.

Economists can certainly offer their own perspective, but they have no comparative advantage in this debate. Two counter-arguments, however, are worth mentioning; these relate primarily to *practical* considerations and are rarely discussed.

The will as an arbiter of peace

The first point follows on from the previous discussion. As is evident from standard notarial practice, strict adherence to the children's reserved share leads to unmanageable complications, resulting in poorly apportioned shares, and can result in solutions that are unsatisfactory from the point of view of morality or fairness, particularly when an ungrateful child, long estranged from their family, nevertheless comes forward to claim the inheritance 'due' to them.

A well-drafted, uncontested will drawn up by the parent would resolve many of these potential complications and injustices, which would be no small step forward. One would simply need to follow the instructions in the will, without any possibility of challenge, assuming that the parent's wishes are well-founded, or at least legitimate: what is fair is what the testator wishes... Admittedly, this would disregard cases of parental arbitrariness, but the current prevalence of the socio-cultural norm of more or less equal division amongst children – the product of a long historical tradition – would, it is hoped, make such cases few and far between. And it would be the notary's responsibility to identify cases that are too contentious. The introduction of testamentary freedom in France could even be reinforced by a requirement to draw up a will once a certain level of wealth is reached.

Testamentary freedom as a driver of gender inequality

The second argument, on the contrary, contests the freedom to leave one's estate as one wishes: current inheritance practices (such as those following separation or divorce) often remain sexist *despite* the equal statutory share of the estate between brothers and sisters. This, at any rate, is what Bessière and Gollac (2020) assert loud and clear in their book, aptly titled *The Gender of Capital*.

A brief overview of French history is required here. The Revolution established equal inheritance rights for brothers and sisters (legitimate children at the time), but this equality remained largely nominal for a long time. Women effectively had the status of *minors* in matters of wealth throughout the 19th century. The Civil Code placed unmarried girls and married women in a position of economic

subordination, with the management of money and property reserved for fathers and husbands. In fact, the practice of providing daughters with a dowry upon marriage (a prerogative of their fathers) flourished throughout the 19th century and even long afterwards, with dowries soaring between 1870 and 1910, only truly dying out in 1970. Married women were not legally able to dispose of their own wages until 1907. Legally, women were not granted true financial autonomy within the marriage until 1965, when they became free to open a bank account, pursue a career and manage their assets without their husband's permission. In 1985, complete gender equality was finally introduced, with the Civil Code no longer referring to 'husband' and 'wife' but to 'spouses', who each have the same rights in the management of the family's assets.

These legal changes are, however, recent. It is understandable that current laws cannot easily dismantle patriarchal traditions that have been firmly established for a long time in certain regions of France, particularly with regard to inheritance. This is demonstrated by Céline Bessièrè and Sylvie Gollac. Their study focuses on families (in the Cognac wine-growing region, for example) where patriarchal reproduction strategies entail unequal treatment of brothers and sisters. Inheritance practices organised by sympathetic, if not complicit, solicitors aim, by circumventing the statutory reserve, to satisfy this imperative through sexist arrangements with a view to 'preserving family harmony'. Following a 'reverse accounting' approach, 'structural assets' (the family business, but also real estate and land) are first passed on to the sons (often the eldest), who are deemed best suited to manage, preserve and pass them on. Financial compensation is then negotiated, which the beneficiaries of these assets must pay to the other heirs, particularly their sisters, even if this means reducing the value of the structural assets as necessary to comply with the equality required by law or to stay within the limits of the disposable portion.

In such situations, ensuring that the shares remain equal among siblings clearly acts as a safeguard against the wishes of these patriarchal families – a safeguard that is admittedly far from perfect, but which nonetheless protects the daughters. Granting greater freedom to make a will would lead to even more unequal distributions.

These two practical arguments are compelling, but they pull in opposite directions. In the debate between the freedom to dispose of one's estate and the right of inheritance, it seems that, once again – as with taxation – it ultimately comes down to ideological oppositions.

v. TAXATION
AND REGULATION
OF INHERITANCE:
THE POWER OF IDEOLOGY

V. TAXATION AND REGULATION OF INHERITANCE: THE POWER OF IDEOLOGY

Inheritance tax is not like other taxes, where the optimal level and arrangements can be determined solely on the basis of the usual criteria: efficiency-equity trade-off, along with simplicity, willingness to pay and political feasibility. The reason for this lies in the specific nature of inheritance, particularly its existential (in relation to death) and familial (especially links of filiation) dimensions. These two dimensions are at the root of radical ideological divisions, with some arguing for the legitimacy of inherited wealth and others arguing for the legitimacy of taxing it.

5.1. Is inheritance taxation desirable (from an economic theory perspective)?

When economic theory overlooks these aspects, it generally concludes that inheritance tax, subject to the same valuation criteria as other taxes, is a *good tax* in terms of efficiency and fairness.

The editorial in *The Economist* (25 November 2017), entitled *The case for taxing death*, is entirely representative of this position. In terms of efficiency, inheritance tax is less distortive than income tax, which discourages work, or capital gains tax, which discourages saving. It is also less prone to tax exile than wealth tax. Furthermore, inheritance encourages idleness,¹³ does not favour the most competent and promotes rent-seeking behaviour and the formation of hereditary dynasties. In terms of equity, inheritance tax acts as a brake on the perpetuation of inequalities and injustice, as heirs have “rarely done anything to deserve the money they receive through this channel”, whilst ‘annual inheritance flows in France have tripled since the 1950s as a proportion of GDP.’¹⁴ The editorial in *The Economist* concludes that a more effective overall tax system would be achieved by increasing wealth transfer taxation, which would, in turn, allow for a reduction in other, less beneficial taxes.

In line with this pro-inheritance tax argument, the position taken by Cremer and Pestieau (2012) is even more forceful:

¹³ According to Holz-Rakin, Jouffaian and Rosen (1993), a single person who inherits more than \$150,000 in the United States is four times more likely to withdraw from the labour market than someone who inherits only \$25,000.

¹⁴ Let us add in its favour that inheritance tax applies to a natural transaction, involving a change of ownership that the state must guarantee, and that it does not affect the heir's own resources.

“Our basic goal is to finance government services with a tax that is efficient, fair and painless as possible. On all counts, it is difficult to imagine a better tax than the estate tax. Every euro we collect from it is one less euro we need to collect from some other tax that is worse in at least one of these dimensions”.

How, then, can we explain the low yield and the widespread unpopularity of this tax? The two authors specifically refer to the existential and family-related dimensions of inheritance, which ‘fall outside the scope of economic analysis’: a wealth transfer tax is described as a ‘death tax’ and a ‘virtue tax’ because it ‘touches upon family values that are so important in the culture of our societies’. Hence the weight of ideological opposition, which is a source of disagreement even among pro-social economists: some, such as Allègre *et al.* (2012), reject a redistributive tax on the grounds that it would raise overly complex issues; others, such as Cremer and Pestieau (2012), see it as a panacea for a fairer society that would reward merit; still others, such as Piketty (2021) as well as Saez and Zucman, place far greater emphasis on a progressive annual wealth tax (see Masson, 2025, Chapter XI).

5.2. Three ideological criteria

¹⁵ For a more detailed discussion of these criteria, which leads to the identification of six distinct philosophical traditions, see Masson (2026a and 2026b).

However, to fully grasp the significance of the ideology of inheritance in debates concerning its taxation or regulation, we must be more precise. Apart from the fact that it rarely intervenes in people’s lives, the phenomenon has three characteristics: it is intergenerational, familial and social. These three specific features correspond to three ideological criteria, which are partly interrelated.¹⁵

The preferred angle of approach: saver vs beneficiary

If we focus on the *beneficiary*, inheritance appears as ‘unearned’ windfall, a source of unproductive rent and inequality of opportunity, and as a key driver of the intergenerational reproduction of inequalities: substantial and progressive taxation will usually be necessary in order to redistribute property ownership across generations.

If one considers the matter solely from the perspective of the *saver* who is transferring assets, inheritance tax is often regarded as unjust, but for very different reasons:

- Either to uphold an absolute right of ownership – the freedom to dispose of one’s assets, including after one’s death – and, where appropriate, to ensure the continuity of economic activity when business assets are transferred. In this case, testamentary freedom should be as broad as possible.

- Or because one wishes to avoid penalising the virtuous savings set aside for one's children, the fruit one's flesh and blood. From this family-oriented perspective, wealth transfer taxation will be low or non-existent for direct descendants but higher for indirect descendants, and testamentary freedom will be doubly constrained: by this tax system, which discriminates according to kinship, and by the statutory share of the estate reserved for children.

The importance placed on family, filiation links and parental altruism

Overlapping in part with the previous one, this criterion gives rise to equally radical disagreements, particularly regarding taxation:

- A *neutral* inheritance tax system disregards all family ties: it depends neither on the form (gift or inheritance) of the transfer, nor on its origin (parents, relatives or third parties), nor does it concern itself with the reason for the transfer. It can therefore be applied freely, most often with the aim of reducing inequalities of opportunity in terms of wealth. This objective of social justice, detached from any personal ties, aligns with Rawls's conception of justice – a purely individualistic one – which disregards the family, kinship ties and civil solidarity. For Rawls (1993), indeed, his "theory of justice as fairness [relates exclusively to] the special domain of politics [which can be separated] from the domains of the associational (churches, universities, jobs and professions, clubs and teams), the personal (relationships between individuals) and the family (in its various roles)."
- Conversely, inheritance can be seen as purely a family matter and an expression of parental altruism, in which the state has no business interfering. From this perspective, taxation has no place in private matters, particularly when transfers are motivated by parental altruism, which some regard as a natural and universal inclination, as Montaigne did in his *Essays* (Book II, Chapter VIII):

"If there is any truly natural law, that is to say, any instinct that is universally and perpetually ingrained in animals and in us [...], I can say that, after the care each animal takes to ensure its own survival and to avoid what is harmful, the affection that a parent feels for its offspring ranks second in this order".

The legitimacy of testamentary freedom will, of course, be inversely proportional to the importance accorded to the family. Liberal-libertarians are the most committed to this individual freedom and condemn family-imposed restrictions on it, as exemplified by Gaspard Koenig (2024). Koenig asserts that everyone in France “should be able to bequeath their fortune to whomever they choose, whenever they choose, free from the ties of blood” and condemns the “biological rent” constituted by the reserved portion of an estate, which he sees as the result of...

“... the whole of Judeo-Christian culture and our attachment to the Civil Code, which hold us back: we remain wedded to a model in which the heir needs only be born [...] In this way, we perpetuate a static society [based on] the anachronistic idea that the family must be the basic unit of society.”

Conversely, other thinkers – including family-oriented thinkers, but also, on the left, Rousseau, Marx and Bakunin – oppose this individual testamentary freedom and the respect for the wishes of the deceased. The protection of children, and the interests of the family and society, take precedence over the testator’s wishes and demand that inheritance be strictly regulated. Montaigne expresses this most forcefully in his *Essays* (Book II, Chapter VIII):

“I, who make the laws, decree that neither you nor what you enjoy belongs to you. Your possessions and you yourself belong to your family, both past and future...”

The view of the social world

The final ideological criterion that shapes the taxation and regulation of inheritance is the triad of the free agent, equal citizenship and multi-solidarity world views. This triad can be seen as a social extension of the trade-off between efficiency and equity. Each view prioritises a value from the republican motto – freedom, equality or fraternity, which has become solidarity – and adopts a specific hierarchy and arrangement among the three pillars of well-being: markets; the welfare state and local authorities; or intermediary bodies, the family and civil solidarity (associations, guilds), and retains its own conception of the individual as an agent in the markets, a citizen in direct relation to the state, or a member of various communities. I shall summarise briefly (see Masson, 2026a).

The view of the *free agent* prioritises the market. It criticises the excessive influence of the state and the importance of social security contributions, which it claims hinder individual freedom: adults are urged to act as autonomous and responsible agents in the markets, providing for their own needs in old age through saving, working longer or taking out insurance. The primary value is freedom (to dispose of one's own affairs, to form associations, to own property, to trade or borrow, to bequeath assets or to undertake business ventures), with a primary focus on efficiency.

The view of *equal citizenship*, on the other hand, emphasises the state but is wary of the family and any personalised ties, which it sees as a source of inequality and arbitrariness (network effects, clientelism, etc.). It prioritises the direct bond of citizenship with the state that every individual maintains from a very young age (regardless of their social class, gender or background): even very young children are entitled to free nurseries and school meals. The needs and risks of every citizen are covered by public policies – social transfers as well as direct personal services – of a universal nature, which aim, in the interests of fairness, to reduce inequalities – not only in opportunities but also in living conditions. A strong welfare state must nevertheless empower citizens throughout their lives by promoting 'active' spending, particularly on education and training.

The view of *multi-solidarity* is based on the family and/or civil societies, and emphasises the benefits of cooperation within these groups, enforced where necessary. It is wary of markets, whose individualistic and blind mechanisms it condemns. Meeting life's needs and risks is primarily the responsibility of professional solidarity or solidarity among close relatives, as well as between generations. Dependent on others, both socially and across generations, the individual is understood, according to an identity-based logic of affiliation, as a 'member of' various 'families' (ranging from blood relatives to the nation and beyond), the difficulty lying in articulating these different levels of solidarity. Two variants can be distinguished: one, the family-oriented approach, emphasises the family and parental altruism; the other, the corporatist approach, focuses on certain civil societies, based on professional or social solidarity, for example.

We will examine two applications of these three ideological criteria, relating to the French moral dilemma between family values and social justice, and the most high-profile inheritance tax reform: the accessions tax. An appendix illustrates the difficulties faced by intergenerational models of optimal taxation that seek to transcend these ideological divides in order to arrive at an 'objective' assessment of the inheritance tax rate.

5.3. The French moral dilemma between family values and social justice

The paper by Dherbécourt *et al.* (2021) and the report led by Blanchard and Tirole (2021) are particularly attuned to the 'moral dilemma' repeatedly highlighted by opinion polls in France. On the one hand, a large majority of French respondents think it unfair that children who inherit wealth start life better off than others and condemn the inequality of opportunity created by inheritance. Yet on the other hand, an equally large majority also believes that even wealthy parents should be able to pass on their wealth without it being taxed, with the origin of the parents' wealth – whether they 'worked hard' to build it up or inherited it – making limited difference. These responses are not necessarily inconsistent. They reflect the conflict faced by respondents between two principles: one of social or meritocratic justice, and the other of family morality, rooted in the virtue of saving for one's children, between which individuals find it difficult to choose.

The fact remains that this 'moral dilemma', which is so widely discussed and commented on today, is *by no means new*, since it was thoroughly analysed by Émile Durkheim around 1900, at a time when inheritance tax was popular. On the one hand, in the preface to the second edition of his book *The Division of Labour in Society*, Durkheim (1901, p. XXXIV) writes:

'As long as there are those who are rich and those who are poor by birth, there can be no just contract, nor a fair distribution of social conditions.'

On the other hand, however, Durkheim (1900, p. 240) acknowledges that heredity 'offends' the sense of justice, except within the family where:

'A kind of conflict arises between our sense of justice and certain deeply ingrained family traditions [...]. We work just as hard to ensure our children's happiness as our own. Not being able to leave our possessions to our children would meet with fierce resistance. [Whilst there is] a significant inherent inequality of birth [...], we seek to make this inequality as little disadvantageous as possible to those we care about most; we even wish to make it positively favourable to them, for some are endowed with prior advantages, which places those who do not have these advantages in a state of obvious inferiority.' (p. 240).

Whilst the moral dilemma in question was as central to perceptions of inheritance in the past as it is today, it cannot, on its own, explain the relative tolerance for inheritance tax in the past and its widespread unpopularity today. There appears to have been a *shift in emphasis* between the two sides of the dilemma: whereas the principle of social justice was once paramount, it is now overshadowed by family values linked in particular to child-parent relationship. These values have become so pervasive that wealth transfer taxation is now perceived less than in the past as a means of reducing inequality of opportunity and the reproduction of wealth inequalities, but rather as a threat that stands in the way of parents' wishes and plans to pass on assets to their children with a view to perpetuating the transgenerational family chain (see § 3.3).

Similarly, we have seen that the French inheritance tax schedule does indeed represent a compromise between family values and social justice, but one that is increasingly being undermined by the proliferation of tax loopholes favouring the wealthiest, which 'erode' the tax and thereby reduce its effective progressivity (§ 3.1).

5.4. The most high-profile systemic reform: the accessions tax

The recent, succinct statement on inheritance by Yaël Braun-Pivet, the President of the French National Assembly – “that thing that falls from the sky; at some point, enough is enough” – can be interpreted directly in the light of the three ideological criteria mentioned, on which she takes a radical position. She stands solely on the side of the beneficiaries, makes no mention of the saver-transmitter or any family ties, and considers only the perspective of fairness. Inheritance tax, she says, must be strengthened to reduce intolerable inequalities of birth.

The reform of the accessions tax (or acquisitions tax) rigorously applies the same principles, focusing solely on inherited wealth, which is treated as an additional resource for the beneficiary and taxed as such in order to reduce inequality of opportunity in terms of wealth. The principle is to tax any new inheritance at an *increasing* marginal rate, based *solely* on the total amount of wealth already received, without any other considerations. The tax would be highly progressive. In countries where there is complete testamentary freedom, it would then be in the testator's own interest, in order to limit the share taken by the state, to bequeath their wealth to a number of people who have as yet received nothing or very little, which would lead to a beneficial inter-family redistribution of wealth.

First envisaged by John Stuart Mill (1848), the reform is front and center, having been proposed by Atkinson (2015) and taken up in the CAE paper by Dherbécourt *et al.* (2021), the report by Blanchard and Tirole (2021) and the OECD report (2021) on inheritance taxation. It is therefore this proposal for inheritance tax reform that we shall examine more closely.

The reform would involve setting up a *comprehensive personalised record of asset transfers*, in which every transfer received would be recorded, even after 30 or 40 years. The difficulties involved in updating such records would likely be a potential source of numerous disputes and conflicts ([see § 4.1](#)).

The account would also risk being deemed too intrusive, insofar as the recording of all transfers already received would work to the detriment of the individual concerned.¹⁶

¹⁶ Here in France, there are many personalised social security accounts relating to the arduousness of work, employment history and retirement, but all of them are 'positive' in the sense that they enable one to accrue entitlements: when taken into account, a summer job done as a student or temporary work in one's early years will increase the amount of one's retirement pension.

It would be a *neutral* wealth transfer tax: gifts would be treated in the same way as inheritances, and transfers to direct descendants would be treated in the same way as those to indirect descendants. This is already the case with the Anglo-Saxon estate tax, but in France it would be a real revolution: the knowledge that the tax would be as high for an early gift to a needy child as it would be for bequeathing the same amount to a distant relative of the deceased would clash with many people's moral values. In fact, the primary beneficiaries of the reform would clearly be wealthy childless households, who are currently heavily penalised (a rate of 55% for a nephew, 60% for a third party to the family, above minimal exemption thresholds).

Last and most importantly, this reform would not be compatible with the current Civil Code and the children's reserved portion of an estate, contrary to what Dherbécourt *et al.* (2021) briefly suggest. Some parents would lose control over their bequests: any transfer they were forced to make to a child who has already received a large amount would, to a significant extent, be appropriated by the state. Only childless households would not face this problem.

Too ambitious and complex, even in the view of its proponents, the accessions tax would be ill-suited both to current legislation and to French culture and would risk being highly unpopular and misunderstood. It would require a lengthy implementation process in order, eventually, to change the French people's mindset and abolish the reserved portion of an estate. The urgent challenges we face today do not allow for this ([see § 6.1](#)).

The reform would stand a better chance in Anglo-Saxon countries with an estate tax, where the tax system is non-discriminatory and there is extensive testamentary freedom. Yet it has never been introduced there, with the sole exception since 1976 of Ireland, where it nevertheless takes a hybrid form: the tax is not progressive (a flat rate of 33%), heavily favours direct line successions (which benefit from much higher exemption thresholds) and ultimately yields relatively little revenue, four times less than in France in proportional terms.

5.5. Other systemic reforms

I'll be brief on these other proposals. Like the accessions tax, the first two focus on received assets, which are regarded as an additional resource for the beneficiary and should be taxed in the interests of fairness, regardless of family ties.

Inheritance as an additional income subject to income tax

First proposed by James Meade (1964) and later taken up by John Rawls (2001), the principle is simple: whatever is received at a given time is treated as additional current *income* and taxed as such under a progressive income tax system. Inheritance tax (where it exists) would therefore be abolished. On the other hand, savers would enjoy complete testamentary freedom to dispose of their estate: if they wished to avoid tax, it would be in their interest to increase the number of beneficiaries, favouring those with the lowest personal incomes. Hence the name 'social inheritance' given to this tax.

This inheritance tax never came into effect, despite an attempt in the 1960s in Canada. There is, in fact, a major difficulty: from a tax perspective, the receipt of the inheritance would have to be spread fictitiously over several years to prevent the beneficiary from inevitably being subject to the top marginal rate (an average inheritance already corresponding to a very high annual income). What would be the optimal smoothing period? 10 years? 20 years? And what should be done about large inheritances?

The 'Rignano tax': imposing higher taxes on the transfer of inherited wealth

This tax has a long history, more so among philosophers than among economists. First proposed by the Frenchman François Huet (1853), it was elaborated upon by Eugène Rignano (1901), then taken up by Robert Nozick (1989) and, more recently, by Daniel Halliday (2018). The principle is twofold: (1) to tax more heavily inherited wealth, which was itself inherited by the parents – 'old money' – to prevent wealth from cascading from generation to generation and fostering the formation of dynasties of heirs; (2) to encourage saving and assets accumulated through one's own efforts over the course of a lifetime – that is, 'new money' – which would benefit from lower taxation but also from broad testamentary freedom.¹⁷

The idea appears particularly appealing, but the Rignano tax has never been tried. Its implementation would in fact encounter almost insurmountable difficulties, such as the impossibility at the individual level of consistently separating, within the bequeathed estate, the inherited portion from that accumulated through one's own efforts (see § 4.1).

¹⁷ See Masson (2025 and 2026a).

Taxing unrealised capital gains on transfers

In the interests of tax fairness and to boost public revenue, the idea is to tax *unrealised* capital gains, particularly on real property, at the time of transfer; these have never been taxed before and are currently 'written off' in France upon transfer. For tax purposes, wealth transfers would therefore be treated as a sale: in the case of inheritance, this would involve settling the saver's tax liability on their deathbed, much like a tax recovery on the estate. The proposed measure disregards family ties (tax neutrality) and prioritises fairness, but this time sides with the *saver*, which raises the question of the status conferred on inheritance tax.¹⁸

¹⁸ *Ibid.*

This could be abolished, as Canada has done since 1972 and as suggested by Allègre *et al.* (2012) for France, or retained, as proposed in the paper by Ouizille *et al.* (2024) for the Jean Jaurès Foundation, thereby opening the debate on the potential risk of double taxation.

This new tax would overcome a significant shortcoming in the French tax system but would have a number of drawbacks. It would not be progressive and would therefore do little to address the concentration of wealth. It would be highly distortive: savers would be encouraged to focus on their main residence, where capital gains are not taxed, and to place their money in quasi-cash assets or euro-denominated life insurance policies, rather than investing for the long term in products subject to capital gains or losses. Their savings would consequently become all the more 'inert'. Under the current system of capital gains tax on property, based on a sliding scale depending on the length of ownership (with the rate ranging from 35% in the first year down to zero after 30 years), savers would still be encouraged to delay the transfer of property.¹⁹

¹⁹ At the very least, the taxation of capital gains on property would need to be radically reformed, by significantly limiting the scope of exempt assets and, for example, making the allowance dependent not on the length of ownership but on inflation (only real capital gains would be taxed).

All things considered, these systemic reforms would face implementation challenges in France on a scale comparable to those of the accessions tax. They would be just as unpopular and would do no more to address the current urgent issues and inefficiencies.

vi. RECOMMENDATIONS

VI. RECOMMENDATIONS

The following two recommendations, on the contrary, aim to stop a gap by tackling these current emergencies and inefficiencies in France and Europe, which we will have first to highlight. Both are aimed at older savers. The first seeks to redistribute the risks associated with severe dependency – which are not covered by social security – among pensioners through mutualisation. The second, which is central, seeks not so much to take from wealthy older people as to encourage them to make their savings more long-term and dynamic in order to finance the major investments for the future needed today: the proposed inheritance reform is specifically designed to provide the necessary incentive mechanism.

6.1. Current inefficiencies and urgent issues

The most pressing priority is to manage, in one way or another, the great wealth transfer resulting from the decease of the early baby boomers, which will occur mainly over the next 15 to 20 years. If no large-scale action is taken, this wealth transfer, with its accompanying massive inequalities, will result in France becoming increasingly dominated by rentiers and inheritors ([see § 1.3](#)).

The second priority is of a political and ideological nature: the complete abolition of the wealth transfer tax now appears to be the simplest and most popular reform. Unlike the systemic reforms mentioned above, this has also already been performed in a number of countries ([see § 3.1](#)) without, apparently, encountering major obstacles or causing any obvious harm (though we lack the necessary hindsight and in-depth studies to assess this properly). The only objection to this abolition of the tax – though a significant one given current budgetary conditions – would be the associated loss of inheritance tax revenue, currently standing at €20 billion, and set to rise further in the future due to the onset of the great wealth transfer. Nevertheless, the socio-cultural battle in favour of raising the tax is, to say the least, off to a poor start.

The third and final priority is of an economic nature. France is a *wealthy* country, but this wealth stems primarily from the substantial savings held by older households. However, a large proportion of these savings is tied up in residential property, whilst the financial portion is predominantly short-term and low-risk (near-cash assets, euro-denominated life insurance policies, etc.). Driven by precautionary motives (particularly in the face of the risk of losing independence) and hoarding, these savings appear too dormant or inert, in that, as they stand, they do not allow for the financing of the *long-term investments for the future* that we so desperately need today, whether productive

(infrastructure, in particular), digital, environmental or social (education, research, healthcare, social housing for young people). France is a wealthy country but does not invest enough...

However, financial intermediation, which is too short-term in focus, fails to stimulate this savings base, at least to the desired extent, as demonstrated by the studies by Aussiloux and Espagne (2017) and Rigot and Demaria (2016) for France. This observation is not new, but it is nonetheless striking. As the Chair of the AMF (Autorité des marchés financiers), Marie-Anne Barbat-Layani²⁰ has again emphasised, the allocation of savings “is not optimal”, in France as elsewhere in Europe. In our country, it is mainly used, via life insurance, to finance public debt repayments and, more broadly in Europe, to finance American investments, which are more profitable than European ones – a situation that is entirely to the benefit of the Americans, who themselves save little.

²⁰ At the AMF's academic conference on 13 June 2025, entitled precisely: 'Can we better channel household savings?'

How can we address this *widespread inefficiency* in French and European savings? The great wealth transfer certainly poses a threat, but it could also present an opportunity here, as we shall see in § 6.3.

6.2. Recommendation 1: mandatory mutualisation among pensioners of the cost of severe dependence

How can we alleviate the (financial) conflict faced by older people and reduce their need to take precautionary measures against the risk of losing their independence? Whilst healthcare costs associated with this loss of independence are covered by the National Health Service and related support costs by the APA (Personalised Independence Allowance), severe dependency entails specific costs that currently remain the responsibility of the individual concerned: the costs of accommodation in a care home (such as EPHAD) or the costs of equivalent home care (such as professional care assistants), which are at least as substantial at this level of loss of independence. However, the risk of severe dependency is relatively limited, affecting around 15-20% of people aged 60 or 65, but it often has dramatic consequences – financial or family-related – that are difficult to foresee at the outset. Pooling this risk therefore appears highly beneficial.

There are, however, few options available to ensure this mutualisation. Market coverage is very limited, largely due to low demand, which stems from a mindset of denial and the refusal of many pensioners to take out insurance.²¹ Calling on national solidarity by increasing taxes on income or consumption, or by resorting to the usual stopgap measures (such as 'solidarity days' for the elderly or drawing on the reserves of various 'funds'), seems ill-advised and ill-suited to the risks of old age: further increasing public transfers from the working population

²¹ See Masson (2023), Arrondel and Masson (2024).

to pensioners, whose average standard of living is at least comparable to that of those in work, could create significant social tensions amongst (young) workers. It is preferable to implement a *public and compulsory mutualisation scheme exclusively amongst pensioners*. In this context, levying contributions on pensions through a 'communicating vessels' mechanism between social transfers to the elderly appears to be an undesirable approach: the primary drawback would be to further undermine confidence in the pay-as-you-go pension system – which is already vulnerable and under threat – amongst both the working population and pensioners. A more appropriate method of funding would involve a specific social contribution based on the total (net) value of *pensioners' assets*, above an exemption threshold whose amount would need to be defined. The levy rate could, for example, be constant, and the main residence could potentially be exempted below a certain value.

I will not go into the details of this mutualization,²² but it is worth listing the positive consequences of such a measure:

- It would benefit pensioners, who are generally risk-averse, and could reduce their precautionary savings, which are substantial but often unproductive; it would be particularly welcome for pensioners on the lowest incomes, who are often tenants.
- It could help reduce conflict within families struggling to care for a heavily dependent relative.
- It would reduce wealth inequality both among pensioners and between generations.
- It would not affect labour costs.
- It would encourage people to make gifts early enough (thereby reducing the social security contribution for severe dependency) and would also provide an incentive to delay the retirement age (to postpone payment of this contribution).
- It would represent a welcome 'return of solidarity' on the part of pensioners who are not affected by pension reforms that encourage the working population to work more and into later life.

²² What should be done, for example, in the case of illiquid assets (a difficulty that also arises with regard to the payment of the IFI)? I shall not go into further detail regarding the methods of payment for benefits, an issue that already arises with the APA, the amount of which varies according to the severity of dependency, or with the French 5th branch of social security, which is still underdeveloped. The choice between benefits in kind or financial benefits will depend in particular on the nature of the expenses covered, such as accommodation costs in a care home or home help. Should public coverage for severe dependency also be accompanied by an excess (with the first x months remaining the responsibility of the individual)? What would its level be, and up to what amount of expenditure? And as Bertrand Villeneuve pointed out to me, an appropriate measure of severe dependency would prove crucial here to avoid expenditure on luxuries, particularly in home.

6.3. Recommendation 2: Wealth transfer tax as a mechanism to encourage long-term and dynamic saving

The paper by the Jean Jaurès Foundation, authored by Ouizille *et al.* (2024), is entirely representative of the proposals for systemic reform of the wealth transfer tax coming from the left of the political spectrum. It would combine the two measures most frequently put forward today: the accessions tax (§ 5.4) and the taxation of unrealised capital gains on transfers (§ 5.5) – yet we have seen that each would be unpopular and difficult to implement in France, and that combining them would be even more so. In its general statement, the stated aim of this paper, namely to ‘create a better world for *our* children and grandchildren’ (my emphasis), seems on the other hand, beyond dispute. In fact, the ‘our’ is ambiguous.

Faced with an increasingly chaotic and violent world, one that is individualistic and competitive, a France they see as in decline, and the deterioration of public services, parents – whether baby boomers or otherwise – no longer have faith in collective, unifying projects, but are worried about the future of their *own* children. Whether this belief is illusory or not, they feel that apart from a good education their offspring will only be able to cope by leaving them a substantial inheritance, the only real bulwark against such bleak prospects. This pessimism fuels the rejection of wealth transfer taxation. Parents have more assets to pass on than before and no longer believe that their children can succeed on their own, as would be the case in a meritocratic society.

In this context, the solution I propose is to use the wealth transfer tax not merely to reduce inequality of opportunity (or generate tax revenue), but also to provide a strong incentive for baby-boomers – whilst protecting their children – to finance the collective investments for the future mentioned above (§ 6.1). To achieve this, the principle is to extend and revitalize the savings of older households on a large scale by penalising traditional assets when they are transferred – this is the stick – whilst offering new long-term investments that would be exempt from inheritance tax – this is the carrot.

The ‘carrot’ would consist of an unprecedented financial incentive of *transgenerational* investments, held successively by parents and then their children, which would need to be held for a total period of 25 years, for example (with a minimum holding period for the parents), in order to be exempt from inheritance tax. In the French context, these investments could take the form of a life insurance policy extended to 25 years (the tax advantages of the current 8-year life insurance policy would be discontinued).

As they stand, however, these new forms of investment are likely to generate only limited demand, as the costs of tying up savings for a long period will often outweigh the expected tax savings. This is where the ‘stick’ comes in: a high, progressive *tax surcharge*

applied solely to *inheritances of traditional assets* in the direct line of succession. The higher this surcharge, the greater the incentive to make gifts – by discouraging the inheritance of wealth – and, above all, the more attractive transgenerational investments would become compared to traditional assets.

These investments would be channelled directly into *collective future funds* managed by socially responsible long-term investors, adhering to ESG criteria (environmental, social and governance). These future funds would serve from the outset as better substitutes for France's underdeveloped pension funds. Investments would be made primarily in France or elsewhere in Europe.

I shall not dwell here on the major problems posed by the status and use of these funds, which should be firmly insulated from any unwarranted intervention by a government tempted to dip into the pot (as was the case with the pension reserve fund, or FRR). They would need to be protected by a government guarantee against excessive losses (see the case of Eurotunnel). Defining their priorities, in the interests of the common good and for the benefit of younger and future generations, would be a crucial issue. Democratic control should be exercised over the allocation of these future-oriented investments, which could go directly to the relevant stakeholders and benefit from special financial terms, in the form of public subsidies for example, given that they are often initially characterised by uncertain or low returns.

As they stand, these revised wealth transfer taxes would be *less distortionary* than the current ones, because they would offer a significant legal loophole. They would be *more efficient*, because this loophole would benefit the country by enabling the financing of future investments that would otherwise be difficult to achieve. They would also be *fairer*, since the increase in wealth transfer tax would affect only affluent or wealthy households who 'deserve' it due to their selfishness or short-sightedness – either because they are not sufficiently altruistic towards their family and/or society, or because they do not plan their estate sufficiently in advance.

Finally, the new inheritance system is likely to be *less unpopular* than the current system because it would be underpinned by a strong rationale: channelling a significant portion of the substantial savings held by older people into investments that are crucial for our country, whilst upholding cherished family values. By acquiring transgenerational investments, parents would be saving as effectively as possible for their children (by limiting wealth transfer tax) whilst investing *at the same time* for the benefit of the economy and of younger and future generations.

CONCLUSIONS: SOME POLITICAL CONSIDERATIONS



The new inheritance framework I am proposing is based on two pillars – fiscal and financial – and pursues two objectives – social justice and encouraging long-term saving to finance future investments. That said, it aims to alter the current inheritance system as little as possible, in order to stop a gap and respond to current emergencies. It therefore has a *hybrid* nature, occupying a delicate ‘middle ground’, which explains why it may be poorly perceived or poorly received. The scheme certainly goes further than a simple parametric reform that would be content with a few adjustments to the tax scale. Nevertheless, even though it aims to limit most tax loopholes, this scheme is not intended to be a systemic reform that would substantially alter the logic of the current inheritance system.

From a political perspective, the proposed scheme therefore has an ambiguous status that is likely to provoke opposition from all sides: on the right, and even in the centre of the political spectrum, insofar as it advocates raising wealth transfer tax on traditional assets; and on the left, because it aims to respect family ties and values, not to hinder child-related saving, and to offer a tax-free exit route (transgenerational investments), rather than taking directly from the wealthiest to redistribute. Some would like to believe that other sources of funding for the necessary future investments are feasible, or that it is possible to make financial intermediation more efficient and less short-termist, or even that there are less controversial incentives that would allow senior savers to extend their decision-making horizon. But is this really the case today?

I shall conclude with a comparison of recent reactions to the reintroduction of a minimum annual wealth tax and to the increase in wealth transfer tax.

Responses to the proposal of the Zucman tax in France are particularly revealing. This is a minimum tax of 2% on current assets for the 1,800 wealthiest individuals. All assets are included in order to prevent tax optimisation strategies that might rely, in particular, on a broad interpretation of ‘business assets’. The reform provides for an exit tax spread over 5 or 10 years to prevent tax exile, as well as potential payment facilities. As might be expected, the reactions from the wealthiest individuals and their allies have been fierce, but purely *defensive*. They wish to avoid a tax from which it would be difficult to escape but, with the exception of demands regarding production taxes, are primarily seeking to maintain the status quo: there have been hardly any proposals aimed at reducing existing taxes on current wealth.

Reactions to the recent proposals to increase inheritance tax (see § 5.4) have been far different. There was an immediate counterattack, as if these proposals had awakened the anti-inheritance-tax monster that had merely been lying dormant. We have seen a surge in amendments in the National Assembly calling for a reduction in the tax, unlike anything since 2012. The conviction of the French tax authorities, who are well aware of the tax's unpopularity, has once again been borne out: wealth transfer taxation only works well when no one talks about it.²³

²³ Remember that in the United States, in the 1980s, the Republicans had no plans to abolish the wealth transfer tax, which was considered too popular (see § 3.3). The turning point came in 1992, specifically following a Democratic proposal to lower the exemption threshold. The Republicans responded by giving it the pejorative nickname 'death tax' the following year, a term that caught on. The tax's decline was set in motion: in the 2000s, President Bush Jr. came close to abolishing the tax altogether (though it survived Trump's first term).

I draw two conclusions from these recent events.

The first concerns the need, for any proposal for inheritance reform, for a strong and fresh narrative that addresses both its practical and political feasibility. Our proposal is based on such a narrative: France has become a wealthy gerontocracy that invests enough in the future; urgent challenges mean we must address the most pressing needs by channelling a major, unprecedented transfer of wealth, and so on. Too many proposed reforms aim to be 'ideal' but prove to be out of touch with reality in the current context.

Given the complexity of inheritance tax, even if reformed along the lines we have outlined, the second conclusion raises the question of whether it might be *supplemented* by a separate tax, which would be 'minimal' in the manner of the Zucman tax and would apply in full to large estates (like an estate tax). This would be simpler, less unpopular and undoubtedly more effective than a convoluted 'inheritance-wealth tax' intended to target large bequests (§ 3.3), which is regularly proposed (in France, Switzerland and elsewhere) but does not seem to be winning much support.



APPENDIX

Models of optimal inheritance taxation: An attempt to move beyond ideological differences

With regard to the optimal taxation of capital or inheritance, both benchmark models result in zero taxation of capital in the absence of market imperfections.

In the model formulated by Atkinson and Stiglitz (1976), life-cycle savers operate in a certain world free from capital imperfections. There is no (motive for) intergenerational transfers. The only source of heterogeneity concerns labour productivity. In this framework, under certain conditions (of homogeneity of preferences), a non-linear tax on labour income suffices: any taxation of capital or its returns would be redundant and would constitute 'double taxation'. But if individuals still differ in terms of the inheritance they receive, the latter must be taxed as such. And if capital markets are imperfect, some individuals will be constrained by liquidity, others will not, and capital taxation may become optimal.

Where inheritances are distributed unevenly, Chamley (1986) nevertheless shows that a maximal form of altruism (infinite time horizon or dynastic altruism) leads to a zero capital tax rate, because the elasticity of bequests with respect to inheritance tax is in fact infinite (see formula below). Again, this result is a limiting case that does not hold in the presence of imperfections in capital or insurance markets (Chamley, 2001). Current generational models of optimal inheritance taxation seek to move beyond these paradoxical conclusions by proposing a more realistic framework. Piketty and Saez (2013) undoubtedly offer the most sophisticated version of this, in that the authors arrive at quantified estimates of the inheritance tax rate using operational formulas.

In view of the three ideological criteria identified in § 5.2 – the preferred perspective (saver or heir), the relative emphasis placed on the family, kinship ties and parental altruism, and finally the social vision (free agent, equal citizenship or multi-solidarity) – their model can be seen as an attempt at a balanced *synthesis* between the different viewpoints on each criterion. In an intergenerational framework, each agent is in turn an heir, then a saver, and finally a bequeather (first criterion). Piketty and Saez also introduce a paternalistic form of parental altruism, albeit a simplified one, which allows for the analytical resolution of the model: the parent's utility depends on the amount of the bequests after tax, capitalised to the next generation.²⁴ But this is the only family connection taken into account: there are no other family values, no sense of belonging to a lineage, and so on (second criterion). As to the social vision adopted (third criterion), individuals are free to maximise their own utility function (as free agents), but Piketty and Saez lean strongly towards equal citizenship: the collective welfare function they favour is 'meritocratic Rawlsian', adopting the perspective of the 'non-heirs', that is, the section of the population that receives nothing or very little (between a third and half of the French population).

²⁴ This is the most pronounced form of paternalistic altruism (joy of giving or warm glow of giving). This form of altruism is, however, less pronounced than Beckerian altruism, where parents' utility depends directly on the level of utility their children can achieve.

Piketty and Saez thus arrive at *high* optimal rates of inheritance tax, in the region of 50%. Furthermore, if a progressive tax system is introduced, the top marginal tax rate could reach 70-80%, which is in the same order of magnitude as the top marginal rates applied in the United States or the United Kingdom for nearly half a century, up until the early 1980s. The question is whether the "balanced" positions adopted by the two authors on each of the three criteria ensure that the results they obtain are at least minimally "neutral" with respect to ideological positions on inheritance.

To answer this question, the best approach is to start with a greatly simplified version of their model, which gives the optimal inheritance tax rate τ (assumed to be constant).²⁵

$$\tau = [1 - v \cdot (B_0^* / Y_0^*)] / (1 + e)$$

where e is the elasticity of bequests with respect to inheritance tax, B_0^* denotes the relative position of non-heirs in the distribution of bequests (the ratio of their average bequest to that of the general population) – as *perceived* by the latter – and Y_0^* denotes their relative position in the distribution of labour income. The key parameter is v , i.e. *the proportion of altruistic bequests* in the total bequests, which also include precautionary bequests in response to uncertainty regarding life expectancy, and capitalisation bequests, linked to the joy or power of ownership (direct utility of wealth).

²⁵ Capital markets are assumed to be perfect, the supply of labour is inelastic, and the golden rule holds (the rate of return on capital r is equal to the economy's growth rate g). Market imperfections or an elastic labour supply reduce τ , which conversely increases with a positive $r-g$ differential. The formula also adopts the perspective of non-heirs, which maximises τ .

The optimal tax rate decreases with elasticity e , which is difficult to measure but is of the order of 0.2 (a wealth transfer tax would be relatively non-distortionary). If non-heirs intend to bequeath, as a proportion of their labour income, as much as others do, the ratio B_0^*/Y_0^* is equal to 1. Since they have received nothing, 'rational' beliefs about this propensity to bequeath should lead to a lower value, for example 0.8. *Conversely*, one of the reasons for the current low level of inheritance tax would be that non-heirs overestimate their ability to pass on wealth: $B_0^*/Y_0^* > 1$.

Let us take $e = 0.2$ and $B_0^*/Y_0^* = 0.8$ as reference values. If the proportion of altruistic bequests v is equal to *half* – the baseline value used by Piketty and Saez – the optimal tax rate τ amounts to 50%. However, this rate proves to be *highly sensitive* to the value of v . If $v = 0$, with no bequests motivated by altruism, it reaches its highest possible value, $1 / (1+e)$ or 83 %, which is the rate that maximises tax revenue. If $v = 1$, with all bequests being altruistic, and the ratio B_0^*/Y_0^* equal to 1, the tax rate is zero. It even becomes *negative* if non-heirs still dream of becoming rich one day and hold optimistic beliefs about what they will leave to their children ($B_0^*/Y_0^* > 1$): bequests would have to be *subsidised*, as inheritance tax would effectively amount to a "tax on virtue"!

Estimating the proportion v of altruistic bequests is therefore crucial to the model's predictive power. Do the data allow for such a measurement? Not really, in fact.²⁶

²⁶ See Masson (2025), Chapter VI.

The simplest approach would seem to be to ask the individuals themselves. In surveys, many parents, particularly older ones, will tick the highly valued box among the reasons for saving: "I'm saving for my children", which suggests a high value of v . Often, however, their answer will be both true and false: true insofar as they intend the wealth that they bequeath to go in its entirety (without being taxed) to their children; but false if the factors driving their saving were primarily 'selfish' or linked to circumstances encountered during their lives, in which case their children's fate would be of little or no consideration (v would then be low).

The problem stems from the fact that wealth may be held *for a variety of reasons simultaneously* – liquidity, precaution, retirement income, passing on to children, power or prestige, perpetuating the family fortune, etc. – and that the relative importance of these reasons is likely to vary over the course of a person's life. Due to this complex and shifting interplay between the motives for accumulation, the data will send *contradictory* signals regarding the value of the share v of altruistic bequests.

²⁷ Above a certain wealth threshold, the estates of childless couples turn out to be roughly as large as those of other couples: for France, see Arrondel and Laferrère (1998).

Even if they would have saved just as much had they not had children – a fairly realistic scenario that would suggest a low v ²⁷, – parents usually want their entire estate to pass to their offspring without being taxed by the state, if only to legitimise their past accumulation of wealth, both in their own eyes and in those

of their children (v would be high). In the wealthiest families, the motives for perpetuating wealth and saving for children are, moreover, difficult to disentangle, as children often serve as the means by which wealth is perpetuated (v would therefore be limited, or even indeterminate).

If altruistic bequests were the dominant factor, the amounts passed on would also be expected to be higher when children are less successful than their parents, which is not what we observe (v would therefore be low). However, families appear to be sensitive to inheritance and gift tax rates and their fluctuations, which suggests that parents are primarily concerned with what their children will actually receive (v would therefore be high).

It is impossible to obtain even a rough estimate of this proportion v . This uncertainty ultimately gives free rein to all the ideological biases from which the model sought to free itself, and crystallises the differences between supporters and opponents of a wealth transfer tax.

For those in favour of the tax, parental love is said to manifest itself primarily through investment in their children's 'human capital'. In terms of wealth, cases where such altruism is evident – such as a father, the sole breadwinner, taking out term life insurance for his family in the event of his premature death – appear to be relatively uncommon. It would therefore be best to treat the value of v as zero.

For opponents of the tax, saving for one's children is, on the contrary, a fundamental aspiration for everyone, an expression of healthy surpassing of oneself and of being rooted in one's family lineage. In any inherited wealth, there will always be an element of parental altruism or a similar motivation, and the best approach would be to adopt a value of v close to unity.

Piketty and Saez's model is an undeniable step forward in understanding the determinants of the optimal wealth transfer tax rate. However, whilst it shifts the ideological divides, it does not truly manage to transcend them.



REFERENCES

- Allègre G., Plane M. et X. Timbeau (2012), "Réformer la fiscalité du patrimoine ?", *Revue de l'OFCE*, 122, p. 231-261.
- D'Albis H. (2019), "Les inégalités de niveaux de vie entre les générations en France", in *Les rapports entre générations*, Proceedings of the 2018 COR Conference, La documentation française, Paris, p. 21-29.
- Alvaredo F., Garbinti B. et T. Piketty (2017), "On the Share of Inheritance in Aggregate Wealth: Europe and the USA, 1900-2010", *Economica*, 84, p. 239-260.
- Arrondel L. and A. Laferrère, (1998), "Succession capitaliste et succession familiale : un modèle économétrique à deux régimes endogènes", *Annales d'Economie et de Statistique*, 51, p. 187-208.
- Arrondel L. and A. Masson (2019), "Épargne des ménages et financement de l'économie", in *Capitalisme. Le temps des ruptures*, M. Aglietta (ed.), Éditions Odile Jacob, Paris, p. 345-408.
- Arrondel L. and A. Masson (2024), *Préférence rationnelle pour le présent et horizon de vie ; version anglaise : Rational Time Preference and the Life Horizon*, Opinions & Débats, n° 30, Institut Louis Bachelier.
- Atkinson A. (2015), *Inequality, What Can Be Done?*, Harvard University Press, Cambridge.
- Atkinson A. et J. Stiglitz (1976), "The Design of Tax Structure: Direct Versus Indirect Taxation", *Journal of Public Economics*, 6 (1-2), p. 55-75.
- Aussilloux V. and E. Espagne (2017), "Mettre la fiscalité de l'épargne au service d'une croissance durable", *La note l'analyse*, n° 54, France Stratégie.
- Baudelot C. (2011), "L'héritage contre le mérite", in *Refaire société*, La république des idées, Seuil, Paris, p. 49-63.
- Beckert J. (2012), "Are We Still Modern? Inheritance Law and the Broken Promise of Enlightenment", in *Inherited Wealth, Justice and Equality*, J. Cunliffe and G. Erreygers (eds.), Routledge Frontiers of Political Economy, p. 70-80.
- Bessière C. and S. Gollac (2020), *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, La découverte, Paris.
- Blanchard O. and J. Tirole (2021), *Les grands défis économiques*, Rapport de la commission internationale au Président de la République (June).
- Chamley, C. (1986), "Optimal Taxation of Capital Income in General Equilibrium with Infinite Lives", *Econometrica*, 54 (3), p. 607-622.
- Cour des comptes (2024), *Les droits de succession*, Paris.
- Cremer H. and P. Pestieau (2012), "The Economics of Wealth Transfer Taxation", in *Inherited Wealth, Justice and Equality*, J. Cunliffe and G. Erreygers (eds.), Routledge, p. 154-172.
- Dherbécourt C., Fack G., Landais C. and S. Stantcheva (2021), "Repenser l'héritage", *Les notes du conseil d'analyse économique*, n° 69 (December).
- Durkheim E. (1900), *Leçons de sociologie*, PUF (1950), Paris.
- Durkheim E. (1901), Foreword to the second edition of his book *De la division du travail social*, PUF, Quadrige (2007), Paris.
- Holtz-Rakin D., Joulfaian D. and H. Rosen (1993), "The Carnegie Conjecture: Some Empirical Evidence", *Quarterly Journal of Economics*, 108 (2), p. 413-435.
- Huet F. (1853), *Le Règne Social du Christianisme*, Firmin Didot Frères, Paris.

- Halliday D. (2018), *The Inheritance of Wealth: Justice, Equality, and the Right to Bequeath*, Oxford University Press, Oxford.
- Landier A. and D. Thesmar (2021), *Le prix de nos valeurs. Quand nos idéaux se heurtent à nos désirs matériels*, Flammarion, Paris.
- Masson A. (2023), *Chronique d'un impôt sur l'héritage en perdition. Pourquoi et comment le sauver*, PUF, Collection Le lien social, Paris.
- Masson A. (2025), *L'héritage au XXI^e siècle*, Éditions Odile Jacob, Paris.
- Masson A. (2026a), "Réformer l'héritage aujourd'hui", *Revue de l'OFCE*, 192, p. 45-98.
- Masson A. (2026b), "Des idéologies aux réformes de l'héritage", in *Hériter. Entre choix, contraintes et revendications*, E. Moussault and C. Rodier (eds.), Éditions du Cerf.
- Masson A. and A. Gotman (1992), "L'un transmet, l'autre hérite", *Économie et Prévision*, 100-101, p. 207-230.
- Meade, J.E. (1964). *Efficiency, Equality and the Ownership of Property*, George Allen & Unwin, London.
- Mill J.-S. (1848), *Principles of Political Economy*, Augustus M. Kelley (1976), Fairfield.
- Nozick, R. (1989), *The Examined Life*, Simon & Schuster, New-York.
- OCDE (2021), *Inheritance taxation in OECD Countries*, OECD Tax Policy Studies, Paris.
- Piketty T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Seuil, Paris.
- Piketty T. (2021), *Une brève histoire de l'égalité*, Seuil, Paris.
- Piketty T. (2024), *Vers le socialisme écologique*, Seuil, Paris.
- Piketty T. and E. Saez (2012), "A Theory of Optimal Capital Taxation", *NBER Working Paper*, n° 17989.
- Piketty T. and E. Saez (2013), "A Theory of Optimal Inheritance Taxation", *Econometrica*, 81 (5), p. 1851-1886.
- Piketty T., Saez E. and G. Zucman (2013), "Rethinking Capital and Wealth Taxation", Working Paper, Paris School of Economics.
- Rawls J. (1993), *Justice et démocratie*, Seuil, Paris.
- Rawls J. (2001), *Justice as Fairness: A Restatement*, Harvard University press, Cambridge.
- Rignano E. (1901), *Di un socialismo in accordo colla dottrina economica liberale*, Fratelli Bocca, Turin.
- Rigot S. and S. Demaria (2016), *Normes comptables et prudentielles des intermédiaires financiers au regard de l'investissement à long terme*, Caisse des Dépôts, Paris.
- Ventejol G., Blot R. and J. Méraud (1979), *Rapport de la Commission d'étude d'un prélèvement sur les fortunes*, La documentation française, Paris.



Institut
Louis
Bachelier

Institut Louis Bachelier

Palais Brongniart - 28 place de la Bourse - 75002 Paris

www.institutlouisbachelier.org